République Algérienne Démocratique et Populaire

Conseil National Economique et Social

Rapport sur la Conjoncture Economique et Sociale de l'Année 1997

10ème et 11ème Sessions Plénières

Publication du Conseil National Economique et Social **N°0 3**

1 - VUE D'ENSEMBLE

La conjoncture du premier semestre 1996 prolonge dans ses grandes lignes les principales tendances observées durant les périodes de référence précédentes ; elle se caractérise principalement par les évolutions suivantes :

- Une confirmation de la reprise de la croissance économique en dépit du recul enregistré par la production industrielle,

- Une consolidation des équilibres macro-économiques à la faveur de la bonne tenue des cours du pétrole brut,

- La persistance des tensions inflationnistes malgré le recul enregistré en glissement annuel de l'indice des prix, sur fond de niveau général des prix élevé.

La croissance reste en ce sens assez fragile : elle n'a pas encore atteint la dimension qualitative voulue et reste de peu d'incidence sur la dynamique des structures économiques.

Une analyse plus fine des résultats de croissance enregistrés montre que l'influence des facteurs exogènes a été prépondérante même s'il ne faut pas réduire la portée des dispositifs incitatifs mis en place dans un certain nombre de secteurs (transports, commerce, agriculture...) et la hausse de la productivité du travail, notamment dans l'agriculture.

Globalement, l'économie nationale a tiré profit, au cours de ce semestre, d'une conjoncture favorable en matière de recettes d'exportation des hydrocarbures et a bénéficié d'une production agricole remarquable sinon exceptionnelle et dont les incidences sont multiples (réduction de la facture alimentaire, hausse des revenus des agriculteurs, meilleur approvisionnement du marché...).

La poursuite de l'évolution à la baisse de la production industrielle publique et privée a des motifs d'inquiéter sérieusement. L'absence de solutions à court

terme pour enrayer la lente dérive que connaît le secteur risque même de compromettre les mesures de redressement envisagées ; les contraintes du secteur public industriel sont bien connues dans leur dimension endogène et exogène : elles ne peuvent trouver de solutions que dans un contexte d'activité assaini, de reprise en main de l'outil de production en termes de capacités de management et de relance économique principalement par la demande.

La question de la relance économique est aujourd'hui au coeur du débat ; peut - il y avoir de la place pour la relance économique en phase de restructuration et de redéploiement des activités économiques ? quel type de relance pour quels secteurs porteurs de croissance ? sont des questions qui interpellent l'ensemble des décideurs.

Les exigences de stabilisation macro-économiques conduisent au rétrécissement de la demande par une réduction drastique du pouvoir d'achat des salaires ce qui créé l'effet récessif constaté ; elle se transforme en cercle vicieux à partir du moment où la compression des salaires rejaillit sur la productivité du travail et où le sevrage en matière de financements se répercute et réduit l'activité économique, production et investissements y compris ; ces contraintes constituent autant de blocages qui tendent à devenir structurels à la relance économique.

S'il est établi que la croissance se conçoit d'abord comme création de richesses et que l'emploi reste le principal facteur pourvoyeur de richesses, il devient de plus en nécessaire sinon urgent d'intégrer l'emploi comme une des variables connexes au retour à l'équilibre et à la relance économique.

La hausse des prix, plus modérée en comparaison avec les périodes de référence précédentes, constatée durant ce semestre est surtout liée au relèvement des prix des produits subventionnés, des services et de certains produits de consommation dont l'élasticité est trés faible.

Les causes de la persistance du phénomène inflationniste sont à rechercher à différents niveaux :

-une hausse des coûts de production dans l'industrie en liaison avec le renchérissement des inputs importés,
-Une part d'inflation importée même si elle est restée cantonnée dans des marges relativement basses,
-Une part d'inflation par la demande qui s'exprime par deux canaux distincts :

* Le premier par les effets mécaniques de substitution qui traduisent les adaptations des comportements de consommation des ménages en contexte de resserrement du pouvoir d'achat ; un nombre de plus en plus réduit de postes, caractérisés par leur faible élasticité, continue d'alimenter l'inflation,

* Le second est à rechercher dans le cycle économique et a une origine monétaire. Il s'agit d'abord du décalage entre le financement et la production (écart de type frictionnel). L'inflation par le crédit est aussi en cause à partir du moment où le financement des activités économiques par les crédits à l'économie ne génère pas autant de richesses ; l'absence de performance des entreprises ne crée pas suffisamment de contreparties productives, le crédit nourrissant l'inflation.

  L'insuffisance des instruments de régularisation du crédit et de façon plus générale l'absence d'instruments monétaires permet à ce phénomène de s'exprimer à l'état brut.

Il est bien évident qu'en contexte de niveau général des prix élevés (par rapport au revenu des ménages) et de persistance des tensions inflationnistes, aucun redémarrage solide de l'appareil économique n'est possible pour plusieurs raisons qui apparaissent dans les comportements des agents économiques :

* Maintien de taux d'intérêts élevés, souvent paralysants,
* Prédominance des activités spéculatives qui s'inscrivent dans une perspective conjoncturelle,
* Renoncement aux investissements lourds générateurs d'emplois et de richesse,
* Mobilité accrue du capital,

* Crédits à l'économie ne produisant pas de contreparties en termes d'offre.

L'évolution, en termes de tendance, des prix permet d'envisager leur tassement assez rapide ; la chute du pouvoir d'achat devra réduire très sensiblement l'inflation par la demande alors que les dépenses de consommation des ménages semblent avoir atteint leurs limites en termes d'effets de substitution si aucune hausse des salaires n'est à envisager à court terme. Cette hypothèse pourrait faire craindre une situation déflationniste qui aggraverait la récession économique.

L'offre à l'importation a connu une chute significative durant le premier semestre ce qui permet de mettre en évidence, au delà de la régulation par les stocks, les limites atteintes en matière de capacités d'absorption de l'économie nationale que confirment, par ailleurs l'évolution à la baisse de la production industrielle et le tassement de la demande.

Ceci permet de noter une certaine détente en ce qui concerne les prix des produits alimentaires dont certains d'entre eux, même pour les produits de large consommation, ont tendance à se stabiliser.

Sans doute faudrait-il voir dans cette évolution un début de rationalisation des activités du commerce extérieur aprés les évolutions à la hausse mais souvent erratiques observées au cours des périodes précédentes. La crainte est que les circonspections observées dans le comportement des importateurs privés, en relation avec la chute de la demande, ne viennent à perturber l'approvisionnement du marché national en produits essentiels occasionnant des ruptures de stocks. L'ouverture amorcée montre ses limites alors que paradoxalement la disponibilité du financement et les préférences pour le mode de financement (surtout le cash) ne sont pas en cause.

En ce qui concerne le secteur monétaire, la poursuite de la politique de stabilisation donne des résultats encourageants en ce qui concerne la restauration des grands équilibres macro- économiques.

L'écart entre les sphères réelles et monétaires tend également à se confirmer mettant en cause :

* La sensibilité des variables économiques à l'égard des variables monétaires,
* Le retard pris dans la mise en oeuvre des réformes économiques,
* Le caractère quelquefois inadapté sinon la vacuité des solutions envisagées à court terme pour relancer la croissance économique.

La reconstitution des réserves de change aurait pu être plus importante si le recours massif au cash dans les importations avait été plus restreint : des dispositifs dissuasifs devraient être mis en place pour conduire les opérateurs économiques à utiliser de façon sélective les lignes de crédit en se prémunissant toutefois contre une éventuelle chute de la parité du dinar.
La monétisation d'une partie du produit du rééchelonnement a procuré au Trésor Public de nouvelles ressources dont une partie a été consacrée au désendettement auprés des banques primaires et de la Banque d'Algérie et au soutien de l'assainissement financier des entreprises. Les ressources budgétaires au titre de la fiscalité locale sont en baisse en raison de la récession économique, sans pour autant mésestimer les problèmes de la fraude de l'évasion fiscale.

Sur le plan social, l'enjeu principal reste la prise en charge et la gestion d'une demande sans cesse croissante, que ce soit en termes d'emploi qu'en termes de logement, de santé ou de niveau de vie : référence à la chute brutale du pouvoir d'achat des ménages.

La satisfaction de cette demande sociale passe nécessairement par un retour à la croissance économique de manière soutenue et à un rythme progressif devant atteindre à trés court terme au minimum 5% à 6% et ce, durablement.

Elle ne peut se régler par des mesures à caractère conjoncturel, certes nécessaires mais probablement insuffisantes.

Les programmes de stabilisation économique, en cours d'achèvement, ont certes abouti à des résultats appréciables en terme macro-économiques avec une tendance à la maîtrise de l'inflation.

Ces programmes doivent être accompagnés par des réformes structurelles et doivent tendre à stimuler la reprise de l'activité à travers des stratégies sectorielles cohérentes pour permettre de diversifier les sources d'accumulation de richesses de notre économie. Les retards enregistrés dans ce domaine risquent de rendre vains les sacrifices occasionnés par les efforts de stabilisation macro-économique.

Dans cette perspective, l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie de développement économique et social fournira l'ancrage nécessaire à la relance économique mais aussi l'appui nécessaire à une gestion plus efficace de la contrainte sociale ; cette dernière devra constituer la préoccupation première de pouvoirs publics au regard de la paupérisation qui tend à s'élargir aux classes moyennes et des déséquilibres observés qui sont l'expression d'une différenciation sociale de plus en plus forte

2- EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Les conditions générales de l'activité économique ont été dominées, au premier semestre 1996, par un léger desserrement des contraintes internes et externes qui poussent graduellement à la normalisation et à la stabilisation.

Les facteurs essentiels ont été la hausse des cours du pétrole brut et la pluviométrie exceptionnelle qui a permis d'accroître le niveau de production agricole enregistré lors de la campagne précédente mais aussi les améliorations notées dans les différents dispositifs de régulation, de gestion et de concertation. La conférence nationale sur le développement agricole, la rencontre tripartite banques - entreprises ont été des moments importants de l'animation de la vie économique nationale et de recherche de solutions

concertées aux problèmes qui touchent les différents segments d'activité et qui concernent les opérateurs économiques.

L'environnement de l'activité économique reste cependant encore sclérosé pour susciter le retour de confiance nécessaire à la relance économique véritable. Les contraintes spécifiques qui caractérisent les conditions de fonctionnement des différents secteurs d'activités économiques plus structurelles que conjoncturelles sont souvent paralysantes.

Il reste néanmoins vrai que le passage d'un système de régulation à un autre système se fait par la mise en place de mécanismes appropriés, souvent spécifiques et dont l'articulation relève d'un exercice de montage difficile ; les différents espaces laissés à l'informel sont assez nombreux et exigent du temps, de la conviction et de la rigueur pour leur mise à niveau cohérente. Néanmoins l'absence d'une stratégie pénalise la mise en place de solutions de sortie de crise rapide ; le dispositif de régulation mis en place ne suscite pas d'effets d'entraînement favorables à la relance économique.

Ceci a pour effet de contraindre voire de bloquer l'investissement qui reste le facteur prépondérant dans tout processus de relance économique.

De la même façon, les contraintes sécuritaires persistent même si elles présentent des niveaux d'intensité qui tendent de plus en plus à se réduire. Le secteur économique et les populations rurales en sont les plus affectés.

Mais l'amélioration des conditions sécuritaires pourrait constituer le prélude à la relance des activités de coopération et surtout de partenariat qui pénalise de beaucoup les entreprises des secteurs publics et privés ; elle constituera également l'élément qui permettra de rééquilibrer les flux qui ont tendance à se faire au détriment de l'Algérie au Maghreb et dans les pays du sud de la Méditerranée sans évoquer les possibilités de captation des investissements offshore.

Les autres contraintes sont repérables au niveau du champ social ; l'appauvrissement croissant des populations notamment des salariés et l'extension du chômage joints aux incertitudes qui caractérisent la stabilité de l'emploi constituent une contrainte forte, exacerbante et qui pourrait avoir des conséquences multiples ; d'autre part, les inégalités de plus en plus fortes qui caractérisent la répartition des revenus ajoute à la frustration surtout quand les revenus sont acquis de façon douteuse et quelquefois à l'ombre d'une réglementation encore tatillonne.

Sur le plan des ressources, l'embellie qui a caractérisé les cours du pétrole a procuré des ressources substantielles supplémentaires au trésor public et en général, à l'économie nationale. Le caractère probablement durable de la hausse des prix, en dépit de la nervosité et des incertitudes du marché dans l'attente du retour de l'Irak sur le marché de l'offre, peut être interprété comme l'atteinte d'un nouveau pallier qui équilibre l'offre et la demande mondiales en l'absence de perturbations de type exogène.

Le marché pétrolier international a connu, durant ce 1er semestre de l'année 1996, une évolution nettement positive et stable du prix du pétrole, ce qui s'est répercuté sur les recettes d'exportation d'hydrocarbures (environ +20%, à 5,85 milliards $). Le prix du baril est passé d'une moyenne de 19,94 dollars par baril au 1er semestre 1996 contre 17,8 dollars au premier semestre 1995, soit une hausse égale à 12% (soit 42% en DA).

Fondamentalement, les prix du brut sont déterminés par le niveau de croissance économique qui caractérise particulièrement les grandes nations. De ce point de vue et aprés une année 1995 relativement mitigée par les résultats obtenus (3,5% de croissance de la production et 8% de croissance meilleures pour 1996 en raison notamment de la réduction des risques inflationnistes par le biais de politiques monétaires plus restrictives et la préservation des conditions de la croissance par la baisse des taux d'intérêt à long terme.

La croissance économique des USA reste globalement satisfaisante avec 2,5% enregistrant même une forte accélération (4,8% au 2éme trimestre), l'activité

économique étant par ailleurs, dans les pays développés, plus réduite, notamment au Japon et en Allemagne.

Les pays en voie de développement continuent à assurer une croissance voisine de 6% avec une tendance au renforcement de la croissance en Afrique : (3% en 1995 et 5% attendus en 1996) mais avec un niveau d'inflation élevé (21% en 1996 contre 32,1% en 1995).

Les pays asiatiques continuent d'enregistrer des niveaux de croissance assez élevés (8,6% en 1995 et 9,1% attendus en 1996).
Les limites de cette croissance mondiale apparaissent toutefois dans son caractère intensif (accroissement du stock de chômage) avec un effet restrictif sur la demande et dans les risques de surchauffe qui pourraient se répercuter sur la compétitivité internationale des produits.

La reprise économique et la reconstitution des stocks stratégiques aux USA ont dopé la croissance de la demande de pétrole alors que l'offre est restée globalement stationnaire, dans l'expectative du retour de l'Irak sur le marché pétrolier. Le consensus qui s'est dégagé de la réunion des pays de l'OPEP et la persistance des mauvaises conditions atmosphériques a orienté la demande dans le sens de la hausse.

Le prix du brut a atteint 23 dollars en Avril (niveau record depuis 1992). Le prix a atteint au 1er semestre son plus haut niveau depuis 13 ans. Le retour de l'Irak sur le marché pétrolier avec un volume d'exportation de 700.000 barils/ jour devrait infléchir la tendance haussière des prix.

Les exportations d'hydrocarbures ont représenté au 1er semestre 1996 5,85 milliards de dollars contre 4,9 en 1995. Les prévisions de recettes pour l'année pourraient tendre vers 12 milliards de dollars.

En volume ces exportations ont connu pour la période une croissance de 10,7% qui se traduit par 4,65 millions de TEP se répartissant entre 1,86 TEP pour les produits liquides et 2,79 millions TEP pour les produits gazeux.

Par ailleurs le secteur des hydrocarbures reste attractif pour l'investissement étranger dans la mesure où, globalement, 40 contrats avec des opérateurs étrangers ont été signés avec un apport en capital de 1,2 milliard de dollars et une couverture de 11% du domaine minier.

La signature de contrats de partenariat avec plusieurs sociétés étrangères spécialisées dans la recherche et la production d'hydrocarbures est à encourager, compte tenu notamment des récupérations supplémentaires des réserves de pétrole obtenues avec l'utilisation de technologies avancées. Ce type de partenariat est également à promouvoir et à adapter au secteur des mines, notamment pour la mise en valeur des minerais du Hoggar (or, diamant, minerais rares...).

3 - ACTIVITE INDUSTRIELLE :

3.1. Production

Appréhendée en flux physiques, la production industrielle du secteur public, toutes branches confondues, durant le premier semestre 1996 n'a atteint que 70% des objectifs et se caractérise par un déclin de 8% par rapport au premier semestre 1995 et de 10% par rapport au second semestre 1995, période durant laquelle sont apparus quelques signaux de croissance de certaines activités considérées alors comme porteuses de relance.

L'évolution de la production, par branches industrielles, montre qu'à l'exception de la branche « matériaux de construction/verres » qui est en trés légère stagnation (+0,5), toutes les autres branches industrielles sont en nette décroissance particulièrement les « textiles et cuirs » (-36%) ; la « sidérurgie/métallurgie » (-29%) ; la « chimie/ engrais/pharmacie » (-16%) ; les « bois/papier/divers » (-10%) ; « l'électricité/ électronique » (-9%), etc...

Le tableau résumant l'activité productive du secteur est le suivant :

- textiles/cuirs ..... -36%
- sidérurgie/métallurgie ..... -29%
- Chimie/ engrais/ pharmacie ..... -16%
- bois/papiers/divers ..... -10%
- électrique/électronique ..... -09%
- mécanique/métallique ..... -03%
- agro-alimentaire ..... -2,5%
- matériaux de construction/verres ……+0,5%

Total de production de biens :……. - 8%

Les causes de ces contre-performances sont les mêmes que celles mentionnées déjà dans le rapport de conjoncture précédent, c'est à dire principalement les 3 suivantes :

- les problèmes liés à l'importante détérioration de la situation de trésorerie des entreprises avec les difficultés qui en découlent en matière d'approvisionnement et d'exploitation. Il est d'ailleurs à relever que les problèmes d'approvisionnement en intrants importés ne sont plus liés à la disponibilité des devises nécessaires aux paiements des achats, mais qu' ils ont pour cause, l'indisponibilité du Dinar équivalent pour l'achat de ces devises à cause des trésoreries déstructurées. Le découvert bancaire des entreprises a fortement augmenté depuis Décembre 94 et demeure trés important à fin Juin 1996 (109 Milliards DA) :

Semestres	Décembre 1994	Juin 1995	Décembre 1995	Mars 1996	Juin 1996
Découverts en Milliards DA	10	58	92	120	109

A l'exception de la branche agro-alimentaire qui dégage un excédent de trésorerie et celle des matériaux de construction qui dégage un solde positif de

quatre (4) millions de Dinars, ce qui peut être considéré comme nettement insuffisant par rapport à une activité qui ne dépend pas, d'une manière significative, pour son fonctionnement d'inputs de l'étranger, toutes les autres activités connaissent une grave détérioration de leur trésorerie.

Le découvert à fin juin 1996, qui représente 30% du chiffre d'affaires de l'année 1995 et 54% du chiffre d'affaires du premier semestre 1996, concerne l'activité production à hauteur de 85,5 milliards de Dinars (78,5%) et l'activité des services à hauteur de 23,5 milliards de Dinars (21,5%).

Cette forte dégradation de la trésorerie des entreprises, dont les causes ont été mentionnées dans le précédent rapport de conjoncture relatif au 2éme semestre de l'année 1995 (pertes de change, créances, remboursements de la dette extérieure), constitue un grand handicap à toute reprise du secteur industriel.

En raison de la déstructuration financière et de la trésorerie de la quasi totalité des entreprises publiques, l'initiative prise d'organiser des journées d'étude banques - entreprises a été accueillie avec beaucoup de satisfaction. A cette occasion, des groupes de travail ont été constitués à l'effet :

* d'établir un bilan des contrats de performance et des PRI,
* d'identifier les mesures urgentes pour infléchir la tendance à la dégradation constatée dans le secteur industriel,
* de proposer les mesures de nature à améliorer les relations banques-entreprises dans le financement des activités productives,
* d'établir un bilan de l'état d'avancement des réformes institutionnelles et structurelles notamment celles ayant un lien direct avec les entreprises publiques.

L'identification des raisons qui ont conduit à la déstructuration financière et de la trésorerie des entreprises a fait ressortir.

* le désendettement vis à vis de l'extérieur, aggravé par les pertes de change dues aux dévaluations et aux ajustements successifs,
* le non recouvrement des créances détenues sur l'Etat et ses démembrements,
* l'existence de stocks importants, soit de matières premières, soit de produits finis en raison du rétrécissement de la demande solvable,
* le niveau trop élevé des charges d'exploitation par rapport au niveau d'activité des entreprises,
* le paiement cash des importations qui, en l'absence de ressources propres suffisantes, sont financées par le découvert bancaire,
* l'effet « boule de neige » des frais financiers, dus notamment aux pertes de change et aux taux d'intérêts élevés.

- **Les problèmes liés au rétrécissement du marché national et à la mévente des produits finis :**

Ce rétrécissement, de plus en plus prononcé, du marché national, qui reste actuellement, il faut le souligner, le marché unique des entreprises du secteur, s'explique par la baisse du pouvoir d'achat pour les produits de consommation courante d'une part et d'autre part, par la concurrence des produits importés et revendus en l'état, ces derniers étant le plus souvent d'un meilleur rapport qualité.- prix,

- Les problèmes liés aux conflits sociaux et au climat « sécuritaire » qui voient toutefois leur impact diminuer sensiblement au fil du temps, pour atteindre un niveau global estimé inférieur à 7% du manque à produire total du secteur.

3.2. Prix à la production :

Pour ce qui est des prix à la production, l'analyse comparée des évolutions relatives entre les premiers semestres des années 1996 et 1995, de la production physique (-8%) et de la production valorisée (+13%) donne un écart d'environ

(21%) qui s'explique essentiellement par les différentes augmentations de prix de production qui sont intervenues entre-temps.

Cette inflation moyenne de 20% pour le secteur est inégalement répartie à travers les différentes branches industrielles :

* 40% pour les « textiles/cuirs », ainsi que les produits de de la « sidérurgie/métallurgie »,
* 20% pour la branche « électrique/électronique », ainsi que les produits la mécanique et des constructions métalliques,
* 15% pour le « bois/papiers/divers », ainsi que les matériaux de construction et les verres.

En tendance générale, l'élasticité des prix des produits du secteur industriel a atteint un seuil limite dans les conditions actuelles du marché national du fait que la dévaluation glissante du Dinar, ne fait que réduire davantage la demande solvable qui a encore diminué durant ce semestre.

3.3. Résultats d'exploitation :

Le chiffre d'affaires total réalisé par les seules entreprises de production du secteur, s'est élevé à environ 167 Milliards DA, soit une évolution de +19% par rapport au 2éme semestre 1995.
En incluant les ventes réalisées par les autres entreprises du secteur (distribution, importation pour la revente en l'état, prestation de services...), le chiffre d'affaires global du secteur a atteint 201 milliards DA dont 33,5 milliards DA concernent la revente en l'état de produits importés (10,5 milliards de produits alimentaires ; 3,1 milliards de matériaux de construction ; 2,3 milliards de produits sidérurgiques ; 2,1 milliards de biens d'équipement industriel...).

Ainsi pour ce 1er semestre de l'année 1996, le chiffre d'affaires total a enregistré, à prix courant, et par rapport au 1er semestre 1995, des taux de

croissance de +15%, au niveau de l'ensemble des ventes, et de +17% au niveau des revenus en l'état.

En termes de **valeur ajoutée** et pour réaliser ces 201 milliards DA de recettes, le secteur a consommé globalement en intrants 123 millions DA ; le secteur a pu dégager ainsi une valeur ajoutée totale de 78 Millions DA qui se répartit en 93% pour les entreprises de production, 6% pour les entreprises de prestation de services et 1% pour les entreprises de distribution.

Comparé aux réalisations du 1er semestre 1995, ce montant a enregistré une hausse de 10% qui correspond à la moitié de l'augmentation du chiffre d'affaires y afférent, ce qui dénote une perte notable de productivité au niveau de l'exploitation globale du secteur (les entreprises réduisent leurs marges bénéficiaires afin d'atténuer les effets de la dévaluation du dinar sur les prix de vente de leurs produits).

A la fin du premier semestre 1996, le niveau des stocks détenus par les entreprises est le même que celui enregistré à fin 1995 en produits finis, tandis que pour les matières premières le déstockage a atteint deux (02) milliards de Dinars.

3.4. Investissements :

Les dépenses totales d'investissement ont atteint, pour ce 1er semestre 1996, environ 4,3 milliards DA, alors qu'elles étaient d'environ 4,6 milliards DA au 1er semestre 1995, soit une baisse d'environ 300 millions DA correspondant à une évolution d'environ - 6%

Par type de programme, ces dépenses ont été utilisées comme suit :

- pour environ 2,1 milliards DA, c'est à dire pour 50%, pour les projets nouveaux et les projets en cours de réalisation,

- pour environ 2,1 milliards DA, soit également pour 50%, pour les renouvellements et les IVPE (Investissements de Valorisation du Patrimoine Existant),

Par type de financement, les ressources proviennent :

- pour environ 50%, de l'autofinancement,
- pour environ 33%, des crédits extérieurs,
- pour environ 17%, des crédits intérieurs.

3.5. Importations - Exportations :

3.5.1. Importations pour le fonctionnement :

Pour le premier semestre 1996 les importations du secteur, pour le fonctionnement de son appareil de production, sont d'environ 34 milliards DA répartis entre :

- les matières premières et les demi - produits : 81%
- les fournitures et consommables : 11%
- les pièces de rechange : 8%

Les importations réalisées pendant le 1er semestre 1995 ont été d'environ 35,2 milliards DA soit une baisse pour le 1er semestre 1996, d'environ 4%. Cette baisse est calculée à prix courants, compte non tenu des hausses de prix à l'importation enregistrées entre ces deux périodes.

Ceci s'est donc traduit, dans les faits, par une baisse des importations des intrants pour le fonctionnement de l'appareil de production durant ce 1er semestre 1996, plus importante en volume.

3.5.2. Importations pour revente en l'état :

Les importations pour la revente en l'état ont atteint, à fin Juin 1996, une valeur d'environ 13 milliards DA, contre 17 milliards DA pour le 1er semestre 1995, soit une baisse d'environ 24%.

Ces importations ont concerné les produits suivants :

*.....produits alimentaires .....8,3 milliards DA
*.....matériaux construction/verre.....2,8 milliards DA
*.....produits pour les entreprises services .....1,1 milliards DA
*.....biens d'équipement .....0,7 milliard DA
*.....produits chimiques .....0,1 milliard DA

3.5.3. Importations pour les investissements :

Elles ont atteint, à fin Juin 1996, environ 2,9 milliards DA, en hausse de 1,4 milliard DA par rapport au 1er semestre 1995.

Ainsi, on constate que les importations globales du secteur, pour ce 1er semestre 1996, se montent à environ 50 milliards DA, alors qu'elles étaient de 56 milliards DA durant le 1er semestre 1995.

Ceci donne donc une baisse d'environ 10% en valeur et certainement une baisse plus importante en volume.
Les achats locaux, pour les besoins de fonctionnement de l'appareil de production du secteur, ont atteint durant le 1er semestre 1996, un total d'environ 37 milliards DA, contre 30 milliards DA pour le 1er semestre 95, soit une augmentation de 23%

Il est à mentionner une amélioration sensible et soutenue, de la part des achats locaux dans les approvisionnements du secteur pour les besoins du fonctionnement de l'appareil de production, ce qui permet d'accroître même légèrement le taux d'intégration de l'économie nationale.

3.5.4. Exportations du secteur :

Les exportations ont atteint, pour ce 1er semestre 96, un montant d'environ 4,6 milliards DA, contre 3,7 milliards DA pendant le 1er semestre 95, soit une hausse d'environ 23% se répartissant en :

- produits sidérurgiques ..... 2,4 Milliards DA
- biens d'équipements ..... 640 Millions DA
- textiles/cuirs ..... 580 Millions DA
- produits électriques ..... 160 Millions DA

Cependant, il est à relever que ce montant des exportations ne représente que 2% du chiffre d'affaires total et ne couvre qu'à peine 9% des importations globales du secteur.

Ainsi, de grands efforts restent à faire pour promouvoir, dans le secteur industriel, les exportations hors hydrocarbures.

Conclusion :

Le léger regain d'activité constaté durant l'année 1995, particulièrement pendant le 2éme semestre de la même année (+6% par rapport au 2éme semestre de l'année 1994), a été complètement annihilé durant ce 1er semestre 1996 où le secteur industriel affiche une décroissance inquiétante de 8%.

La reprise et même la relance du secteur, escomptées pour le 1er semestre 1996, n'ont pas eu lieu et les résultats négatifs obtenus risquent de s'aggraver encore davantage si les questions liées à la déstructuration financière des entreprises ne voient pas un début de solution.

Il serait donc souhaitable que les groupes de travail, institués lors de la rencontre banques-entreprises, puissent arriver rapidement à des résultats

concrets pour que le secteur industriel entame son redressement durant le 2éme semestre 1996.

Par ailleurs, et comme mentionné dans le rapport de conjoncture précédent, il y a lieu de revenir sur l'impérative nécessité, pour les entreprises, d'avoir à améliorer leur gestion en vue notamment, d'améliorer la compétitivité de leurs services et produits, sur les plans de la qualité et des coûts, ce qui pourrait faciliter et induire de grandes possibilités d'exportation.

4- EVOLUTION DE LA PRODUCTION DES SECTEURS HYDROCARBURES, ENERGIE ET MINES :

Au cours du 1er semestre de l'année 1996, le secteur de l'énergie et des mines a connu une croissance de 5,9% (méthode ONS), par rapport à la même période de l'année 1995.

Les variations, par branche d'activité, sont de :

* +7,6% pour les hydrocarbures
* +5,3% pour l'énergie
* -4,7% pour la pétrochimie
* +3,1% pour les mines et carrières.

Le tableau ci-aprés détaille ces variations comme suit :

Branches/Activités	Variation en pourcentage S1 - 96/S1-95
Hydrocarbures	+7,6%
- Production de base (brut, condensât, gaz naturel)	+6,9
- Raffinage de pétrole	+3,7
- Transformation/séparation gaz (GNL, GPL)	+14,1
Energie	+5,3%
Pétrochimie	-4,7%
- Industrie chimique de base	-27,6%
- Fabrication résines et grands polymères (pvc)	-3,9%
- Chimie organique de base (méthanol, éthylène, aromatiques).	-14,8%
Mines et Carrières	+3,1%
- Extraction minerai de fer	+10,9
- Extraction minerai métallique non ferreux	+10,6
- Extraction pierres, argile et sable	-7,5
- Extraction sel	+8,6
- Extraction minerai de phosphate	+35,3
- Extraction matière minérale	-6,6
Indice Pondéré	**+5,9%**

4.1. Evolution de la production :

Hydrocarbures de base

La production de pétrole brut a connu une augmentation de 6,3% par rapport au 1er semestre de l'année 1995.
La production de Gaz naturel a augmenté de 8,1% passant de 56,5 milliards de m3 à fin Juin 1995, à 61,1 milliards de m3 à fin Juin 1996, soit une augmentation de 4,6 milliards de m3 .

L'augmentation du volume de gaz traité au niveau des modules de Hassi-R'mel a permis une augmentation de la production de condensât de 6,6%, par rapport au premier semestre de l'année 1995, amorçant ainsi un arrêt du déclin de la production constaté ces dernières années.

Raffinage :

Aprés des performances négatives en termes de production, enregistrées lors du premier trimestre (-0,8%), l'amélioration obtenue au cours du second trimestre 1996 (+8%) a permis une hausse globale de l'activité de 3,7%.
Avec un traitement de 10,1 millions de tonnes de brut à fin juin 1996 (+0,6%), l'entreprise concernée a réalisé environ 51% des objectifs de l'année.

Il faut signaler que, pour cette activité, les performances sont certes conditionnées par la maîtrise technique de l'outil de production, mais également, par l'adaptation de la structure de production au marché pétrolier international en vue d'une valorisation maximale des recettes d'exportations.

Transformation des gaz :

L'activité liquéfaction, qui a connu des retards dans le planning de rénovation de certaines unités, a enregistré une hausse de 15,1% par rapport au premier semestre de l'année écoulée.

Cette activité connaît une meilleure évolution depuis le troisième trimestre 1995, aprés la réception de six trains du complexe GL2Z d'Arzew et de deux trains du complexe GL1Z d'Arzew

Néanmoins, les objectifs de production de l'année n'ont été atteints qu'à hauteur de 42%. Il est attendu un rattrapage du manque à produire au cours du second semestre 1996.

Production de GPL :

La production commerciale de GPL, sous forme de propane et de butane, issue des unités de liquéfaction, des raffineries et des unités de séparation au Nord et au Sud, a augmenté globalement de 10,8%, passant de 2,388 milliers de tonnes à fin Juin 1995, à 2,645 milliers de tonnes à fin juin 1996.

L'amélioration de la production est surtout venue des GPL aux champs, à la faveur de l'entrée en production de nouveaux gisements de pétrole brut.

Pétrochimie :

Aprés les résultats satisfaisants enregistrés au cours du premier trimestre 1996 (+12,6% par rapport à la même période de l'année précédente), grâce notamment à une forte croissance durant le mois de Janvier 1996, le secteur de la pétrochimie a connu des baisses mensuelles successives entraînant une baisse de 4% à la fin Juin 1996.
Aprés les performances enregistrées durant l'année 1995 (+4,5%), cette activité s'est retrouvée confrontée à des problèmes techniques et commerciaux au cours du premier semestre 1996 :

- Arrêt pendant une vingtaine de jours, de l'unité Ethylène,
- Manque d'éthane en provenance de l'unité de Skikda,
- Ralentissement au niveau du four de « reforming »,
- Problèmes de commercialisation des résines liés à la mauvaise qualité du produit.

Electricité

Pour une capacité installée de prés de 5,434 MW à fin 1996, la production d'énergie électrique enregistre une hausse de 5,3% entre les deux premiers semestres 1995 et 1996, passant de 9,559 GWH à 10,066 GWH.

La production par origine a évolué comme suit :

	S1 - 1995	S1 – 1996	Variation %
Thermique Vapeur	5677	6051	+6,6%
Thermique Gaz	3599	3820	+6,1%
Hydraulique	134	82	-38,8%
Diesel	149	113	-10,7%
TOTAL	9,559	10,066	+5,3%

Mines et Carrières :

Le secteur « Mines et Carrières » a connu une légère hausse en volume de 3,1% entre les deux premiers semestres des années 1995 et 1996.

Seules les activités « extraction pierres, argiles et sables » (agrégats et marbres) et « extraction de matières minérales » (baryte et kieselghur), accusent respectivement des baisses : 7,5% et 6,6%, alors que toutes les autres activités sont en hausse.

D'une manière générale, les entreprises minières n'arrivent pas à réaliser entièrement leurs objectifs de production pour trois raisons fondamentales :

* le manque d'approvisionnement en explosifs,
* la contrainte du transport ferroviaire (principal goulot d'étranglement de l'activité minière concernant le minerai de fer et le minerai de phosphate),
* les conditions sécuritaires dans certaines régions reculées et isolées.

4.2. L'approvisionnement national en produits énergétiques :

Distribution de l'énergie électrique :
La consommation globale d'énergie électrique se caractérise par une trés légère hausse de 0,8% pour la haute tension.

Le nombre d'abonnés nouveaux, enregistré au cours du premier semestre 1996, est de 57.387 portant le nombre total d'abonnés à 3.964.495 à Juin 1996.

Les réalisations ont concerné uniquement la basse et moyenne tension avec 57.033 pour la basse tension (dont 16.796 abonnés au titre de l'électrification rurale) et 354 abonnés pour la moyenne tension.

Aucun raccordement nouveau n'est cependant à signaler pour la haute tension. Concernant le bilan de l'électrification rurale, on relève un retard dans l'exécution du programme avec un taux de réalisation des objectifs de l'année de 22% seulement (1.508 km sur les 6.702 km prévus), en raison notamment :

* de la mise en oeuvre de nouvelles procédures introduites par la Sonelgaz (abandon du gré a gré),
* du manque de production nationale en matériel d'équipement,
* des problèmes sécuritaires dans certaines régions isolées.

Distribution publique de gaz :

Les prélèvements de Sonelgaz, qui totalisent à fin juin 1996 5,3 milliards de M^3 , ont enregistré une hausse entre les deux premiers semestres des années 1995 et 1996, de 1,5%.
La baisse des ventes aux clients Sonelgaz a touché uniquement les clients haute pression (grandes unités industrielles).

Le nombre d'abonnés nouveaux, raccordés au cours du premier semestre 1996 est de 26.796 portant le nombre total d'abonnés à 1.164.315 à fin Juin 1996.
Les réalisations ont concerné uniquement la basse et moyenne pression avec 26.782 pour la basse pression et 19.000 abonnés pour la moyenne pression.
On note également l'effacement de 5 clients industriels de moyenne importance (moyenne pression).

Distribution des produits pétroliers :

Globalement, les ventes de produits raffinés, tous confondus (carburants, GPL, Bitumes et lubrifiants) ont diminué de 2,0%, en comparaison des deux premiers semestres 1995 et 1996.

Malgré cette baisse et quelques perturbations enregistrées dans les régions du Sud et de l'extrême Sud du pays, la distribution a été caractérisée par une assez bonne couverture.

Il faut rappeler que dés le début de l'année, les niveaux de consommation des produits pétroliers, sur le marché national, se sont caractérisés par des reculs successifs.

A l'exception du propane (+2,5%) et du GPL-carburant (+54,9%), cette tendance à la baisse s'est poursuivie au cours du premier semestre pour tous les autres produits.

Les principaux facteurs explicatifs sont les relèvements successifs des prix et également les conditions sécuritaires.

Les carburants :

La consommation de ces types de produits a diminué globalement de 1,8% par rapport au premier semestre 1995.

La forte baisse de la consommation du « fuel-terre » est principalement due à la reconversion au gaz naturel des principaux clients en « fuel-lourd ».
La consommation de carburants destinés au cabotage et au transport maritime international a connu également une baisse de 6,5%, imputable à une réduction du trafic.

Les GPL :
Globalement les ventes de GPL (butane + Propane + GPL-Carburant) connaissent une faible augmentation entre les deux premiers semestres 1995 et 1996 (1,8%), aprés les baisses successives observées au cours des deux dernières années.

par nature de produits, on remarque une stagnation des ventes de GPL en bouteilles, une augmentation du propane utilisé par la petite industrie (2,5%) et une forte augmentation du GPL/ Carburant (54,9%).

Cette augmentation du GPL destiné à la carburation automobile, est la conséquence, d'une part, du maintien d'une structure de prix favorable à ce type de produits et, d'autre part, du rythme de conversion des véhicules qui, bien qu'encore trés modeste, passe de 610 véhicules au cours du premier semestre 1995 à 2.217 au cours de la même période de l'année 1996.
Le nombre total de véhicules convertis, à ce jour, est 29.278 ce qui a entraîné une économie en essence de 315.045 tonnes.

4.3. Les exportations d'hydrocarbures :

La valeur des exportations, à fin juin 1996, a atteint 5,85 milliards de $, contre 4,9 milliards de $ à fin Juin 1995 (+19,4%).

Les exportations, en volume sont passées de 43,25 millions de TEP, à fin Juin 1995, à 47,90 millions de TEP : dont 1,86 million de TEP pour les produits liquides et 2,79 millions de TEP pour les produits gazeux.

Le prix moyen d'exportation du brut a été de 19,94 $/ baril pour le premier semestre 1996, contre 17,83$ par baril pour la même période de l'année précédente, soit une hausse de 11,8%.

Cette augmentation du prix du pétrole s'est répercutée sur l'ensemble des prix des autres produits, à l'exception du GNL qui est indexé à la moyenne du prix international de la période du semestre précédent.

La valorisation en Dinar des exportations, se chiffre à 312,8 milliards de DA, soit une augmentation de 42,4% avec un effet de taux de change de +19,3% ; la valeur du dollar passant de 44,81 DA en moyenne à fin Juin.

Conclusion :

Bien que le secteur de l'énergie et des mines aient enregistré globalement une croissance positive moyenne d'environ 6%, il est à remarquer les mauvaises performances de la branche pétrochimie qui a baissé d'environ 5% et de certaines activités de la branche mines (baisse de 7,5% pour les agrégats et marbres et de 6,6% pour le baryte et le kieselghur).
La consommation nationale des produits raffinés continue de baisser : déjà en 1995, la baisse de la consommation a été de 2,2% par rapport à 1994.

Pour ce premier semestre 1996 cette baisse, tous produits confondus, est de 2% par rapport au 1er semestre 95.

Il est quand même paradoxal de constater la stagnation de la consommation de GPL (bouteilles de gaz butane), alors que ce type de produits est d'utilisation trés répandue dans les couches les plus démunies de la population et qu'il fait l'objet de pénuries chroniques, particulièrement en automne et en hiver de chaque année.

5 - EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE :

L'activité agricole a bénéficié durant la campagne 1996 de bien meilleures conditions climatiques, notamment pluviométriques et thermiques que les campagnes précédentes (années 1992 à 1995).

Des conditions climatiques favorables ont permis de valoriser les efforts déployés dans le secteur de l'agriculture en dépit des contraintes rencontrées (manque d'engrais, pannes de matériels...). D'autre part des actions de soutien dirigées ont appuyé les efforts des producteurs (mise à disposition de crédits de

campagne bonifiés, mise en place du fonds de garantie des investissements agricoles, poursuite du rééchelonnement de la dette des producteurs...).

La production agricole globale a connu cette année une croissance appréciable, (supérieure aux prévisions) ; le taux de croissance de la production serait de 19,5% en 1996, qui fait suite au 15% de croissance réelle en 1995 en baisse par rapport au taux de 21 annoncé en début de campagne.

La production de certains produits à spéculation a connu un niveau record en 1996.

- **La production, toutes céréales confondues** a été estimée à 46 millions de quintaux dont 60% en blé ; cette production dépasse de 26% celle de l'année de 1990/1991, où il a été enregistré 36,2 millions de quintaux : le rendement moyen qui est une campagne de référence (11,6 q/ha).

Ce rendement reste néanmoins en deçà de ce que les potentialités de certaines zones naturelles peuvent raisonnablement offrir moyennant une application rigoureuse des itinéraires techniques préconisés.

Le taux de collecte (30%) a fortement baissé en raison de l'autoconsommation, l'auto-approvisionnement et la rétention des orges.

La collecte devra désormais s'inscrire dans un contexte de régulation du marché et de sécurisation du niveau de mobilisation de la semence.

La production de semences de céréales a été de 1.283.350 quintaux avec un rendement moyen de 20,3 q/ha.

Si cette production permet d'éviter le recours à l'importation de semences pour la campagne prochaine, elle est encore loin d'assurer une couverture des besoins en semence de qualité (performante) pour tout le sol réservé aux céréales (3.250.000 ha).

Les conditions climatiques ont incité à l'élargissement des emblavures durant cette campagne, elles ont également favorisé le bon développement des légumineuses alimentaires, particulièrement les pois chiches et les fèves, dont la production attendue est de l'ordre de 525.000 quintaux contre 470.000 quintaux de la campagne écoulée (1994/1995).

- **En matière de productions fourragères,** les volumes enregistrés durant cette campagne ont été trés appréciables au regard des productions enregistrées les années antérieures. Les productions sont estimées à 12.000.000 quintaux contre 7.000.000 quintaux 1994/1995.

- **La production des cultures maraîchères** prévue pour les campagnes 1995/1996 est de l'ordre de 3.300.000 tonnes contre 3.200.000 tonnes en 1994/1995. Cette production a assuré un approvisionnement régulier du marché à des prix plus ou moins stables.

S'agissant plus particulièrement de la pomme de terre, les superficies réalisées dans le cadre du programme « consommation » s'élèvent à 40.000 ha pour une prévision minimale de récolte de 5.000.000 quintaux ; celles réalisées au titre du programme de multiplication s'élèvent à 5.000 ha, soit prés de la moitié des réalisations habituelles.

Le fléchissement du niveau de plantation de la semence de pomme de terre est le contre coup de l'effondrement des prix constaté en 1995.

- **Pour les cultures industrielles,** principalement les productions destinées à la transformation (tomate industrielle et abricot) :

  - La production de double concentré de tomate (DCT) a été de l'ordre de 60.000 tonnes au stade final.

Le fléchissement de la production de DCT par rapport à celle de l'année écoulée (80.000 tonnes) s'explique par des intempéries qui ont touché le bassin principal de production de tomates (Annaba - El-Taref).

En revanche, il faut signaler un meilleur rendement dans la transformation et une limitation des taux de perte traditionnellement enregistrés du fait de la mauvaise organisation des opérations de récolte et de collecte.

- La conserve d'abricot a été importante, c'est ainsi que la production transformée a été de 18.000 tonnes contre à peine 1.500 tonnes lors de la campagne écoulée,

- **La production d'agrumes,** de l'ordre de 329.000 tonnes traduit une relative stabilité en dépit des problèmes phytosanitaires et du vieillissement du verger.

- **Concernant la production laitière,** il a été réalisé durant le premier semestre de l'année 1996, une collecte de 75 millions de litres, correspondant à un taux d'accroissement de 21% par rapport à la même période 1995.
  Cette augmentation s'explique par la mise en oeuvre du programme de soutien et d'aide à la réhabilitation de la politique laitière nationale, dont 1,3 milliard DA est alloué au titre de l'année 1996
  Cet accroissement de la collecte de lait a permis une économie de prés de 20 millions de dollars au 1er semestre 1996.

- **En matière de viandes rouges** un objectif de 310.000 tonnes est prévu pour l'année 1996 ; ce qui correspond à un taux d'accroissement de 3,5% par rapport à l'année 1995 ; cette augmentation dépend d'une plus grande disponibilité fourragère.

- **La situation de l'aviculture** s'est caractérisée par :

  * une tendance à la baisse plus prononcée de la demande des producteurs pour la mise en élevage ; ce qui s'explique par une crainte d'une sanction

négative du marché en l'absence de garantie d'écoulement du produit à un prix rémunérateur,

* un problème d'accés aux crédits de financement pour les éleveurs,
* Une augmentation des prix des facteurs de production.

Dans ce contexte, la production des oeufs au premier semestre 1996 a été de 900 millions d'unité, en baisse de 40% par rapport à la production du premier semestre 1995 et celles des viandes blanches a été, au premier semestre 1996, de 54.000 tonnes, en baisse de 37% par rapport au premier semestre 1995.

- **La production de miel** de 2.500 tonnes est attendue au titre de l'année 1996, enregistrant un taux de 28% comparativement à l'année 1995 en raison principalement de l'augmentation du nombre d'essaims produits.

- **La poursuite des programmes grands travaux forestiers** sur les actions d'extension et d'entretien des patrimoines forestiers, des travaux de protection de barrage et des travaux de lutte contre la désertification a couvert une superficie d'environ 100.000 ha et a permis :

  - la création de 31.000 emplois répartis sur 442 chantiers,
  - la production de 70.000 m3 de bois toutes catégories confondues,
  - La production de 4.000 tonnes d'alfa,
  - la prévision de la récolte de liège est estimée 110.000 quintaux.

- **S'agissant du sous-secteur des pêches,** il ya lieu de noter :

  - la mise en oeuvre de la campagne de pêche aux grands migrateurs qui a permis l'octroi de 3 permis de pêche à deux sociétés japonaises pour un quota de 750 tonnes et un montant de 2 millions de dollars.
    La production réalisée au 31.05.96 est de 482 tonnes de thon rouge,

- la mise en oeuvre du programme pêche côtière, pour lequel il est enregistré une production de 31.000 tonnes pour une flottille de 2.158 unités et un collectif de 27.535 marins).

- la mise en oeuvre du programme (aquaculture) qui a permis d'enregistrer une production de 300 tonnes de poisson de consommation et de 20 tonnes de palourdes (coquillages).

On peut relever les efforts de prise en charge du secteur forestier et de la pêche. Toutefois la contribution de ces deux secteurs reste faible eu égard à leurs grandes potentialités et aux besoins de l'économie nationale.

Le secteur de l'agriculture a connu durant les deux dernières campagnes (1994/1995 - 1995/1996) un regain d'activité, mais il reste en bute à des difficultés tant structurelles que conjoncturelles qui n'ont pas encore trouvé de solutions satisfaisantes.
Ces difficultés se traduisent par l'instabilité du foncier, les contraintes de financement, la faiblesse des réalisations hydrauliques, l'insuffisance de l'intensification des productions agricoles, la mauvaise maintenance du machinisme agricole, le renchérissement des prix facteurs et moyens de production. A titre d'exemple, les prix de gros des engrais ont enregistré une hausse de 53,4% pour le premier semestre 1995.

C'est ainsi que les productions enregistrées, même si elles sont en augmentation laissent encore apparaître une marge de productivité importante qu'il s'agit de rattraper.

D'autre part, il est important d'éloigner le secteur de l'agriculture des influences de type conjoncturel surtout lorsqu'on sait que les résultats enregistrés, ces deux dernières années, sont davantage imputables à des facteurs exogènes.

Il s'agit en particulier d'améliorer et d'augmenter l'utilisation de fertilisants dont le niveau reste en déça des normes en raison de la non disponibilité des produits due à l'arrêt de la production de ASMIDAL et du coût élevé des

engrais importés. Ce problème devrait faire l'objet d'une attention particulière tant en terme d'utilisation pour améliorer les rendements agricoles, qu'en terme de production industrielle nationale. Il convient de noter, à titre d'illustration, que la production de céréales aurait pu être de 70 millions de quintaux si des fertilisants avaient été utilisés.

En matière de mécanisation agricole, si la situation du parc (en nombre de machines par hectare) est globalement satisfaisante, beaucoup d'efforts restent à faire en terme d'utilisation réelle en raison des faiblesses observées dans le domaine de la maintenance et de la disponibilité des pièces de rechange et de pneumatiques.

Cette situation pourrait expliquer les pertes de récoltes enregistrées ainsi que les faiblesses relatives de rendement.

D'autres contraintes davantage conjoncturelles persistent dont notamment :

- le poids des monopoles de fait qui interviennent dans l'approvisionnement en intrants ; l'absence de concurrence explique les rigidités qui subsistent et les pénuries occasionnelles d'engrais, de semences, d'outillages, de produits phytosanitaires, etc...,
- les difficultés d'accés aux financements, les contraintes de rééchelonnement de la dette des producteurs agricoles et la disponibilité des crédits de campagnes pour les produits « stratégiques » (céréales, lait, arboriculture fruitière, et tomates industrielles, pommes de terre et semences),
- les difficultés liées à la relance incitative de l'investissement agricole,
- les difficultés de mise en oeuvre des politiques d'intensification de la production et une meilleure utilisation de l'encadrement technique et de la ressource humaine.

Dans cette perspective, une meilleure organisation s'impose de façon à optimiser l'intervention de l'Etat dans la régulation du développement agricole sans gêner la libération des initiatives des producteurs. L'Etat devrait veiller : à stabiliser l'orientation des productions agricoles notamment en direction de

l'exportation, à la sécurité alimentaire, à assurer une meilleure mobilisation de l'eau, une meilleure politique de recherche agricole appliquée et la modernisation du monde rural.

Le secteur de l'agriculture garde une grande fragilité par rapport aux facteurs climatiques dont l'influence peut être réduite par :

- une politique de mobilisation de l'eau et le développement des surfaces irriguées qui ont tendance à se réduire d'année en année en terme de surface/habitant,
- une meilleure organisation dans la collecte, le stockage frigorifique et la transformation industrielle,
- une meilleure orientation vers les productions végétales et animales plus adaptées au climat, au sol et moins dépendantes des intrants importés,
- l'association plus étroite de la recherche appliquée.

Au total et si les faiblesses structurelles de l'agriculture algérienne sont bien connues, il convient de relever une certaine déficience dans la définition et surtout dans la mise en oeuvre de politiques actives pour y faire face tout en prenant acte des signes positifs de réveil du secteur agricole grâce à la libération des initiatives des producteurs et des acteurs du monde rural.

Note sur l'utilisation des engrais phosphatés

Il y a lieu de rappeler que le marché des phosphates, au regard des installations existantes au niveau d'ASMIDAL Annaba est estimé à plus de 700.000 Tonnes par an destiné à la fabrication des engrais phosphatés dont la production était d'environ 200.000 T/an pour une demande de 400.000 T/an.

Jusqu'en 1995, le reliquat de 50% non couvert par la production nationale était importé.

Aujourd'hui, cette demande n'est plus satisfaite intégralement du fait de l'arrêt simultané des usines d'acide sulfurique et phosphorique, servant à fabriquer les

engrais et ce pour des raisons principalement écologiques et environnementales (problèmes de poussières de soufre et des déchets de gypse).

Cette situation implique :

- l'arrêt total des livraisons de phosphates par FERPHOS à ASMIDAL (chiffre d'affaires de 800 MDA),
- la production intégrale en phosphate est exportée sans aucune valeur ajoutée,
- le recours à l'importation d'engrais de la totalité de nos besoins estimés à 400.000 tonnes par an et nécessitant plus de 80 Millions de $ US,
- la forte extraversion qui naît ainsi au niveau d'ASMIDAL dont l'activité est réduite à la formulation des engrais azotés et potassiques moins demandés par l'agriculture,
- l'option choisie d'arrêter ces deux usines aura pour conséquence évidente la réalisation d'un terminal pour importer l'acide phosphorique estimé à plus de 50 Millions de $ US, projet financé par la Banque Mondiale pour les raisons déjà évoquées, enfin, le renchérissement des prix des engrais phosphatés importés de l'ordre de 43% rendant le prix des engrais prohibitif pour l'agriculteur algérien.

Par ailleurs, il convient de signaler à titre indicatif, que l'utilisation convenable et quantitativement suffisante d'engrais phosphatés ou azotés et potassiques par les agriculteurs européens, américains et même dans le désert de l'Arabie Saoudite a produit des rendements allant jusqu'à 100 quintaux de blé à l'hectare alors qu'en Algérie à l'exception de quelques parcelles développées par les américains dans le Sud algérien qui atteignent parfois 45 quintaux à l'hectare, le rendement dans la quasi totalité du territoire national n'a jamais dépassé les 12q/hectare.

Dans ces conditions et afin d'optimiser l'utilisation de nos ressources en devises, il existe une alternative technique à la fermeture brutale des ateliers sulfuriques et phosphoriques d'ASMIDAL.

Il s'agirait notamment d'importer de l'acide sulfurique liquide aujourd'hui largement disponible pour l'attaque du phosphate en substitution à l'importation du soufre.

6- ACTIVITE DU SECTEUR DU BTPH :

L'évolution de la conjoncture du BTPH pour le premier semestre 1996 a été établie principalement à partir du bilan d'activité du secteur. Dans certains cas, les informations sont complétées aussi à partir d'autres sources situées directement auprés d'un nombre restreint d'entreprises.

Les données concernant le secteur des travaux publics et hydrauliques ne sont pas prises en compte dans cette présentation, faute d'informations. Ce sous-secteur a toutefois enregistré une évolution assez remarquable en ce qui concerne les travaux publics pétroliers qui permettent de renforcer le niveau global de la croissance du secteur du BTPH.

Au delà des résultats obtenus par le secteur et qui dénotent selon les évaluations existantes une évolution à la hausse de l'activité (4,5% de croissance par rapport au premier semestre 1996), il importe de se pencher davantage sur les activités de projets et les conditions de leur prise en charge et sur les contraintes qui affectent le fonctionnement des entreprises du secteur.

Pour permettre la relance du secteur, renforcer les moyens de réalisation et améliorer les performances des entreprises du BTPH, un certain nombre de mesures ont été initiées en 1995 :

- assainissement et restructuration des entreprises publiques,
- libéralisation des coûts à la construction,
- régularisation du marché des matériaux de construction,

- implication plus importante des entreprises privées dans la réalisation du programme-logement,
- libéralisation des transactions foncières et assouplissement des procédures de mise en oeuvre,
- mise en place de moyens financiers importants,
- élargissement des formules de construction.

Ces mesures ont été mises en oeuvre de façon inégale et ont été différemment soutenues mais n'ont globalement pas donné les résultats qu'on pouvait en attendre.

Si en 1995, le secteur de l'habitat a connu une croissance de 3%, il est certain que durant le 1er semestre 1996, comparé à la même période de 1995, l'activité du secteur a été relativement plus modeste, connaissant une stagnation dûe principalement à des contraintes de financement qui ont entraîné l'arrêt de beaucoup de chantiers ; et à la suspension du lancement de nouveaux programmes perturbant ainsi le fonctionnement des entreprises.

En matière de livraisons, il a été enregistré tous programmes confondus, un total de près de 58.000 logements livrés dont 10.300 en auto - construction durant le premier semestre 1996. Pour la même période il a été mis en chantier prés de 39.000 logements, soit environ un peu plus de la moitié des logements lancés au cours du premier semestre 1995.

Par nature de livraison de logements pour le premier semestre 96, les entreprises publiques n'ont livré que près de 12.500 logements alors que les entreprises privées ont, quant à elles, livré environ 35.000 logements ; cette répartition confirme la part devenue prépondérante du privé dans l'activité du secteur.

Le financement de la réalisation des programmes de logements a constitué une contrainte majeure qui a affecté l'activité et entravé la relance du secteur et qui

ont valu la suspension du lancement de nouveaux programmes de logements sociaux.

Les dispositifs de financement mis en place ces derniers temps, tel que les bons d'équipement ou les aides allouées aux communes n'ont globalement pas eu les effets escomptés ; pour les aides aux communes, les causes principales ont trait aux difficultés de maîtrise des procédures de répartition des crédits et à l'identification des bénéficiaires des aides à l'auto-construction rurale octroyées sur le fonds national du logement.

Les consommations de crédits à fin juin pour la réalisation du logement social OPGI (habitat rural) se sont évaluées à 30,2 milliards de DA sur les 44,6 milliards prévus pour l'année.

Ces dotations restent relativement modestes dans la mesure où, en dinars constants, les prix à la construction ont augmenté de 26,1% pour la période allant de Janvier à Août 1996 alors qu'il convient, de surcroît, de détruire les créances antérieures décomptées de la consommation dans les consommations de 1996.

Concernant l'habitat rural, la consommation de crédits sur concours définitifs a accusé un retard important. Sur l'ensemble des programmes initiés depuis 1993, correspondant à une autorisation de programme de 15.562.000,00 DA, il a été consommé durant le 1er semestre 1996 près de 1.563.000 DA, alors que pour l'année 1995, les paiements cumulés ont été de 8.400.000 DA environ. Les restes à réaliser de 1993 à 1996 sont estimés au tiers des programmes arrêtés soit 40.000 logements environ.

Outre, les problèmes liés aux procédures et à la disponibilité des financements, les problèmes qui affectent le fonctionnement des entreprises notamment publiques persistent parfois en s'amplifiant. Si les objectifs en termes d'activité et de performances n'ont pu être atteints, les entreprises les imputent aux problèmes liés à l'assainissement de leur situation financière, aux retards enregistrés dans la mise en oeuvre de leur plan de redressement et à l'absence

quasi totale des mesures externes d'accompagnement annihilant ainsi tous les efforts déployés au plan interne.

La plupart des entreprises du secteur de l'habitat tendent à confirmer la dégradation de leur situation dans tous les domaines : finance, trésorerie, climat social et moyens techniques de réalisation.

Outre, la question des plans de charge, se posent celles des recouvrements de créances, de l'accés au financement bancaire et du renouvellement du parc devenu inopérant dans une bonne proportion du potentiel existant.
A noter toutefois la relative bonne tenue des entreprises assainies en ce qui concerne aussi bien leur niveau d'activité que leurs performances.

Cette configuration milite en faveur de la mise en place rapide des décisions d'assainissement et de redressement envisagées ; cette opération a accusé des retards préjudiciables à la normalisation de l'activité. Le redéploiement des entreprises, s'il avait été mis en oeuvre dans les conditions prescrites aurait pu, à court terme, contribuer à la relance effective de l'activité du secteur.

Par ailleurs la dissolution des entreprises défaillantes, qui devait toucher prés d'une centaine d'entre elles n'a pas été prononcée. Seules quatre entreprises ont fait l'objet d'une dissolution, les autres demeurant encore dans l'expectative.

S'agissant des entreprises privées chargées de plus des deux tiers du programme, la plupart d'entre elles n'ont pu atteindre les résultats attendus en raison principalement des retards enregistrés dans le paiement de leurs créances avec une moyenne de l'ordre de six (6) à sept (7) mois.

Le principal indicateur d'activité disponible montre l'évolution à la baisse de la consommation des matériaux de construction durant le premier semestre 1996 : on enregistre plus de 50% de baisse dans la consommation du fer à béton, un peu plus de 30% pour le bois et plus de 6% (43 000 tonnes) pour le ciment. Cette sous-consommation, suppléée par le niveau des stocks de fin d'année et

des importations réalisées au cours du semestre, a rendu plus disponibles les matériaux sur le marché.

Les stocks détenus représentent une couverture appréciable des besoins en bois (06 mois), ronds à béton (2,5 mois) alors que pour le ciment gris, la couverture a été portée à 12 jours, comparativement à la même période de 1995 où elle n'a été que de 01 à 02 jours.

7- ACTIVITE DES TRANSPORTS

La conjoncture du premier semestre 1996 du secteur des transports est marquée par la persistance des mêmes contraintes que celles qui ont marqué l'année 1995. La croissance du secteur, tous transports confondus, a évolué légèrement dans le sens de la hausse même si des disparités assez importantes affectent l'évolution des différents modes de transport pris séparément.

Le contexte général des activités de transport reste soumis à des contraintes sécuritaires assez fortes notamment dans les domaines des transports routiers et des transports ferroviaires.

D'autre part, la relative déstructuration du secteur et sa fragilisation posent le problème de sa relance à court terme à partir du moment où ce secteur peut être considéré comme étant l'épine dorsale de l'économie nationale.

L'activité des transports s'est globalement caractérisée par les points suivants :

- **une évolution à la hausse du transport** routier de voyageurs grâce notamment à l'implication massive du secteur privé et qui a eu pour conséquence de faire reculer la participation du secteur public dont la chute de production de 17,7% s'explique aussi par les contraintes de gestion et les destructions du parc de matériel par les actes terroristes.

Malgré les actes terroristes de destruction du matériel ferroviaire, le transport par rail a quand même enregistré une légère croissance de 1,2%. La croissance soutenue de la demande de transport aurait, dans d'autres conditions, profité pleinement à ce secteur stratégique.

- **Le secteur du transport aérien,** en dépit des opportunités qui lui sont offertes par sa situation de quasi monopole dans les liaisons avec les métropoles européennes (notamment la France) n'a pu tirer profit de ces opportunités en raison de conflits de travail et du manque de moyens (saturation de l'offre par manque de renouvellement de la flotte).

- **une évolution à la baisse des transports de marchandises** tant au niveau national qu'au niveau international.

En ce qui concerne le transport international de marchandises, l'évolution enregistrée au cours du semestre indique :

- une croissance de 2,3% pour le transport des hydrocarbures,
- une baisse de 22% pour le transport des marchandises hors hydrocarbures.

La consommation de carburants destinés au cabotage et au transport maritime international a connu une baisse de 6,5% imputable à une réduction du trafic.
Les raisons de cette évolution tiennent d'abord à la baisse des importations observée durant le premier semestre mais aussi à d'autres raisons dont :

- une adaptation du mode de transport proposé alors que la tendance est à la conteneurisation,
- une baisse de 24% de la demande d'affrètement.

La multiplication du nombre des opérateurs du commerce extérieur et la dispersion de la demande de transport occasionnent à l'économie nationale des manques à gagner probablement importants.

Il y a lieu également de signaler la répartition de plus en plus déséquilibrée qui affecte la répartition des flux de marchandises avec une tendance à l'engorgement du port d'Alger qui dure depuis plus de quinze ans.
En ce qui concerne le transport national de marchandises, il a été enregistré une baisse globale de 3,2% selon les données du secteur des transports. Cette baisse s'est effectuée au détriment du secteur public (routier et ferroviaire) lequel tend à enregistrer une baisse relative de son parc au profit du secteur privé (41,7% contre 47% en 1996).

L'accroissement du transport pour propre compte du secteur privé s'explique notamment par le relèvement des tarifs publics mais aussi par la tendance à l'alignement des prix entre public et privé. Une déréglementation graduelle est introduite au niveau du secteur qui compte encore une réglementation publique des tarifs.

Il apparaît, à la faveur de différentes évolutions constatées, une situation de crise latente du secteur des transports.

Les prémices de cette crise se trouvent dans :

* le retard enregistré dans le processus de restructuration des entreprises du secteur,
* une surutilisation des capacités de transport,
* le vieillissement des équipements et des infrastructures (parc routier public à l'arrêt à plus de 50%) ainsi qu'une mauvaise maintenance,
* l'évolution, trop souvent anarchique enregistrée dans le transport routier de marchandises et de voyageurs risquant à terme de remettre en cause le secteur public par rapport à la concurrence déloyale qu'il subit.

Les investissements de renouvellement des équipements sont, en proportion, considérables et les incertitudes qui pèsent sur le transport international (notamment aérien) dans une perspective d'ouverture de marché national ne

feront probablement qu'exacerber les tensions existantes dans ce secteur aussi sensible que stratégique.

Le secteur des transports a enregistré une baisse de 6,4% de ses effectifs au premier semestre notamment au niveau des entreprises locales.

La baisse des effectifs du secteur public a été compensée par l'accroissement de ceux des entreprises privées (+15.000 emplois) qui ont développé ces derniers temps un véritable engouement à l'égard des transports de voyageurs notamment en milieu urbain et suburbain.

Les tentatives de régulation et les projets de réformes introduites ainsi que « l'autonomisation » de certaines entreprises de transport (HYPROC-CNAN) visent à corriger un certain nombre des déséquilibres constatés.

Les projets de taxe sur surestaries, l'adaptation des statuts des entreprises portuaires et les filialisations de transport introduites avec la SNTF (mines, céréales et GPL), en plus de l'assainissement des entreprises publiques, pourront constituer des éléments d'adaptation du secteur des transports à l'économie de marché.
Il reste néanmoins à revoir la réglementation du secteur à la faveur des nouvelles règles de fonctionnement de l'économie nationale.

8- ACTIVITE DU SECTEUR DU COMMERCE :

La situation générale du commerce, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur a enregistré, durant le premier semestre de 1996, une amélioration perceptible à travers la stabilité du marché intérieur et les résultats appréciables du commerce extérieur.

8.1. Commerce intérieur :

L'activité commerciale a évolué sensiblement durant le premier semestre dans la mesure où elle s'est traduite par une offre souvent excédentaire que viennent confirmer les évolutions enregistrées en matière de commerce extérieur (chute

des importations). Cette activité continue toutefois de subir le contrecoup des hausses de prix et de la baisse du pouvoir d'achat des salariés et se trouve modifiée dans ses structures par l'arrivée massive de produits d'importation et l'apparition de nouvelles formes de commerce et de transactions commerciales. Cette évolution doit probablement avoir une série de conséquences sur la configuration et l'activité du secteur qu'il est difficile d'évaluer présentement.

La disponibilité variée **des produits alimentaires** de première nécessité n'a pas manqué d'entraîner l'existence d'un éventail de choix qui a permis à son tour d'influer positivement sur le niveau des prix où quelques baisses ont été enregistrées pour certains produits (café, margarines, légumes secs et concentrés de tomate) atteignant jusqu'à 70%.

Il est toutefois à remarquer que la baisse des prix de certains produits n'a pas été proportionnelle à la baisse des cours mondiaux observée dès la fin du premier trimestre de l'année 1996, ce qui peut s'expliquer par la commercialisation de stocks acquis antérieurement à cette chute des cours et même par une « entente » des importateurs pour maintenir ces prix inchangés sur le marché national et qui leur garantissent des marges conséquentes.

L'offre de produits sur le marché a été renforcée, en plus de la régularité des approvisionnements, par la détention des stocks appréciables dont la durée couvrait pour certains produits jusqu'à quatre mois (04) de consommation (blé, huiles, produits laitiers).

Cependant, la « bonne tenue » du marché intérieur de consommation est à mettre surtout à l'actif des entreprises publiques dont les contraintes financières, en l'occurrence un endettement et un découvert bancaire excessif, ont fait l'objet, à chaque fois, d'intervention du trésor auprés des banques domiciliatrices pour le financement de leurs opérations commerciales.

Concernant l'apport du secteur privé, l'accent a été mis sur la sensibilisation des importateurs en vue de leur participation à la régulation du marché tout en

insistant sur la nécessité de développer un véritable professionnalisme dans leurs actes de commerce.

Cette stabilité du marché des produits alimentaires, s'explique également par le maintien du niveau élevé des prix des produits de première nécessité (semoules, laits, huiles..), à l'origine d'une certaine rationalisation de la consommation, voire un recul de cette dernière.

Ainsi, et par rapport au premier semestre 1995 où la consommation de semoule était de l'ordre de 5.400 tonnes/jour, ce ratio est « descendu » à 4.600 tonnes/jour pour la même période de 1996, soit une baisse de 14%. Le même phénomène a été observé pour les huiles alimentaires où la consommation moyenne nationale est passée de 780 tonnes/jour en 1995 (1er semestre) à 760 tonnes/jour en 1996.

En outre l'interaction entre la stabilité du marché et le maintien du niveau élevé des prix a permis la poursuite des politiques d'ajustement des prix, la réorientation des subventions vers l'encouragement de l'investissement, la stimulation de la sphère productive et de la fonction de distribution suite notamment à la revalorisation des marges de distribution des produits non encore livrés à la concurrence libre.

C'est ainsi que par exemple, les biens de consommation alimentaires (tels que les céréales et dérivés, le lait), les tarifs des transports et les produits énergétiques ont vu leurs prix augmenter pour s'approcher progressivement de leurs coûts économiques.

A l'instar des produits alimentaires, l'offre **des fruits et légumes** saisonniers a été trés appréciable, favorisée en cela par la bonne pluviométrie enregistrée durant cette période, bien qu'en certaines situations cette offre a été limitée en raison d'intempéries, influant ainsi sur le niveau des prix dont la tendance à la hausse a été maintenue bien au delà du mois de ramadhan.
La contraction de la demande sur les produits alimentaires a été accompagnée en toute logique d'une baisse sensible de la consommation des produits dits de

« luxe », de la baisse du pouvoir d'achat et de la forte concurrence qui caractérise cette catégorie de produits.

Les produits tels que l'habillement, les textiles, l'électroménager, la chaussure et les fournitures scolaires, ont vu leurs prix stabilisés en raison d'une offre conséquente et variée.

8.2. Protection de la production nationale :

L'ouverture du marché national aux importations de produits étrangers n'a pas manqué, en toute logique, de concurrencer sérieusement la production nationale, secteurs public et privé confondus. Cette concurrence commence à être fortement ressentie par les fabricants nationaux en dépit de la sous activité qui a caractérisé notamment le secteur de l'industrie.

Au delà de cet aspect de la concurrence généré par la libéralisation de l'accés au commerce extérieur, cette ouverture du marché national aux produits étrangers a permis de mettre à jour les insuffisances de la compétitivité de la plupart des productions nationales en même temps que celles du système de protection de ces secteurs de l'économie contre « l'invasion » des importations étrangères.

Ainsi et pour dépasser l'ancien cadre protectionniste, constitué exclusivement de mesures conjoncturelles de contrôle a priori, l'instrumentation à mettre en place doit présentement s'adapter afin d'affiner ses méthodes par référence aux règles universellement établies en la matière, notamment à la veille de l'adhésion de notre pays à l'organisation mondiale du commerce (O.M.C).

Ces instruments consistent actuellement à orienter les opérations bancaires vers les secteurs et créneaux prioritaires, à contrôler les importations par le biais de l'administration de certaines de leurs valeurs afin de dissuader celles qui ne répondent pas aux besoins pressants de l'économie nationale.

Par ailleurs, la fiscalité douanière et l'adaptation de la taxe spécifique additionnelle (T.S.A.), en termes des taux et de modalités de prélèvement ainsi

que la mise en place progressive de normes de qualité pour l'introduction des produits étrangers sur le territoire national, assez performants à l'heure actuelle, seront appelés à l'avenir à se renforcer et se moderniser dans ce cadre protectionniste, en attendant que les entreprises nationales, toutes branches et statuts confondus, puissent développer leurs propres capacités de défense de leurs parts de marchés.

8.3. Commerce extérieur :

L'analyse des résultats du commerce extérieur de l'Algérie relatifs à cette période montre de prime abord un excédent important de la balance commerciale, par rapport à la même période de 1995. Cet excédent est évalué à 1.454 Millions de dollars U.S.

Les paramètres ayant été à l'origine de l'inversion des flux d'échanges s'expliquent d'une part, par la hausse significative des exportations traditionnelles (hydrocarbures) dont les cours sur les marchés mondiaux se sont raffermis (au delà des prévisions établies dans le budget 1996) et par diminution des importations, induite à la fois par la détention de stocks importants, constitués antérieurement, et par la contraction de la demande de la majorité des gammes de produits introduits sur le territoire national.

Structure des échanges :

L'examen de la structure des flux d'échanges relatifs au premier semestre de 1996 démontre que les exportations, avec 6.123 millions de dollars, soit 35% de hausse par rapport à 1995, ont atteint 56% des prévisions pour 1996, en même temps qu'elles correspondent à 72% de toutes les exportations de 1995.
Les importations, quant à elles, ont diminué de 16% comparativement à la même période de 1995, totalisant 4.669 millions de dollars.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à hauteur de 131% pour ce semestre.

Le tableau (T1) chiffré ci-aprés montre les différentes tendances.

TABLEAU T1 : EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR

	1er SEM 95		1er SEM 96		Evolution
	DA	US $	DA	US $	%
IMPORTATIONS	247.964	5.566	251.884	4.669	-16,12
EXPORTATIONS	201.117	4.516	330.242	6.123	35,58
BAL.COM.	-46847	-1050	78358	1454	
TAUX.COUV.	81,11		131,14		

Importations :

Les importations, éclatées en groupes de produits, montrent l'augmentation enregistrée par le groupe des biens d'équipement industriels et agricoles et qui se chiffrent à 34 millions de dollars U.S., soit 2,42% par rapport à 1995, plaçant ce groupe au premier rang avec 1.463 millions de dollars, représentant 31,34% du volume global.

De même, le groupe des biens destinés au fonctionnement de l'appareil de production (matières premières et demi-produits) a totalisé 1,333 million de dollars soit 28,5% du total accusant une baisse de 2,24% par rapport à 1995 où il représentait 30,77%.

Quant au groupe des biens alimentaires, il continue à représenter une part importante de nos importations 27,2% avec un total de 1.272 millions de dollars, malgré un fléchissement de 11,4% (164 millions de dollars) par rapport à 1995.
Enfin, les biens de consommation non alimentaires ont encore accusé une baisse de 39,13% par rapport à 1995 en se chiffrant à 602 millions de dollars, soit 12,9% du total importé.

Le tableau T2 ci aprés reprend ces différents agrégats.

TABLEAU T2 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS

	1er Semestre 1995			1er Semestre 1996			Evolution
	DA	USD	%	DA	USD	%	%
Biens consom.aliment.	62954	1435	26	68568	1271	27,2	-11,4
Biens destinés à la production	76299	1713	31	71913	1333	28,5	-22,2
Biens d'équipement	63650	1429	26	78927	1463	31,3	2,4
Biens de consom. non aliment.	44061	869	18	32477	602	12,9	-39,1
Total général	**247964**	**5566**	**##**	**251884**	**4669**	**100**	**-16,1**

Concernant les principaux produits contenus dans les groupes ci-dessus évoqués, nous pouvons citer à titre d'exemple :

- les véhicules de transport (12,25%), les pompes (5,7%), le matériel informatique (3,08%), le matériel de télécommunication (2,90%), les turbines (2,80%) et les appareils et équipements électriques (2,70%) dans la gamme des produits d'équipements,

- pour les matières premières et demi-produits, nous relevons les huiles brutes alimentaires avec 9,50%, les tubes, tuyaux et profilés avec 9,60%, les peaux et cuirs avec 5,50%, les ciments et différents bois avec respectivement 3,13% et 3% et enfin les produits laminés plats en fer ou acier avec 4,60%.
- dans la gamme des biens alimentaires, les grosses importations sont constituées des céréales et dérivés avec 47,36%, suivis des produits laitiers et légumes secs avec respectivement 10,90% et 7% alors que les sucres, cafés et thés ont été importés à hauteur de 8,30% pour les sucres et 9,20% pour les cafés et thés.

- enfin, les médicaments (avec 35,26%), les pièces de rechange pour véhicules (6,16%), les pneumatiques avec 4,50% et les appareils d'émission radio avec 4,20% représentaient les principaux produits du groupe des biens de consommation non alimentaires.

Exportations :

La première remarque qui s'impose en examinant la structure des biens exportés est la prédominance permanente des hydrocarbures avec un taux de 94,01% du volume global exporté durant ce semestre. Elles ont atteint le montant de 5.756 millions de dollars, soit une augmentation de 34,58% comparativement au premier semestre de l'année 1995.

Les autres exportations, quant à elles, n'ont représenté que 6% du montant total de 367 millions de dollars, et ce bien qu'elles aient progressé de moitié par rapport à la même période de 1995. Cette progression a été de l'ordre de 126 millions de dollars.

La structure des hydrocarbures exportés étant connue, il convient de citer surtout dans la gamme des produits non énergétiques exportés :

- la part de demi produits avec 2,48% constitués principalement des huiles provenant des goudrons, peintures et vernis, des produits tannants organiques synthétiques et du zinc sous forme brute.

- le groupe des produits alimentaires (1,40%) composé essentiellement des dattes (avec 40,60%), les tomates préparées ou conservées (15,10%), les produits de boulangerie et pâtes (14,84%) et les vins et alcools avec 7,10%.
- enfin, les biens de consommation non alimentaires (1,32%) constitués des couvertures (21,60%) et des autres tissus de coton avec 18,65%.

Répartition par régions économiques :

L'analyse de la structure de nos opérations commerciales à l'étranger montre clairement que les anciennes tendances sont toujours observées.

C'est ainsi que les pays de l'OCDE constituent la source principale de nos importations avec 87% du volume global importé au cours de ce semestre.
A l'intérieur de cette région, les pays de l'union européenne détiennent 61,55% de nos importations.
Le même schéma est observé concernant les exportations où ce bloc (OCDE) absorbe 89,75% de nos exportations dont 66,35% sont destinées aux seuls pays de l'union européenne.

L'analyse de la structure à l'intérieur de cette région, relève que l'Italie se classe au premier rang avec 20% des exportations suivie par les USA, la France et l'Espagne avec respectivement 17,84%, 11,64% et 7,30%.
Concernant les fournisseurs, le classement s'établit comme suit : la France avec 25% de nos importations, les USA avec 10,66%, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne avec respectivement 10,38%, 8,20% et 0,5 à 0,65%.

Quant aux pays de l'UMA, il a été relevé une augmentation de l'ordre de 30% tant en ce qui concerne les exportations que les importations même si elles restent encore symboliques en termes absolus.

TABLEAU T3 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS PAR REGIONS ECONOMIQUES IMPORTATIONS

Valeur millions

	1 er Semestre 1995			1er Semestre 1996			
REGIONS ECONOMIQUES	DA	US $	Structure %	DA	US $	Structure %	EVOLUTION
U.E	148 987	3 344	71,62	155 035	2 874	61,55	-14,06
O.C.D.E.	64 672	1 452	31,09	65 364	1 212	25,95	-16,53
Autres pays Europe	7 696	173	3,70	5 491	102	2,18	-41,08
Amérique du Sud	5 524	124	2,66	5214	97	2,07	-22,05
Asie	12 959	291	6,23	9 496	176	3,77	-39,48
Pays arabes	3 068	69	1,47	2 972	55	1,18	-19,99
U.M.A.	4 343	97	2,09	7 305	135	2,9	-38,90
Afrique	711	16	0,34	1 008	19	0,4	-17,03

TABLEAU T4 : EVOLUTION DES EXPORTATIONS PAR REGIONS ECONOMIQUES EXPORTATIONS

Valeur millions

	1 er Semestre 1995			1er Semestre 1996			
REGIONS ECONOMIQUES	DA	US $	Structure %	DA	US $	Structure %	EVOLUTION
U.E	132 994	2 986	66,13	219 115	4 064	66,35	36,10
O.C.D.E.	49 711	1 116	24,72	77 277	1 433	23,40	28,40
Autres pays Europe	5 408	121	2,69	4 987	92	1,51	-23,97
Amérique du Sud	5 523	124	2,75	17 998	334	5,45	169,35
Asie	3 045	68	1,51	3 633	67	1,10	-1,47
Pays arabes	299	7	0,15	528	10	0,16	42,86
U.M.A.	4 133	93	2,06	6 671	123	2,02	32,26
Afrique	1	00	0,00	33	0,6	0,01	---

Financement du Commerce Extérieur :

La principale remarque à tirer de l'analyse de la structure du financement de nos importations est la prédominance du « CASH » qui a servi à honorer 77% de nos opérations commerciales avec l'étranger au cours de ce semestre de l'année 1996.

Ce taux représente plus de deux fois et demi (2,5) le niveau de financement par ce mode des importations de la même période de 1995 où il n'a constitué que 29% par rapport aux autres modes de financement.

Le recours au « CASH » s'expliquerait par la persistance du sentiment de « méfiance » entretenu par les partenaires étrangers à l'égard de l'Algérie.

Il est à signaler aussi l'importance de l'augmentation du recouvrement de la T.S.A (1,640 milliards de DA) alors que le montant enregistré pour le premier semestre de 1995 était uniquement de 200 millions de DA. Ceci a eu pour conséquence logique un gonflement du fonds de soutien aux exportations hors hydrocarbures dont la quote-part représente 10%.

En conclusion, il convient de relever d'une part, que la stabilité du marché intérieur et l'excédent enregistré dans la balance commerciale d'autre part, ne constituent nullement une performance de l'appareil de production nationale.
La stabilité du marché intérieur, découle plutôt d'une contraction de la demande interne résultant de la forte dégradation du pouvoir d'achat.

L'excédent commercial, quant à lui, trouve son explication dans la hausse importante de la valeur des exportations des hydrocarbures et la baisse significative des importations.

Cette baisse des importations est la conséquence du comportement réticent des importateurs qui, devant le recul de la demande solvable, hésitent à prendre des risques.

Cette tendance, si elle venait à persister, créerait sans nul doute des perturbations dans l'approvisionnement du marché, en l'absence notamment d'instruments de régulation de l'administration commerciale.

Il convient également de mettre en évidence les dysfonctionnements qui caractérisent le commerce extérieur et qui persistent. Qu'il s'agisse de contrôle de qualité, d'évasion fiscale ou de procédés illicites auxquels recourent nombre d'importateurs, les préjudices causés à l'économie nationale restent importants. La décision prise de mieux coordonner les actions des services douaniers et des services fiscaux pour permettre le recouvrement des droits et taxes dûs constitue sans doute une mesure importante dans la consolidation du dispositif d'encadrement du commerce extérieur. D'autres mesures s'avèrent nécessaires à la fois pour lutter contre la concurrence déloyale de la production nationale, pour réduire la propension à l'évasion des capitaux et pour protéger le consommateur.

9 - PRIX ET TENSIONS INFLATIONNISTES :

Le niveau général relativement élevé des prix reste la principale contrainte du retour à l'équilibre macro-économique et à la stabilité de l'activité économique. Bien que la hausse des prix annonce une légère décrue qui se confirmerarobablement davantage au second semestre, la persistance d'une inflation forte reste préoccupante à maints égards, dans un contexte de resserrement drastique de la demande et de la politique monétaire et budgétaire.

Il reste opportun de s'interroger, à un stade avancé de mise en oeuvre du programme de stabilisation, sur les véritables raisons de la persistance d'un tel phénomène.

Les données disponibles indiquent que le niveau général des prix a connu une hausse de 13,2% sur les 6 premiers mois 1996 ce qui représente 21,3% de hausse en moyenne annuelle par rapport aux six (6) premiers mois de l'année

1995 correspondant au rythme annuel d'inflation (21,3% de juin 1995 à juin 1996).

Les prix des produits agricoles frais, qui entrent pour prés de 30% dans la consommation des ménages, ont enregistré la hausse la plus importante avec 33,5% sur une année (juin 1995 à juin 1996). Cette évolution est à rapprocher de celle enregistrée en 1995 avec seulement 4,8% de hausse.

Les transports et communications ont augmenté de 30,7% et ce, consécutivement au relèvement des tarifs (les tarifs des transports terrestres ont augmenté de 45,6% en mai).

Par contre, sur les six (6) premiers mois de l'année, les services ont enregistré la plus forte hausse avec 27,8%.

Le rythme mensuel moyen de la variation de l'indice des prix à la consommation a été de +1,65% pour le semestre contre +2,52% le premier trimestre. Cette tendance à la baisse devra se confirmer d'ici à la fin de l'année. Cette variation pourrait clôturer à environ 1,38%. Le glissement annuel de l'indice (juillet 1996-juillet 1995 s'est fait à la hausse à un rythme nettement inférieur à celui observé sur la période juillet 1994 (+30%).

Les prix réglementés ont, sans exception, fait l'objet d'une révision à la hausse durant le premier semestre 1996. En rythme annuel (de juillet 1995 à juillet 1996) les prix à la consommation des produits réglementés ont augmenté de 30%.

On pourra remarquer au passage que ce sont surtout les produits à faible élasticité prix - consommation qui ont supporté l'essentiel de la hausse annihilant ainsi les effets de propagation en termes de mécanismes de substitution qui auraient permis d'atténuer la hausse du niveau général des prix.

L'inflation importée est restée modérée comparativement aux années précédentes. Sur une année, les prix des produits à fort contenu d'imports ont augmenté de 8,7% en raison de deux faits principaux :

- les prix de certains produits de base se sont stabilisés aprés la forte hausse enregistrée les périodes précédentes (céréales notamment),
- le volume des importations à connu un tassement significatif, durant le premier semestre, sous tendu par une relative stabilité du taux de change durant la période.

Parmi les autres secteurs concourant à la formation des prix, les prix à la production industrielle ont augmenté de 21,9% en moyenne annuelle au premier semestre 1996 pour le secteur public et de 14,5% pour le secteur privé.

Au second trimestre, l'évolution a été caractérisée par un tassement de la hausse des prix comparativement au premier trimestre qui a absorbé les effets mécaniques de la hausse des prix de certains produits réglementés décidée en janvier 1996 et qui s'est répercutée directement sur les coûts de production des entreprises.

Ces hausses se sont répercutées inégalement selon les secteurs d'activité ; forte pour le secteur de l'énergie, la hausse des prix a été modérée pour les autres secteurs (stabilité du taux d'échange aidant) tandis que certains autres secteurs ont accusé des baisses sensibles de prix au deuxième trimestre (textiles, industries agro-alimentaires, ISMME) par rapport au premier trimestre.

Cette évolution peut s'analyser en relation avec la situation du marché national en termes d'excès d'offre par rapport à la demande.

En ce qui concerne l'évolution des prix à la production industrielle observée au niveau du secteur privé (en termes d'évolution semestrielle) on peut noter :

- une diminution des prix des produits des industries textiles de 11,9%,
- une relative stagnation des prix des produits issus des ISMME avec 3,85%.

L'évolution observée entre le premier et le deuxième trimestre confirme le même mouvement de ralentissement de la hausse des prix que pour le secteur public national.

On peut distinguer à travers ces différentes évolutions les éléments d'une stabilisation par les coûts, (la part des coûts salariaux ayant été fortement réduite).

A moyen terme il est possible d'anticiper sur une baisse des prix à la production industrielle sous réserve de la stabilité du taux de change et des prix des produits réglementés qui jusqu'à présent alimentaient l'essentiel de l'inflation.

La concurrence des importations et la contraction qui caractérise la demande locale sont les autres facteurs qui pourront infléchir les tendances haussières. Si les entreprises ont, jusqu'à présent, pu indexer leurs coûts de production directement sur les prix, il y a lieu de s'inquiéter, face à la saturation du marché national et à la concurrence de l'importation, des effets d'une reprise de la hausse des prix en amont de la production industrielle (inputs industriels, énergie, taux de change...).

Les prix de gros ont enregistré une hausse modérée de 8% sur les six premiers mois de l'année comparativement au premier semestre 1995. La hausse la plus importante va au secteur de l'énergie avec 41,22% alors que les prix des produits alimentaires et agricoles enregistrent une décrue avec une baisse de 6,49% durant la même période. Dans cette catégorie, les prix des légumes frais ont quant à eux accusé une hausse de 31% qui correspond globalement à la hausse enregistrée au niveau des prix à la consommation pour le premier semestre.

Les prix de gros des matières premières confirment leur tendance au tassement avec seulement 6,5% de hausse au premier semestre 1996 par rapport au premier semestre 1995.

10 - MONNAIE ET FINANCES :

Sur le plan macro-économique, le 1er semestre 1996 est marqué par le maintien de la croissance du PIB enregistrée en 1995. Cette croissance est réalisée grâce aux hydrocarbures, à l'agriculture et au BTPH. On notera que la situation favorable du marché international du pétrole aura contribué non seulement à la croissance du PIB mais également à l'amélioration de la situation de notre balance de paiement.

Aussi dans ce qui suit, nous nous intéresserons successivement aux :

- équilibres extérieurs,
- finances publiques,
- agrégats monétaires.

10.1. Les équilibres extérieurs :

L'amélioration de la situation est la résultante du raffermissement du cours du baril de pétrole sur le marché international, de l'augmentation des quantités d'hydrocarbures exportées (+8,6%) et du tassement des importations.

Nonobstant cette amélioration, la balance des paiements a besoin d'être soutenue. Dans ce qui suit, nous rappellerons l'évolution de la balance commerciale, puis la situation de la balance de paiements et son financement et nous conclurons par les résultats concernant les réserves de change et l'évolution du taux de change.

La balance commerciale :

Au cours du 1er semestre 1996, il a été enregistré un excédent de la balance commerciale de l'ordre de 1,3 Milliard de $ CAF. Les raisons ont été déjà développées. Ceci conforte la position de l'Algérie et met fin à la série de déficits connus antérieurement.

Les importations ont régressé de 20% par rapport au 1er semestre 1995.
Cette régression touche fortement aussi bien les biens de consommation directe (29%) que les biens intermédiaires (21%). Les biens d'équipement diminuent de (2%). Pour ces derniers, la diminution a été plus sensible au 2éme trimestre 96, alors qu'au premier trimestre il y a eu une augmentation de 5%. Il aurait été utile qu'on enregistre une augmentation surtout pour ce qui est de la valorisation ou de la maintenance de l'outil existant.

La balance des paiements :

A la balance des mouvements de marchandises, il y a lieu de prendre en considération les services non facteurs, les revenus de capital et les transferts nets. Ceci nous donne le solde du compte courant.

Ce solde n'est pas détaillé pour le 1er semestre 1996, mais les documents officiels donnent une prévision de clôture à fin 1996 de 377 Millions de $.

En prenant en compte les investissements nets (300 millions $ prévus à fin 1996) et les remboursements d'emprunts, le solde de la balance des paiements passerait de -5,55 Milliards de $ à fin Décembre 1995 à -2,495 Milliards de $ à Juin 1996 soit une baisse de plus de 55%. Pour le 1er semestre 1996, la diminution aura été de 370 Millions de $. Il faut ajouter à ce chiffre la mobilisation de 250 Millions de $ au titre des financements de soutien de la balance des paiements obtenus auprès de la BIRD et du FMI.

Il est à souligner aussi que les ressources de la facilité de financement compensatoire du FMI et la première tranche du prêt d'ajustement structurel de la BIRD ont été mobilisées à fin juin 96.

Ceci a permis une amélioration notable des réserves de change au 1er semestre 1996 qui ont atteint 2,9 milliards $ à la fin Juin 1996. Ces réserves étaient de 2,1 milliards $ à la fin Décembre 1995.

Les réserves de change :
Les prévisions de clôture pour 1996 prévoient que les réserves de change passeront de 2,9 Milliards $ à fin Juin 1996 à 3,375 milliards de $ à fin Décembre 1996. Cette masse de réserves permettrait alors de faire face à presque quatre (4) mois d'importation de marchandises et de services non facteurs.

Le service de la dette passerait alors et en tenant compte du rééchelonnement, de 42% des importations à 33%. Il est à noter également que le montant du rééchelonnement attendu à fin 1996 est estimé à 3,2 Milliards de $, alors qu'il était de 4,5 Milliards $ à fin 1995.

En plus du rééchelonnement, seront tirées également des ressources au niveau du FMI. Ainsi, la mobilisation des crédits extérieurs en 1996 portera sur environ 6 Milliards $. Ce montant est en diminution de 2,5 Milliards de $ par rapport à 1995.

Ainsi l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme passerait de 31,3 Milliards $ en 1995 à 32 Milliards à fin 1996.

Evolution du taux de change :

La reconstitution des réserves de change au premier semestre 1996 a permis une certaine flexibilité aux opérations du marché interbancaire de changes qui ont débuté en janvier de la même année.

La parité DA/$ est passée du taux moyen de 47,65 DA à fin 1995 à 54,40 DA à fin 1996 soit un glissement de 14% sur six (6) mois. Notons toutefois que le taux à fin décembre 1995 était déjà à 53,39 DA, ce qui relativise l'augmentation à environ 2% sur les six (6) mois.

Cette faible variation en hausse a contribué à la diminution de l'inflation.

10.2. Les finances publiques :

Recettes et Dépenses :

Les recettes budgétaires sont passées de 285 Milliards DA à fin Juin 1995 à 376,5 Milliards DA à fin Juin 1996 soit un accroissement de 32,1%.
La fiscalité pétrolière est passée, pour la même période, de 158,7 Milliards à 220,3 Milliards de DA soit une augmentation de 38,8%.

La fiscalité ordinaire aurait donc évolué, pour la même période de 126,3 Milliards de DA à 156,2 Milliards de DA soit une évolution de 23,6%.

Les dépenses budgétaires :

Elles ont évolué de 260,1 Milliards DA au 1er semestre 1995 à 333,2 Milliards de DA à la fin Juin 1996 soit un accroissement de 28,1%.
A l'intérieur de ce chapitre, les dépenses de fonctionnement ont augmenté moins rapidement (34,8%) que les dépenses d'équipement (73,8%).

En se rapportant à la loi de finances 1996, on constatera que la consommation de ces crédits d'équipement a été en moyenne de 45%, contre 36% à la même période en 1995. Cependant une analyse détaillée du tableau des réalisations du budget d'équipement pour le premier semestre 1996 laisse apparaître que beaucoup de secteurs sont nettement en dessous de cette moyenne. Seuls les secteurs des infrastructures économiques et administratives et celui de l'éducation formation ont atteint respectivement 50 et 58% de réalisation.

Le secteur des services productifs n'a pas dépassé 9%. Il est à rappeler que sous ce chapitre figure les télécommunications (7%), les stockages et distributions (5%), le transport (0%) le tourisme (1%), l'informatique (12%) et les moyens de réalisation (0%).

A ce niveau deux constatations pourraient être faites :

- soit ces inscriptions sont dépassées et ne doivent plus y figurer,
- soit le circuit de financement existant n'est pas adapté et engendre des lenteurs.

Sans chercher les réponses à ces questions, nous suggérons un « nettoyage » profond des inscriptions au budget d'équipement et également de rechercher à déconcentrer au maximum de circuit de ces crédits.

Enfin ces évolutions de recettes et de dépenses donnent la situation suivante du Trésor.

Résultats des opérations du Trésor :

Le solde du Trésor est passé de -28,4 Milliards de DA à fin 1995 à +34,2 Milliards de DA à fin Juin 1996. Il est dû en premier lieu à l'augmentation notable de la fiscalité pétrolière et ce, malgré la non atteinte dans les prévisions en ce qui concerne la fiscalité ordinaire et les produits des douanes (à cause de la baisse des importations).

Il est à noter que ce résultat est obtenu malgré l'augmentation des sommes consacrées à l'action économique et sociale (68 Milliards de DA à fin Juin 1996 contre 61 Milliards de DA à fin Juin 1995).

Cependant, les décaissements dans le cadre du fonds d'assainissement sont passés de 15 Milliards de DA à fin Juin 1995 à 9 Milliards de DA à fin Juin 1996.

Il est à souligner que cet excédent est dégagé aprés avoir pris en compte un remboursement important de la dette publique soit 41,3 Milliards de DA alors que pour la période identique en 1995, ce remboursement n'était que de 19,6 Milliards de DA. Ce remboursement a certainement contribué à faire fléchir le taux d'inflation. Egalement ces remboursements ont contribué, au niveau de la Banque d'Algérie, à accroître la disponibilité des crédits à l'économie par le biais des banques.

A ce niveau et pour alléger la situation des banques, il est urgent que le Trésor public s'engage dans le rachat des dettes des offices intervenant dans le secteur vital de l'alimentation ainsi que des dettes relevant des EPIC ayant un caractère de service public.

Il est également souhaitable de connaître exactement l'étendue de la dette intérieure du Trésor et de savoir quelles sont les mesures que comptent prendre les responsables de ce secteur en vue d'alléger cette dette et contribuer ainsi d'avantage à juguler l'inflation.

Ce désendettement contribuera également à renforcer la valeur réelle du DA et rendre plus accessibles les crédits au niveau du système bancaire.

10.3. Monnaie et Crédit :

L'amélioration des avoirs extérieurs a contribué à une certaine stabilité de la monnaie. La masse monétaire (M2) n'a augmenté que de 7,5% entre la fin de l'année 1995 et fin Juin 1996. Dans cette évolution la monnaie de base et la monnaie fiduciaire ont augmenté dans les mêmes proportions. De même la quasi monnaie n'a évolué que de 8,6% entre Décembre 1995 et Juin 1996. Ceci a pour conséquence la faible part de la quasi monnaie dans la masse monétaire soit 35,4% à fin Juin 1996. Ce taux était de 35,1% à fin décembre 1995.

De plus la croissance de la monnaie fiduciaire dénote également le faible niveau d'appel aux instruments bancaires dans le cadre des échanges. On assiste également à un certain ralentissement de l'appel des banques primaires au niveau de la Banque d'Algérie.

Cet appel qui est passé de 190,3 milliards de DA en Décembre 1995 est monté à 240 milliards DA à la fin du 1er trimestre 1996, est redescendu à 233,7 milliards de DA à la fin Juin 1996. Ceci pourrait s'expliquer par l'intervention du Trésor dans le rachat des découverts des offices et EPIC intervenant dans les importations de produits alimentaires. Les crédits à l'économie sont passés de 565,6 milliards de DA à 685,6 milliards de DA soit un accroissement de

21%. Rappelons que ces crédits avaient augmenté de 39,49% pour le second semestre de l'année 1995 et de 84,14% pour toute l'année 1995.

Les crédits à l'économie au cours de ce premier semestre 1996 ont enregistré une augmentation de 21% par rapport à la fin 1995. Le système bancaire n'a pas suivi et les entreprises ont connu des tensions de financement, particulièrement au cours du 2éme trimestre 1996. En effet le financement des banques n'a évolué que de 8,7% pour tout le premier semestre dont 1% seulement au second trimestre 1996.

Concernant les crédits à l'Etat, ils n'évoluent pas significativement et on signalera que ce sont les banques qui en ont le moins bénéficié. Cette tendance à la baisse au niveau des banques a commencé en 1995.

Enfin signalons que la liquidité de l'économie (M2/PIB) est en amélioration. Le taux est passé de 38,8 à fin 1995 à 35,6 à fin Juin 1996.

Toutes les améliorations enregistrées n'ont pas eu tout l'effet escompté et n'ont pas permis la relance de l'investissement dans le strict respect des objectifs macro-économiques.

Conclusion :

La vraie relance de l'économie passe nécessairement par la relance de l'investissement. Le nouveau code des investissements s'avère insuffisant notamment eu égard à la nécessité de trouver les financements adéquats. Tout en reconnaissant la logique développée par les banques primaires lesquelles ne disposant que de fonds à court terme, ne peuvent s'engager à prêter à moyen et long terme, il serait utile de souligner la nécessité de compléter le paysage des structures de financement en mettant en place les institutions manquantes telles que notamment les banques d'investissement, la caisse de dépôt et consignation et la caisse de nantissement, la caisse d'amortissement qui prendrait en charge la dette publique.

11 - TENSIONS SOCIALES :

Les données disponibles ne permettent pas de caractériser, avec plus ou moins de précisions, l'évolution de la sphère sociale. Le secteur social est parmi les secteurs les moins bien couverts en données statistiques.

Les tensions sociales sont le produit de plusieurs convergences qui constituent autant de critères d'appréciation, à savoir :

- les implications sociales de l'activité économique par rapport aux questions de l'emploi et des salaires, en particulier,
- les éléments de régulation introduits notamment en ce qui concerne les différents volets pris en charge par les pouvoirs publics (action de redistribution de l'Etat, notamment).
- les conditions de prise en charge de la demande sociale.

Le secteur social subit de plein fouet les effets de l'ajustement structurel et dont les conséquences se mesurent à différents niveaux :

- réduction des financements publics,
- réduction du pouvoir d'achat par le double effet de la hausse des prix et du plafonnement des salaires,
- extension du chômage et appauvrissement généralisé de la population,
- dérive continue de la monnaie nationale.

La question centrale qui se pose aujourd'hui est de savoir si le processus d'ajustement a atteint son apogée, ce qui peut indiquer le retour graduel à des conditions sociales plus satisfaisantes, ou si le processus devra se poursuivre encore dans la même intensité affectant davantage un tissu social déjà fortement traumatisé.

Les observations que l'on peut faire, en liaison avec l'analyse de la conjoncture économique, indiquent que l'économie reste encore éloignée de son point d'équilibre si l'on doit prendre en compte les opérations de restructuration

envisagées dans certaines branches d'activité économique et si l'investissement à grande échelle créateur d'emploi ne pourrait raisonnablement être envisagé en phase de restructuration économique.

Le dispositif de protection sociale actuellement en place a montré ses limites et le coût qu'il engendre pour la collectivité semble plus important que ses effets induits. La question posée à ce niveau est celle d'un meilleur ciblage des catégories sociales éligibles à la protection sociale de l'Etat et de la mobilisation des ressources pour assurer une protection sociale étendue à l'ensemble des catégories sociales vulnérables et à celles fragilisées par la conjoncture économique.

La détérioration du climat social au 1er semestre s'est caractérisée par le nombre important de travailleurs ayant connu des retards de paiement ou de non paiement des salaires notamment au niveau des entreprises du BTPH.

278 grèves ont été observées totalisant 500.000 journées de travail soit 4,5% de plus qu'au 1er semestre 1995, ces grèves ont été motivées par :

- la non application du volet social des entreprises concernées,
- les grèves liées aux motifs de statut (enseignement supérieur), aux régimes indemnitaires (douanes nationales).

La moyenne en termes de données pour le semestre a été de six (6) jours ; 83.493 travailleurs ont été concernés pour 78.459 travailleurs au 1er semestre 1995.

La détérioration du climat social est fortement observée à travers tous les indicateurs mesurables à savoir :

- une augmentation de l'ordre de 9% du nombre de grèves,
- une augmentation de l'ordre de 6,4% du nombre de grévistes,
- une augmentation du taux de participation des travailleurs aux grèves,
- une augmentation de 4,5% du nombre de journées de travail.

Les grèves ont touché tous les secteurs :
- secteur public économique totalisant 47,1% de l'ensemble des grèves,
- secteur public local avec 36,7%,
- institutions et administrations publiques avec 10,8%,
- secteur privé atteignant 5,4%.

Au cumul et depuis le lancement de cette opération, les compressions d'effectifs ont touché au 1er semestre 402 entreprises au sein desquelles 55.783 travailleurs ont été concernés soit un taux de réduction des effectifs de 18,14%.

Au premier semestre 1996 dans le cadre de la protection des salariés et des mesures de préservation de l'emploi, 39.356 cas ont été admis à l'assurance chômage et 15.291 travailleurs ont été admis à la retraite anticipée ; cependant, on enregistre seulement 25.705 cas de prise en charge dans le cadre de l'allocation chômage sur les 39.356 dossiers acceptés et 8.472 cas de retraites anticipées liquidés sur les 15.291 présentés.

En matière de pouvoir d'achat, il convient d'abord de noter que l'IPC, général, hors prix réglementés et produits relevant de l'impôt, a connu un glissement moyen sur les six premiers mois de l'année autour de 19 à 20% ce qui confirme la tendance à la baisse de l'inflation.

Les populations à bas revenus sont traditionnellement les plus touchées par les hausses de prix et ce, en raison de leur structure de consommation et des hausses inégales de prix selon les produits. L'IPC, selon les déciles de population montre que la hausse en glissement annuel est plus fortement ressentie à mesure que l'on descend du décile 9 au décile 2 dans des proportions toutefois moins importantes que les périodes de référence précédentes. L'écart entre ces deux déciles se réduit d'année en année de 18 points en 1994, il n'est plus que de 2,1% en 1996.

Cette évolution des prix est à mettre en parallèle avec **l'évolution des salaires.**

L'enquête trimestrielle sur les salaires réalisée par l'ONS indique que les salaires bruts moyens ont augmenté de seulement 2% en moyenne (1,6% dans les entreprises publiques nationales et 3,2% pour les entreprises publiques locales) et ce, de septembre 1995 à Mars 1996 (soit six (6) mois).

La répartition par qualification indique une moyenne d'augmentation de 5% pour les cadres, de 0,2% pour le personnel de maîtrise et de 1% pour le personnel d'exécution.

Sur une année (de Mars 1995 à Mars 1996) le salaire brut moyen du personnel permanent du secteur public national a augmenté de 19% et celui des entreprises publiques locales de 21%. En Mars 1996, le salaire moyen versé par les EPL représentait 72,6% du salaire brut moyen versé par les EPE.

Globalement et en prolongement des augmentations de Juillet 1995 observées dans le secteur économique et au niveau de l'administration, les revenus salariaux ont connu une augmentation d'environ 15% au premier semestre 1996 contre 23% en 1995 selon des estimations de niveau macro-économique ; il convient toutefois de noter qu'il n'y a pas eu de hausse de salaires décidée en 1996.

La baisse du pouvoir d'achat qui résulte de cette évolution aurait été quelque peu atténuée par une inflation moins soutenue que pour la période de référence précédente.

Par ailleurs, l'augmentation globale des prélèvements sur les revenus de 17% par rapport à 1995 (dont 12,9% de hausse pour les prélèvements sur l'I.R.G) et les ponctions de salaires opérées durant la période et qui ont débouché sur une grève de deux jours ; ajoutent en perte de pouvoir d'achat et la paupérisation relative des populations à bas salaire gagne de plus en plus les couches moyennes des salariés.

Les revenus non salariaux ont augmenté dans des proportions sans doute importantes mais trés inégalement répartis, conséquences de la libéralisation

économique. Les revenus agricoles auraient enregistré une évolution globale à la hausse de 33% grâce notamment à la bonne année agricole. Il est toutefois utile de signaler que l'insuffisance de structures de stockage et l'absence de conditions de régulation de la production ont pénalisé certains producteurs qui ont dû parfois céder leur production en période de pointe à des prix bas.

En matière **d'emploi,** les données statistiques disponibles indiquent une baisse du volume global de l'emploi de 3,32% au niveau des entreprises publiques nationales sur une période de 6 mois (entre septembre 1995 et mars 1996). Cette baisse a surtout affecté le secteur de l'industrie avec une perte d'effectif permanent de 7,02%. Le BTP a enregistré une léger accroissement des effectifs permanent avec une hausse de 3,39% sur la période.

Le taux de chômage disponible seulement pour l'année 1995 et calculé par l'enquête LSMS (enquête niveau de vie) se situe à 28,1%. Il représentait, en volume, 2,1 millions de personnes. La population des jeunes est la plus touchée ; le taux de chômage de la tranche d'âge 16-19 ans est de 63,5% et celui de la tranche d'âge 20-24 ans et de 55,6%.

Les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont en constante augmentation : de 2/3 en 1992, il passent à 3/4 du volume global en 1995.

Enfin le taux de chômage par sexe est plus important pour les femmes (38,4%) contre 26% pour les hommes. Il convient de noter que le resserrement des conditions économiques forcent de plus en plus de femmes à rechercher du travail.

En matière de création d'emplois, 166.000 postes de travail devraient être créés d'ici la fin de l'année compte tenu du volume d'activité économique escompté. La grande partie proviendrait du secteur de l'agriculture avec 70.000 emplois.
Les demandes et les créations d'emplois restent difficiles à saisir en raison de l'inexistence d'un dispositif statistique approprié (le taux de couverture de ces variables est voisin de 25% en ce qui concerne les relevés effectués par l'Agence chargée de l'emploi). Auprés des autorités sectorielles concernées, les

créations sont saisies en termes de bilan en fin d'année et de prévisions en début d'année.

Les demandes d'emploi saisies par l'Agence de l'emploi ont atteint 65.660 demandes au 1er semestre 1996. Les offres d'emplois enregistrées ont, quant à elles, atteint 18.970 au cours de ce 1er semestre ; en diminution de 20% par rapport aux offres enregistrées au 1er semestre de l'année écoulée. Les placements avec seulement 16.450 au cours de ce semestre se sont caractérisés par une dominance d'emploi à titre temporaire dans 68% des cas.

Tous les indicateurs sur l'emploi mettent en évidence, d'une part, l'aggravation du chômage et d'autre part, le fait que les créations projetées ne suffiront pas à absorber la demande additionnelle estimée à 300.000 cette année alors qu'elle n'était que de 260.000 pour l'année écoulée.

Cette demande additionnelle affecte d'avantage la frange la plus jeune de la population et particulièrement les primo-demandeurs.

La prise en charge du **logement social** connaît toujours les mêmes difficultés :

- les entreprises du BTPH n'ont pu atteindre leurs objectifs du fait des retards dans la mise en oeuvre des plans de redressement. La dégradation de leurs trésoreries, du climat social et de leurs moyens techniques de réalisation reste leur handicap majeur,

- le lancement de nouveaux projets est en nette diminution par rapport au 1er semestre 1995 (26.833 logements),

- seuls 47.659 logements, dont 10.300 en auto-construction, ont été livrés.

Les livraisons attendues pour l'année sont de l'ordre de 160.000 logements.

Les causes de cette régression par rapport à 1995 seraient dues :

- au problème de mobilisation du financement du logement social par les sources traditionnelles qui sont la CNEP et le Trésor,

- à la faiblesse de la promotion publique et surtout privée pour le logement social qui demeure un créneau non attractif,

- à l'érosion du pouvoir d'achat qui a fait baisser le niveau de réalisation de logements en auto-construction (cherté des matériaux de construction).

Un effort particulier est donc nécessaire pour la relance des chantiers déjà en cours et cela doit passer nécessairement par un assainissement accéléré des entreprises. D'autre part, l'opacité qui prévaut dans la distribution des logements sociaux ne fait qu'aggraver le mécontentement de la population déjà fortement éprouvée par les hausses de prix : un contrôle plus sérieux ajouté à la mise en place de nouveaux critères d'accés au logement social est nécessaire.

D'autre part, une révision de la réglementation relative au régime locatif (libération du marché locatif) pourrait atténuer sensiblement la tension.

Le filet social a touché 481.756 personnes du troisième âge et handicapés à travers les A.F.S au premier semestre 1996 contre 423.500 pour la même période 1995.

Les A.I.G (activités d'intérêt général) ont concerné 590.238 personnes au premier trimestre et seulement 283.086 au second trimestre.
Les crédits consommés dans le cadre du filet social ont atteint globalement 4,665 milliards de DA.

- l'assainissement des listes des bénéficiaires a permis la réduction de la consommation des crédits,
- il faut dire qu'il y a une certaine réserve, auprés de l'opinion publique à cette mesure : cela est dû à l'opacité et à un ciblage quelques peu douteux des bénéficiaires,

- si cette mesure devait durer, elle gagnerait a être menée d'une manière plus claire et plus équitable, sinon il serait sans doute plus opportun d'orienter ces crédits vers la création d'emplois,

- l'inconsistance des indemnités versées réduit considérablement la portée de ce dispositif, dont le caractère diffus n'a pu donner les résultats escomptés.

Les dispositifs visant à une meilleure protection des populations démunies tels que la promotion de l'emploi des jeunes ne sont pas toujours efficaces et gagneraient sans doute en impact à être réaménagés.

La mise en oeuvre des ESIL (Emplois Salariés d'Initiative Locale) se sont traduits par une création d'emplois estimée à 67.000. Néanmoins, ces emplois ne sont que des occupations temporaires de six (6) à douze (12) mois et ne sauraient être décomptés comme emplois permanents et seulement 6.000 emplois permanents ont pu être réellement créés.
Les coopératives de jeunes ont progressé de 50% ce semestre tandis que les ESIL enregistrent une relative stagnation.

Enfin, il apparaît nécessaire d'évoquer même sommairement **le problème de la santé publique** qui a atteint depuis longtemps sa cote d'alerte. La lente détérioration de l'état de santé de la population se manifeste par un retour en force des maladies contagieuses (typhoïde, rougeole,...), des pathologies liées à la pauvreté telles que la tuberculose, des pathologies cardio-vasculaires et une recrudescence de la mortalité infantile...

Plusieurs cause expliquent cette aggravation, parmi lesquelles :

- les conditions de prise en charge médico-sanitaire ; l'insuffisance des financements disponibles, les déséquilibres notés dans la répartition des ressources entre les structures sanitaires et les différents postes d'affectation (dominés à plus de 80% par les salaires) laissent peu de moyens aux structures de la santé publique pour fonctionner efficacement. La

conséquence en est une détérioration des conditions de prise en charge des malades, des équipements souvent en panne et une pression forte sur l'hôpital qui n'est pas prêt à faire face à la dégradation de la situation sociale,

- la détérioration des conditions de vie de catégories de plus en plus importantes de population et qui se signale par la malnutrition, les déficits protéïques, l'insalubrité des logements... Elle est la conséquence directe de la crise endémique que connaît le secteur du logement, accroissant les conditions d'insalubrité,

- la dégradation du cadre de vie (pollution atmosphérique et hydrique) ; les MTH ont fait leur apparition en de nombreux points du térritoire,

- la flambée des prix des médicaments et les ruptures de stocks de certains médicaments essentiels (insuline, neuroleptiques, anticoagulants et autres contraceptifs). Souvent les traitements ne sont pas conduits à leur terme pour des raisons économiques et prolongent et même aggravent l'état de morbidité des patients de tout âge.

La sensibilité de la santé des populations à l'égard des phénomènes de conjoncture (prix, taux de change, niveau et régularité des salaires, chômage...) est devenue suffisamment forte pour que le secteur de la santé fasse l'objet d'une évaluation périodique et que des mesures de sauvegarde soient mises en place rapidement.

CONCLUSION

En conclusion, il convient de retenir que l'économie nationale a réalisé de bonnes performances sur les plans monétaires et budgétaires ainsi qu'en termes de croissance économique, durant le premier semestre, ce qui vaut plusieurs motifs de satisfaction.

La croissance de l'activité économique a été tirée essentiellement par l'agriculture, les hydrocarbures et le BTPH.
Le Produit Intérieur Brut du pays s'est accru de 4,4% par rapport au 1er semestre 1995, c'est à dire à un rythme inférieur aux 5% initialement envisagés. La croissance du PIB pour l'année 1996, serait de l'ordre de 4,2% prévue dans l'EFF (revue de juin 1996).

Cette croissance ne donne cependant pas encore le signal de la reprise économique. Le flottement observé dans la relance de l'investissement (hors hydrocarbures), la dégradation de la production industrielle, la persistance des mêmes difficultés de fonctionnement de leur activité, indiquent que les conditions de la relance économique ne sont pas toutes réunies.

Cette situation souligne la nécessité de réfléchir aux supports matériels institutionnels de la croissance ainsi qu'aux modalités de mise en oeuvre des politiques. Le projet de stratégie de développement à moyen terme constitue une bonne opportunité pour recentrer les débats autour des questions de relance de la croissance et de choix économiques fondamentaux à opérer à la veille du troisième millénaire et compte tenu des multiples défits que l'Algérie est appelée à relever.

L'ajustement s'est fait au détriment de l'emploi et de la consommation des ménages. Ces deux paramètres peuvent constituer le support d'une relance économique pour peu qu'ils soient intégrés dans une dynamique économique

alimentée par la hausse de la productivité du travail et de consolidation de la demande des ménages.

Les conditions socio-économiques actuelles de l'Algérie militent en faveur d'une démarche qui partirait de ces préoccupations et ce d'autant que les populations sont de plus en plus traumatisées par l'extension du chômage, la baisse de leur pouvoir d'achat et la dégradation de leurs conditions de vie.

RECOMMANDATIONS

En introduction, la Commission de l'Evaluation note avec satisfaction l'intérêt porté par les pouvoirs publics aux différentes recommandations qu'elle a pu faire à l'occasion de l'examen des situations de conjoncture de l'économie nationale ; un certain nombre de dossiers sociaux et économiques ont été ouverts à l'effet de rechercher des solutions aux différentes préoccupations exprimées par la Commission.

Outre celles qui sont toujours d'actualité, la commission propose, à l'occasion de l'examen de la conjoncture du premier semestre 1996, les recommandations suivantes :

Au titre de la relance des activités économiques :

1)- parachever et préciser la politique de restructuration industrielle notamment en fixant les choix et les axes de mise en oeuvre ainsi que le rôle des différents opérateurs concernés,

2)- compte tenu de la place du secteur du BTPH dans l'économie nationale et de la sensibilité de la question du logement, la mise en oeuvre d'une véritable politique de construction garde une actualité trés forte ; la Commission rappelle à cet égard les conclusions et recommandations contenues dans les différents documents élaborés par le CNES,

3)- encourager des initiatives par une politique plus incitative à l'investissement productif notamment dans le secteur de la PMI/PME ; la mise en place d'une banque des investissements et d'une banque de projets accessible à tous les niveaux suppléera les efforts entrepris ces dernières années,

4)- l'agriculture a enregistré des résultats appréciables qu'il est possible de consolider par la prise en charge des problèmes liés à :

- l'utilisation des fertilisants,
- la maintenance des équipements,
- l'encadrement humain et financier des exploitations.

Par ailleurs, la prise en charge du problème de l'irrigation pour pallier les effets d'une pluviométrie aléatoire commence impérativement par la mise en place rapide d'un programme de petite hydraulique devant servir d'appoint et suppléer les efforts entrepris à d'autres niveaux ,

L'importance acquise par le secteur de l'agriculture au regard des surplus conjoncturels que certains produits enregistrent doivent inciter à initier les actions nécessaires en faveur du développement de la chaîne du froid et des industries agro-alimentaires et d'un soutien actif aux exportations.

Au titre de la régulation économique :

1)- en matière de commerce extérieur, il y a lieu de mettre en place une politique adéquate de protection de la production nationale, les seules mesures tarifaires s'étant révélées insuffisantes. On peut citer notamment :

- le renforcement et l'amélioration du système de contrôle de qualité des produits mis sur le marché,
- une plus grande rigueur du contrôle aux frontières,
- le développement de l'information commerciale à l'adresse des producteurs nationaux et des opérateurs du commerce extérieur,
- la professionnalisation et la moralisation des activités commerciales.

2)- en matière de monnaie et finances la commission recommande d'initier et d'accélérer le processus de restructuration des systèmes financiers et bancaires par la mise en place de produits financiers et d'une organisation à même d'élargir l'horizon et les possibilités de financement de l'activité de production

et de relance de l'investissement (caisse des dépôts et consignation, caisse d'amortissement,...) ; il serait souhaitable, vu le nombre d'opérateurs, qu'il y ait création de nouvelles banques primaires qu'elles soient publiques, mixtes ou privées ;

3)- la mondialisation de l'économie, le développement des transactions en temps réel, l'accélération du temps des opérateurs économiques exige une révision profonde des méthodes de travail des banques. Celles-ci ne semblent avoir guère évolué (un chèque met 3 semaines pour aller d'une banque à une autre et parfois d'une agence à une autre dans la même banque) ; une amélioration des télécommunications serait également d'un grand secours. Lorsque les mouvements de fonds pourront se faire en temps réel, les habitudes et les comportements pourront changer ce qui contribuera à une meilleure fluidité de l'activité et à un meilleur fonctionnement de l'économie,

4)- la Commission recommande de poursuivre la lutte contre l'inflation sachant que la persistance d'un tel phénomène constitue un handicap majeur à fout processus de relance économique.

En matière de politique sociale :

La commission attire l'attention sur la dégradation continue des conditions sociales ; dans l'attente d'une reprise économique en mesure d'impulser l'emploi, les revenus et la consommation, les recommandations suivantes s'imposent :

1)- le recalibrage du dispositif de protection sociale dans le sens d'une plus grande efficacité en termes d'impact social et de rationalisation des dépenses s'inscrivant dans ce cadre,
2)- la stabilisation du pouvoir d'achat des salaires,

3)- une plus grande justice dans la répartition du revenu ; le programme de stabilisation pénalise les titulaires de bas revenus tout en favorisant certaines catégories qui continuent de tirer profit de la fraude et de l'évasion fiscales.

Une meilleure répartition des sacrifices contribuerait à la paix sociale et améliorerait probablement les conditions de la relance économique,

4)- la prise en compte de la dégradation des conditions médico-sanitaires des populations en revoyant les conditions de prise en charge des malades notamment des catégories sensibles, en réétudiant le problème des prix des médicaments et en réactivant les différents dispositifs de protection et de prévention.

Remerciements

Dans le cadre de l'élaboration du rapport sur la conjoncture du 2éme semestre 1996, les membres de la Commission Evaluation ont auditionné les Ministères et les responsables d'Institutions suivants :

- Ministère des finances
- Ministère de l'Energie et des Mines
- Ministère de l'Agriculture et de la pêche
- Ministère de l'Industrie et de la Restructuration industrielle
- Ministère du commerce
- Ministère de l'Habitat
- Ministère du Travail de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle
- Ministère de l'Equipement
- Ministère Délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la planification par intérim
- Gouverneur de la Banque d'Algérie
- Directeur de cabinet du Ministère des transports
- Directeur Général des Douanes
- Directeur Général de l'APSI
- Directeur Général de l'Offre National des Statistiques.

Les membres de la Commission de l'Evaluation du Conseil National Economique et Social tiennent à leur exprimer leurs plus vifs remerciements pour la qualité des informations communiquées, ainsi que pour leur disponibilité à l'égard de l'institution.

Les membres de la Commission de l'Evaluation espèrent que les analyses et recommandations figurant dans le présent rapport contribueront modestement à l'élaboration et à la mise en œuvre des outils de la relance économique dont notre pays a tant besoin.

Pour la Commission de l'Evaluation

Le Président

VUE D'ENSEMBLE

La conjoncture du second semestre 1996 prolonge globalement - en l'améliorant, au plan des résultats macro-économiques - la tendance observée au premier semestre. Elle est marquée par:

- la consolidation des équilibres monétaire et financier,
- une plus grande stabilisation des variables économiques,
- la poursuite du processus d'assainissement dans une perspective de relance de la croissance,
- la part, encore importante, des facteurs exogènes dans les résultats enregistrés,
- l'ampleur du taux de chômage, et de façon plus générale, l'impact fortement négatif du PAS sur l'ensemble de la sphère sociale.

Les résultats enregistrés ces deux dernières années indiquent une amélioration significative des équilibres macro-économiques qui tendent à soustraire de plus en plus l'économie nationale des influences conjoncturelles.

La consolidation des équilibres en 1996, et particulièrement durant le second semestre, s'apprécie à travers l'évolution des prix, de la liquidité de l'économie nationale et de l'évolution du taux de change du dinar avec :

- un recul de l'inflation sur fond de tendance générale à la stabilisation des prix, une croissance monétaire modérée au regard des objectifs fixés et comparativement aux périodes précédentes,
- une consolidation de l'équilibre budgétaire sur fond de désendettement du trésor public (à hauteur de 75 milliards DA auprès de la Banque d'Algérie et de 59 milliards DA auprès des banques commerciales).,
- une tendance marquée à la stabilisation du taux de change (qui enregistre une dépréciation sur l'année de 12,6% et seulement 5% en glissement annuel).

Le solde du Trésor Public s'est amélioré de façon plus rapide au second semestre (75 milliards DA contre -28,2 milliards DA à fin 1995).

L'accroissement des cours du brut, et partant de la fiscalité pétrolière, a permis au Trésor Public de disposer de ressources additionnelles et de réduire quelque peu les tensions sur le financement public.

Les résultats enregistrés au plan des équilibres extérieurs sont aussi remarquables. L'amélioration de la situation de la balance des paiements est reflétée par l'amélioration du compte courant qui enregistre un solde positif de 1,3 milliards de dollars alors qu'il était négatif de 2,2 milliards de dollars en 1995 et un accroissement assez important des réserves de change; ceci permet de conduire le programme de stabilisation macro-économique à son terme et ce, en relation avec les objectifs de convertibilité du dinar.

L'amélioration des équilibres extérieurs est principalement due à des conditions favorables mais aussi à une politique d'endettement relativement prudente (diminution du solde du compte capital).

L'excédent de la balance commerciale a en effet permis d'améliorer significativement la balance des paiements; cet excédent a été rendu possible grâce à une double évolution :

- un accroissement sensible des recettes d'exportation à la faveur d'une nette amélioration des cours du brut particulièrement au second semestre,
- une réduction du volume des importations.

L'évolution à la baisse des importations qui s'est accentuée au second semestre, est un phénomène qui semble résulter de la chute de la demande finale, d'une réduction des capacités d'absorption de l'économie notamment en ce qui concerne la demande intermédiaire et probablement de la détention de stocks d'un niveau encore appréciable.

Elle peut aussi s'interpréter comme étant l'expression d'un début de rationalisation des importations après l'ouverture débridée et les comportements qui ont suivi la libéralisation du commerce extérieur et d'une plus grande adaptation de l'offre.

Mais si globalement on peut parler de stabilité économique, celle-ci reste relative et fragile :

- relative parce qu'elle s'appuie sur un programme drastique de retour à l'équilibre qui n'autorise pas de digression qui remettrait en question cette stabilisation ,
- fragile en ce sens qu'elle subit l'influence de facteurs exogènes même si des signes d'amélioration de l'organisation socio-économique et de la productivité apparaissent dans certains secteurs d'activité.

Le taux de croissance réalisé durant l'année (près de 4%), dans la trajectoire des résultats positifs enregistrés en 1995, offre des motifs de satisfaction alors que sa structure révèle toutefois la relative vulnérabilité de l'économie nationale.
La croissance a en effet été principalement tirée par les hydrocarbures et l'agriculture et dans une moindre mesure par le BTPH, les deux premiers secteurs ayant bénéficié de conditions extérieures relativement favorables (le PIB hors hydrocarbures et hors agriculture n'augmenterait que de 1 % en 1996 contre 1,5 % en 1995).

L'activité industrielle continue de traverser sa phase récessive et les objectifs qui ont été fixés en termes de croissance économique n'ont pas été réalisés. Les contraintes qui influent sur l'évolution de l'activité se sont davantage amplifiées qu'il s'agisse du problème du financement et ce, en dépit de l'intervention du trésor, que de celui du fonctionnement ou de la situation du marché des entreprises.

L'activité agricole a, pour la deuxième année consécutive enregistré des résultats exceptionnels grâce notamment aux conditions climatiques et à une prise en charge et à une politique agraire dynamiques. Ceci ne doit pas toutefois occulter sa vulnérabilité par rapport à de multiples facteurs structurels et conjoncturels en particulier les problèmes de l'eau, des intrants, du financement ainsi que des structures agraires.

L'activité de **l'habitat** qui s'est inscrite dans la même dynamique des réformes qui ont été introduites en 1995 a enregistré une hausse sensible en 1996 comme en témoigne le taux de croissance réalisé. Néanmoins les livraisons et les lancements sont de moindre ampleur de même que les réalisations sont restées en deçà des objectifs fixés. Des tensions sur le financement du logement social sont apparues, particulièrement durant le second semestre et les efforts déployés par le trésor n'ont pu couvrir les besoins exprimés.

L'activité énergétique a enregistré une croissance sensible en 1996 et particulièrement au cours du second semestre (abstraction faite de la pétrochimie qui a enregistré des résultats négatifs). Le secteur des hydrocarbures a procuré des ressources additionnelles de l'ordre de 3 milliards de dollars en 1996; cette augmentation est due à un effet volume de 7,7% et à un effet prix de l'ordre de 21%.

La relance économique est aujourd'hui suspendue à de multiples questions dont les plus importantes concernent la restructuration des entreprises en relation avec les nouvelles exigences de leur environnement, le redémarrage de l'investissement, la mise en place de politiques sectorielles cohérentes et intégrées, ainsi que la définition de stratégies claires et adaptées s'inscrivant dans la dynamique de l'économie mondiale.

Il devient impératif, à ce stade de trouver les régulations nécessaires pour une réarticulation correcte de l'activité économique, de la contrainte sociale et des exigences de stabilisation.

L'accroissement des réserves de change et l'augmentation de l'épargne intérieure consécutivement à l'amélioration du solde du Trésor n'ont pas contribué paradoxalement à créer des conditions plus favorables au redémarrage de l'investissement.

Les différentes passerelles mises en place entre l'économie réelle et le dispositif de financement de l'activité ne sont pas encore en mesure d'impulser l'investissement même si le taux d'intérêt a encore baissé de trois points en

1996. Ces taux demeurent manifestement encore élevés par rapport aux conditions de rémunération du capital et les opportunités d'investissements existantes sont de moins en moins évidentes compte tenu de la concurrence souvent déloyale que subit l'économie nationale.

Le budget d'équipement de l'Etat, qui reste le principal vecteur de la relance économique dans un contexte de stabilisation, a augmenté de 23% en valeur courante par rapport à l'année 1995. Les volumes consentis pour les différents secteurs sont notoirement insuffisants pour permettre une reprise économique vigoureuse et ont eu pour conséquence le gonflement des créances détenues par les entreprises publiques et privées sur l'Etat et ses démembrements..

Contrairement aux mesures prises en faveur de l'assainissement économique, celles relatives à la relance ne peuvent être susceptibles d'effets immédiats; dans ce contexte, il convient de mettre en évidence le fait que rares sont les économies déstructurées qui ont pu réaliser des taux de croissance positifs durant la phase d'ajustement à laquelle elles sont soumises.

L'essentiel des mesures d'assainissement a jusqu'à présent concerné l'environnement de l'activité des entreprises. Celles-ci doivent encore retrouver leur point d'équilibre en termes de gestion, de management et d'intégration au marché (en références aux incitations nécessaires).

Bien que les conditions de fonctionnement des entreprises soient encore dominées par des contraintes structurellement lourdes, un regain d'activité a été observé durant le second semestre grâce à une série de facteurs qui tiennent à la mise en place du dispositif banques - entreprises, à la mise en place opérationnelle des holdings et à la poursuite des activités d'assainissement.

Ces évolutions ne règlent cependant pas tous les problèmes des entreprises.

Les contraintes de financement et d'assainissement constituent des points nodaux et bloquent toute velléité de reprise de l'activité pour des raisons qui tiennent :

- à la disponibilité de ressources à des coûts économiquement supportables,
- à la négociation de conditions avantageuses de financement,
- à la possibilité d'offrir aux entreprises viables une chance de redémarrage sur des bases plus saines.

Il faudra attendre l'année 1997 pour tirer les premières conclusions de la mise en œuvre du dispositif banques - entreprises. Mais incontestablement, ce dispositif aura eu le mérite de poser le problème du soutien de l'activité des entreprises de façon dynamique et de rechercher de façon concertée les solutions appropriées aux problèmes posés et d'offrir aux entreprises la possibilité de se réinsérer dans le nouveau schéma organisationnel et de financement qui tend graduellement à se mettre en place.

D'autres contraintes internes ont émoussé les efforts de relance économique particulièrement l'atmosphère d'expectative dans laquelle sont placées de nombreuses entreprises en attendant d'être fixées définitivement sur leur sort.

Les efforts réalisés dans le domaine de la stabilisation macro-économique ont déjà eu un certain nombre de répercussions plus ou moins profondes sur le tissu social. Aussi, la politique sociale qui a été mise en oeuvre a-t-elle tenté de contenir l'ensemble des déséquilibres observés en liaison avec le programme de stabilisation. Les conditions de mise en œuvre de l'ajustement structurel ont toujours eu, dans le monde, des conséquences sociales lourdes notamment sur l'emploi et les conditions de vie des populations.

Face à ces préoccupations, les mesures compensatoires prises durant la période révèlent le souci de protéger le tissu social déjà fortement fragilisé; dans cette perspective, on peut en noter :

- les dispositions prises en faveur des catégories de bas revenus (primes de scolarité, accroissement des allocations familiales),
- les efforts faits en direction de la création d'emplois dans la mesure où, selon les données disponibles, 190 000 emplois en termes d'équivalents permanents ont été créés durant l'année, l'agriculture en ayant été le principal pourvoyeur,

- les améliorations apportées au dispositif de protection sociale (meilleure ciblage et meilleur encadrement des dépenses réalisées dans ce cadre, amélioration des prestations...).

La hausse modérée des prix, qui autorise à penser que l'inflation va se réduire sensiblement à court terme, constitue aussi un résultat de politique économique appréciable.

Néanmoins, on peut noter que la rémunération des salaires a augmenté moins vite que l'inflation ce qui a conduit à une dégradation du pouvoir d'achat estimée à 4% (contre -10% en 1994 et -6% en 1995); le revenu des indépendants a augmenté quant à lui de 30 % par rapport à 1995 selon les estimations disponibles et le revenu brut des ménages a lui augmenté de 19%.

D'autre part, la nouvelle structure des revenus qui se met en place interpelle fortement sur les inégalités sociales de plus en plus fortes et pose la question cardinale de la politique des revenus en Algérie.

La question de l'emploi reste au centre des préoccupations. Le taux de chômage a continué de croître par le fait que les créations d'emploi n'arrivent pas à éponger la demande additionnelle (300.000 par an) se situant aux environs de 28,3% en 1996. Le chômage est aussi alimenté par les compressions d'effectifs qui se situent à près de 68.508 depuis 1994 selon les informations disponibles. Pour le second semestre 1996, près de 14.000 travailleurs ont été admis au bénéfice de l'allocation chômage.

C'est au niveau des revenus et de l'emploi que se situent les enjeux du développement économique et social. Aussi devient-il impératif d'en tenir compte dans tous les programmes d'investissement, les politiques de restructuration industrielle, des programmes sociaux et des politiques sectorielles pour préserver l'équilibre social et les chances de redémarrage économique de notre pays.

La question de la relance demeure au cœur du débat et soulève notamment celle de la nécessité d'intégrer l'emploi comme variable déterminante à une croissance durable, sous peine de faire de la santé financière recouvrée, non pas seulement une condition nécessaire à toute relance, mais une fin en soi.

1. LES CONDITIONS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Les conditions de l'activité économique ont été globalement marquées :

- au plan externe, par des améliorations sensibles dues à l'évolution favorable de la conjoncture pétrolière,
- au plan interne, par la persistance des contraintes socio-économiques dans un contexte d'ajustement structurel et qui affectent aussi bien l'économie de façon générale que les entreprises et le corps social.

Néanmoins, un retour de confiance semble s'installer à la faveur de l'évolution du climat sécuritaire mais aussi des ouvertures qui ont été opérées dans différents domaines de la vie économique et politique. Cette évolution peut constituer un prélude à la relance à court terme surtout si l'on tient compte de l'intérêt de plus en plus marqué de l'étranger à l'égard de l'Algérie.

Dans ce registre, il est utile de noter que l'appui fourni à l'Algérie par la communauté internationale reste insuffisant. Les efforts déployés par l'Algérie pour la réussite de son programme d'ajustement structurel et pour se hisser au niveau des normes et des exigences du marché et de la libre circulation des produits restent très importants.

Abstraction faite du partenariat développé avec certaines compagnies pétrolières, il est à noter l'absence de partenaires étrangers dans la plupart des autres domaines et ce en dépit des aménagements apportés à la réglementation locale et aux différents dispositifs incitatifs mis en place. De ce fait, il apparaît nécessaire de sensibiliser davantage la communauté internationale et d'être plus agressif pour tenter d'orienter vers l'Algérie une partie des flux d'investissement potentiels.

Il s'agit également de développer les capacités nationales de négociation en vue des prochaines échéances internationales de l'Algérie.

1.1- EVOLUTION DES FACTEURS EXTERNES

L'économie mondiale semble être entrée dans une phase de croissance qui marque le retournement du cycle conjoncturel. La croissance tend à se répandre mais de façon assez inégale toutefois; forte aux Etats Unis, elle reste encore fragile dans les pays de la communauté européenne et au Japon.

La croissance mondiale avoisine les 4 % avec un taux moyen de 6% pour les pays en voie de développement; les pays asiatiques ont globalement réalisé 8 % de croissance

Les pressions inflationnistes ont tendance à diminuer un peu partout dans le monde, notamment avec la mise en œuvre de programmes de stabilisation économique; l'inflation reste cantonnée dans des marges restreintes dans la plupart des pays développés, aux USA, au Japon ainsi que dans les pays de la communauté européenne (critères de convergence de Maastricht) ainsi que les autres pays développés (2 à 3%). Elle fait par ailleurs l'objet de politiques de régulation assez vigoureuses.

Le chômage continue de progresser dans la plupart des pays en dépit de programme de création d'emplois volontaristes; la croissance apparaît trop intensive et les investissements réalisés restent davantage des investissements de productivité pour permettre une relance de la création d'emploi.
Le commerce mondial est apparu moins dynamique et s'est même légèrement contracté par rapport aux années précédentes avec une hausse voisine de 7% contre 9,8% et 10 en 1994 et en 1995.

Au niveau maghrébin à titre d'exemple, le taux de croissance attendu de l'économie tunisienne est de l'ordre de 7,5 % contre 3,5 % en 1995. Cette croissance a été principalement portée par le secteur de l'agriculture. L'inflation

est restée modérée pendant les neuf premiers mois de l'année, avec cependant une hausse des prix inférieure à celle de l'année 1995 (6,2%).

La conjoncture pétrolière a été marquée par des relèvements significatifs de prix, notamment au second semestre. Les cours du Sahara Blend se sont fixés à une moyenne d'environ 21 dollars alors que les prévisions initiales étaient de 17 dollars. L'évolution enregistrée au niveau des prix et la hausse des volumes exportés ont permis d'augmenter les ressources de près de 3 milliards de dollars par rapport aux prévisions de recettes initiales.

Plusieurs facteurs ont contribué à stabiliser et même à infléchir les prix vers la hausse:

- la baisse des stocks dans les pays développés, la reconstitution des réserves aux Etats Unis et l'accroissement moyen de la demande y compris des pays asiatiques faisant suite au regain de l'activité économique,
- la vague de froid assez exceptionnelle qui a affecté les pays du Nord,
- le gel des quotas des pays de l'OPEP.

  Le marché pétrolier a enregistré des niveaux de prix relativement élevés en dépit du retour de l'IRAK sur le marché international lequel a, à un moment, fait craindre le risque d'un effondrement des prix en référence à une offre déjà excédentaire.

En ce qui concerne le partenariat dans le domaine des hydrocarbures, deux contrats ont été signés en 1996. Néanmoins le partenariat avec l'Algérie a fait la preuve de son intérêt en raison des découvertes assez importantes faites durant les deux dernières années et l'entrée en production de nouveaux gisements en 1996.

Les autres avantages tirés de l'évolution de l'économie mondiale concernent, de façon particulière:

- l'appréciation du dollar américain par rapport aux autres monnaies d'un volume moyen évalué à près de 4%,

- la baisse des taux d'intérêt notamment à long terme dans différents pays pour relancer la croissance par des politiques monétaires moins restrictives et stabiliser les changes. Cette évolution s'est traduite, en ce qui nous concerne, par une réduction des dépenses de 300 millions de dollars,
- l'évolution modérée et même la baisse des prix qui a affecté certains produits d'importation comme les céréales contrairement aux hausses importantes qui ont caractérisé l'année 1995.

1.2- EVOLUTION DES CONTRAINTES INTERNES

En ce qui concerne les conditions de l'activité économique, il convient d'abord de relever la persistance de nombreuses contraintes fortes:

- le manque de transparence des structures socio-économiques en période de transition (marché, information, ...),
- les incertitudes qui caractérisent le devenir des entreprises tant en ce qui concerne leur remise à flot, l'éventualité de changement de propriétaire que la survie sur un marché qui s'ouvre de plus en plus à la concurrence,
- l'inadaptation, voire l'obsolescence, des anciens instruments et des anciens concepts de gestion et de régulation et le retard pris dans ces domaines notamment par les entreprises, en relation avec l'ouverture économique,
- les contraintes sociales de plus en plus lourdes, ...

L'économie n'a pas encore fini sa phase de stabilisation et les signaux en direction de l'investissement manquent encore d'attrait sur le plan des incitations. Seul le secteur du commerce et dans une moindre mesure celui des services suscitent l'engouement des opérateurs ce qui conduit d'ailleurs à s'interroger sur l'ampleur des déséquilibres et des extraversions que tend à subir l'économie nationale durant la période de stabilisation.

L'investissement productif, en dehors du secteur pétrolier, reste encore absent tant les conditions de la relance économique ne semblent pas encore réunies.

La phase de stabilisation est accompagnée par des réformes structurelles et une adaptation plus souple du processus de régulation aux nouvelles conditions de l'activité économique. Du premier point de vue, on remarque une intensification des actions de restructuration notamment avec la mise en place des holdings et dont on attend des résultats plus importants en 1997.

D'un autre point de vue, la mise en place du dispositif banques-entreprises devait répondre aux contraintes d'endettement des entreprises dont le souci est de contribuer plus efficacement à la relance économique.

Ce dispositif consistait à mettre les entreprises en face des Banques et du Trésor Public pour l'appréciation de leur plan de redressement à la faveur de mesures internes (compressions, cession d'actifs, recentrage sur les métiers de base, filialisation, etc. ...) et de mesures externes par apports du Trésor et éventuellement des Banques (assainissement financier).

Dans la pratique, on observe que la mise en œuvre du dispositif de relance a privilégié l'approche comptable en occultant l'approche économique de marché, et donc l'avenir de l'entreprise.

On peut s'interroger si cette situation ne serais pas due au fait que l'opération ait été conduite exclusivement par le Trésor ?

Cette interrogation est d'autant plus justifiée que dans un passé récent les entreprises ne disposaient pas des instruments juridiques leur permettant de compresser les effectifs pour raison économique, de céder des actifs et ne bénéficiaient pas d'un système bancaire efficient, confiné à ce jour à un rôle de simple intermédiaire entre le Trésor et les entreprises.

A cela s'ajoute le fait que les banques ont été placées récemment sous tutelle administrative.
Cette démarche qui ne semble pas être en cohérence avec l'ouverture économique, et donc l'économie de marché, risque d'entraîner :

- des dissolutions et des réductions d'effectifs sans tenir compte de critères purement économiques,
- des disparitions pures et simples de métiers,
- un éclatement des actifs acquis,
- une augmentation du chômage,
- une diminution de la consommation.

2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

L'année 1996 a été marquée, pour le secteur industriel public, par les principaux faits suivants:

- la poursuite de la déstructuration financière des entreprises publiques dont le découvert est passé de - 92 Milliards de DA, à fin décembre 1995, à - 122 Milliards DA, à fin septembre 1996 et à - 113 Milliards de DA à fin décembre 1996. Cette légère inflexion, d'environ 8% à la fin de l'année 1996, du découvert, n'est pas due à un apport d'argent frais, mais uniquement à un rééchelonnement des encours découlant du nouveau dispositif financier mis en place, dans le cadre des relations Banques - Entreprises, en effet, la réunion Banques - Entreprises, tenue en juin 1996, a permis la mise en place de groupes de travail communs dont les recommandations ont été étudiées et adoptées par le Gouvernement en septembre 1996. Ces recommandations ont donc été initiées, sur le terrain, dès la fin de l'année 1996, et leurs effets positifs, notamment sur la relance du secteur industriel, sont attendus à partir de l'année 1997,

la production industrielle a clôturé l'année avec la persistance de la tendance à la chute de 8,6%. On remarque ainsi, que même le léger raffermissement constaté durant l'année 1995, avec une décroissance de 0,5%, a été complètement annihilé en 1996. Ce marasme permanent du secteur industriel, qui s'est amplifié en 1996, permet de constater également que les différents assainissements financiers consentis jusqu'ici n'ont pas donné de résultat concret sur le terrain de la relance car cet appui financier n'a pas été accompagné par la prise en charge des autres contraintes, comme par

exemple le renouvellement ou la réhabilitation des technologies utilisées dont plusieurs sont déjà obsolètes, l'amélioration de la compétitivité des produits par rapport à la concurrence étrangère, l'exportation des produits pour faire face au rétrécissement du marché national, etc.. .
Il faut également mentionner que la relance escomptée pour 1997 ne sera réelle et concrète que si ces mêmes contraintes sont vigoureusement prises en charge.

- La mise en place, par les pouvoirs publics, du nouveau dispositif réglementaire concernant la gestion des capitaux marchands de l'Etat (Holdings).

- Ce nouveau dispositif permettra notamment une meilleure prise en charge de la gestion et du contrôle des Entreprises Publiques, ainsi que de leur redéploiement industriel.
Dans ce cadre, il serait vivement souhaitable que ces redéploiements (privatisations totales ou partielles, essaimages, transferts d'activités ou d'actifs, dissolutions, partenariats ...) soient précédés par de larges consultations des partenaires sociaux en vue de dégager un consensus social de nature à assurer le succès des opérations envisagées.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE :

Au cours du 2ème Semestre 1995, la production industrielle du secteur public national, qui fournit environ 80 % de la valeur ajoutée du Secteur, est caractérisée par une décroissance de 4,1 % par rapport au premier semestre 1996, en rappelant que, pour le premier semestre 1996, la décroissance a été de 8 % (par rapport au premier semestre de l'année 1995).

Cette évolution se répartit comme suit :

Branches d'activité	Taux Evolution 2éme /1er semestre 96
I.S.M.M.E.E	- 5,2 %
CHIMIE PHARMACIE	- 3,5 %
MAT.CONST.VERRE	+ 7,5 %
AGRO-ALIMENTAIRE	- 2,9 %
TEXTILE/CUIRS	- 14,6 %
BOIS/PAPIERS	- 20,5 %
Total production	**- 4,1%**

Au vu de la décroissance enregistrée durant ce 2ème semestre 1996, on constate que le léger raffermissement qui s'est produit durant le 2ème semestre 1995, et qui a permis d'amortir un peu la décroissance totale du secteur, pour toute l'année 1995 à 0,5 %, a été complètement annihilée pour les mêmes contraintes mentionnées déjà en 1995.
Ces contraintes sont principalement les suivantes :

- insuffisance du niveau de réalisation des programmes d'approvisionnement, ce qui a entraîné la diminution du rythme, voire l'arrêt total, de la production dans certaines entreprises,
  le rétrécissement de la demande sur un nombre de segments de plus en plus importants de produits, avec la constitution de stocks importants au niveau des entreprises, comme effet induit,
- la concurrence, dans certains cas, des produits importés. Le manque de compétitivité des produits nationaux, par rapport à la concurrence étrangère fait que, très souvent, la production nationale ne peut ni être écoulée sur le marché national ni être exportée.

Pour l'année 1996, il est à noter que, malgré le léger regain d'activité constaté durant l'année 1995 (croissance de - 0,5 %), particulièrement lors du second semestre, le secteur de l'industrie a continué à enregistrer une décroissance importante de 8,6 % (pondération par la valeur ajoutée) par rapport à l'année 1995 (-12% en flux physiques).

Ainsi, à l'exception de la branche électrique/électronique (+ 6,6 %), et de la branche des matériaux de construction (+ 1,9 %), toutes les autres branches industrielles ont enregistré des décroissances importantes, notamment pour le noyau dur du secteur industriel : mécanique/métallique (- 22,2 %), sidérurgie/métallurgie (- 23,9 %), chimie/engrais/pharmacie : (- 16 %).

L'analyse, par branche d'activité, donne les résultats suivants :

TEXTILES-CUIRS : -24 %

La branche des industries textiles et cuirs continue d'enregistrer une tendance à la baisse de son activité. De -13 % en 1995, par rapport à l'année 1994, la production de la branche a baissé de nouveau de 24 % en 1996, par rapport à 1995.
Mis à part certains produits, notamment les couvertures (+5 %), fil à coudre (4 %), tous les autres produits ont baissé de manière importante : Filés Coton (-19 %), Tissu Coton (-29 %), Filés Laines (-35 %), Chaussures (-42 %)...,

MECANIQUE/METALLIQUE : -22,2 %

Contrairement aux performances réalisées durant l'année 1995, (+16 %), les industries mécaniques et métalliques ont enregistré, en 1996, une croissance négative de 22,2 %.
L'Entreprise SNVI, qui représente plus du tiers de la branche, a vu sa production de camions, de cars et de bus baisser respectivement de 15 % et 29 %.
S'agissant de l'ENMTP et PMA, l'ensemble des produits ont connu une tendance à la baisse entre 26 % et 56 %.

Les principales entreprises de la branche ont enregistré des taux de croissance négatifs de 12 % pour SNVI, 39 % pour ENMTP, 42 % pour PMH, 5% pour BCR, 31 % pour PMA et 10 % pour ENCC.

CHIMIE/ENGRAIS/PHARMACIE : -16 %

Les principales filières de la branche, représentant près de 75 % des activités de la branche, ont enregistré une production à la baisse de 6 % pour les peintures, 15 % pour les détergents, 6 % pour les produits pharmaceutiques et 25 % pour la transformation plastique .

A noter que SAIDAL, qui avait enregistré en 1995 une croissance de 9 %, a vu son activité baisser, en 1996, de 6 %.

BOIS/PAPIERS/DIVERS : -16 %

Dans cette branche, dont la chute de la production en 1996 de 16 % est plus importante qu'en 1995 (-8 %) ; les principaux produits ont enregistré une tendance à la baisse.
L'activité de l'ensemble des entreprises a connu une croissance respectivement de -18 % pour ENMGP, -11 % pour ENATB, -9 % pour CELPAP et -27 % pour ENEPAC.

SIDERURGIE/METALLURGIE : -23,9%

L'activité de la branche des industries sidérurgiques et métallurgiques a baissé de -23,9 % en 1996 par rapport à 1995.

L'entreprise SIDER, qui représente plus de 50 % des activités de la branche, a vu sa production baisser de 27 %.

AGRO/ALIMENTAIRE : 3,7 %
Le taux de croissance de la branche a connu une amélioration sensible, passant de -6 % en 1995 par rapport à 1994 à -3,7 % en 1996 par rapport à 1995.

La semoule qui représente près de 35 % de l'activité de la branche a enregistré une augmentation de 5 %, alors que la farine (20 % de la branche) a baissé de l'ordre de 13 %.

ELECTRIQUE/ELECTRONIQUE +6,6 %

Les industries électriques et électroniques ont, comme en 1995, enregistré un taux de croissance positif de 6,6 %. L'ENIE et L'ENIEM, qui représentent plus de 50% de la branche, ont connu des hausses respectives de 27 % et 3,4%.

Les autres entreprises de la branche ont vu leur production évoluer ainsi : - 4,7 % pour l'ENPEC, -48 % pour ENICAB, -3,9 % pour ENEL et +51 % pour AMC.

MATERIAUX DE CONSTRUCTION : +1,9 %

Globalement, la branche des matériaux de construction a réalisé des performances assez satisfaisantes grâce notamment à l'activité ciment, qui représente plus de la moitié de la branche.

La production du ciment a ainsi augmenté de 10 % en 1996 par rapport à 1995 avec un taux d'utilisation des capacités de 67 %. La deuxième famille de produits, les produits rouges, qui représentent 20 % de l'activité de la branche, ont enregistré une hausse de 2 % avec un Taux d'utilisation des capacités de 63%.

On remarque que la baisse de la production est surtout observée dans les branches consommatrices d'intrants importés.
Pour les six dernières années, il est à rappeler que les taux de croissance du secteur public de l'industrie ont été les suivants :

%	1991	: -7,0
%	1992	: -2,5
%	1993	: -1,5

% 1994 .....: -8,5
% 1995 .....: -0,5
% 1996 .....: -8,6

Les importations du secteur, pour le fonctionnement de l'appareil de production ont totalisé environ 63 milliards DA, ce qui représente une baisse de 12 % par rapport à 1995 (71 milliards DA). Cependant, la valorisation étant faite à prix courant, il s'ensuit que les flux physiques des importations a baissé en quantités encore plus importantes.

Environ 80% (50,4 Milliards DA) de ces importations ont concerné les matières premières, composants et demi-produits, le reste ayant trait aux consommables (emballages, pièces de rechange).

Les montants des importations d'équipements ont atteint 4,8 Milliards DA en 1996, contre 4,4 Milliards DA en 1995, soit une hausse de 10%.

Les importations, pour la revente en l'état, ont atteint, en 1996, près de 22 Milliards DA, enregistrant une baisse de 28%, par rapport aux 30 Milliards DA de 1995.

Près de 70% du total de ces importations (15,1 Milliards DA) ont concerné les produits alimentaires et environ 16% (3,5 Milliards DA) représentent les matériaux de construction et les verres.

Les achats locaux, en 1996, ont atteint 85 Milliards DA, contre 74 Milliards DA en 1995, soit un accroissement de 13%.

Les exportations du secteur n'ont représenté que 10 Milliards DA durant la période, contre 9,3 en 1995. Bien que ces exportations aient légèrement augmenté, elles n'arrivent à couvrir que 11% des importations globales du secteur (88,3 Milliards DA) et ne couvrent que 15,8% des importations du secteur destinées à son propre fonctionnement.

Le chiffre d'affaires total réalisé par les seules entreprises de production du secteur, s'élève à près de 353 Milliards de DA durant l'année 1996, enregistrant une hausse relative de 3% par rapport aux réalisations correspondantes de l'année 1995.

En incluant les ventes réalisées par les autres entreprises durant cette période (distribution et prestations de services) le chiffre d'affaires global du secteur atteint 403 Milliards DA.

Durant l'année 1996, la valeur ajoutée dégagée par le secteur industriel public a été de 143 Milliards DA, en augmentation de 3% par rapport à 1995.
Cependant, ramenée au chiffre d'affaires, cette valeur ajoutée a marqué, ces dernières années, une baisse continue pour atteindre 0,35 en 1996 (0,39 en 1995; 0,44 en 1994 et 0,49 en 1993).

A la fin de l'année 1996, la situation des stocks du secteur (à l'exception de SIDER) est la suivante :
- plus de 36 Milliards DA en produits finis, contre 42 Milliards DA à la fin de l'année 1995,

- environ 63 Milliards DA en matières premières, contre 72 Milliards DA, à la fin de l'année 1995.

Malgré un déstockage de près de 6 Milliards DA en produits finis, et de 9 Milliards DA en matières premières, on constate une persistance de la tendance au surstockage des matières premières.

Pour ce qui est de la trésorerie du secteur, durant l'année 1996, celle-ci s'est également détériorée durant cette année, passant d'un découvert de -92 Milliards DA à fin décembre 1995, à -122 Milliards DA à fin septembre 1996 et à - 113 Milliards DA à fin décembre 1996.

Le découvert actuel représente, ainsi, environ 28% du chiffre d'affaires total du secteur, soit l'équivalent de 3,5 mois du volume des ventes.

Conclusion

Le secteur industriel continue d'enregistrer des contre performances qui ne reflètent pas ses potentialités réelles installées. On remarque que les branches industrielles les plus touchées sont soit celles dont le fonctionnement dépend des approvisionnements extérieurs, soit celles dont la production n'arrive pas à supporter la concurrence des produits disponibles sur le marché, suite à la libéralisation du Commerce Extérieur du pays,

Si durant les 9 premiers mois de l'année 1996, la production industrielle a baissé de presque 10%, on constate, par contre, en **terme de tendance**, un léger ralentissement de la décroissance de l'activité de production pour le 4ème trimestre 1996, ralentissement induit par le nouveau dispositif financier mis en place, à la suite des journées **d'études banques entreprises** tenues en juin 1996,

La poursuite de la mise en œuvre de ce dispositif en 1997, avec le règlement des difficultés rencontrées, au fur et à mesure de son application concrète sur le terrain, ainsi que le dialogue social qui a été relancé dans le secteur, sont de nature à permettre le redressement du secteur industriel qui pourra, ainsi, renouer avec la croissance et, contribuer par là même, au renforcement de l'économie nationale.

3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE MINIERE ET ENERGETIQUE

Au cours du second semestre de l'année 1996, le secteur de l'Energie et des Mines a présenté la croissance suivante :

- +3,7%, par rapport au 2ème semestre 1995,
- +8,1%, par rapport au 1er semestre 1996.

L'évolution des performances, durant le 2ème Semestre 1996, par rapport au 2ème semestre 1995, se situe comme suit :

HYDROCARBURES :

Pétrole Brut	+5,4%
Condensât	-0,8 %
Gaz Naturel	+4,0%
Gaz Naturel Liquéfié (GNL)	+6,1%
G.P.L	+24,7%
ELECTRICITE	+3,1%
PETROCHIMIE :	-0,2%
MINES ET CARRIERE	- 6,6%

Pour l'année, l'évolution a été la suivante:

Hydrocarbures :	+6,4%
Energie :	+4,3%
Pétrochimie:	-11,7%
Mines et Carrières:	-2,8%

Les bonnes performances enregistrées pour les hydrocarbures s'expliquent par la retombée des investissements réalisés ces dernières années ainsi que par une conjoncture du marché pétrolier international nettement favorable et, dans une certaine mesure, par les retombées des efforts déployés, ces dernières années, en matière d'augmentation des capacités de production et d'exportation des produits de base (pétrole brut ; condensât ; gaz naturel).

Dans ce cadre, il est à mentionner particulièrement les faits suivants :

- Pétrole brut : de nouveaux gisements ont été mis en exploitation, en 1996, ce qui a permis une production totale de 806.000 barils/jours/ (B/J), soit une augmentation de 5,9% par rapport à 1995.

Ces gisements nouveaux sont notamment ceux mis en production en association avec les partenaires étrangers, comme : Rhourde -El- Khrouf (production 1996 : 8.500 B/J soit 152.000 T/An) et Tamadanet (production 1996 : 12.000 B/J soit 345.000 T/An).

Quant au gisement de Rhourde-El-Baguel, en association également avec un partenaire étranger, les travaux d'amélioration de la récupération d'huile de ce gisement ont été lancés en 1996, et le démarrage de la production est prévu pour le 1er trimestre 1997.

Enfin, les travaux concernant l'amélioration future du taux de récupération de pétrole du gisement de Hassi Messaoud ont été lancés en 1996 (implantation de 4 nouvelles stations d'injection de gaz) et la mise en service est prévue pour courant 1999,

- Condensât et GPL : l'augmentation du volume de gaz naturel traité pour les modules de Hassi R'mel a engendré une hausse de production de condensât de 2,8%.
La production des GPL, appelé à une rapide progression durant les prochaines années, a augmenté de 4%.

- Gaz naturel : la production de gaz naturel (gaz associés au pétrole non compris) a augmenté de 6,8% passant de 114,7 milliards m^3 à 126 milliards m^3 soit une augmentation de 7,9 milliards de m^3.
Cette hausse a été beaucoup plus absorbée par les exportations de gaz, en forte progression, que par les prélèvements de Sonelgaz, les besoins du marché intérieur ayant pratiquement stagné durant l'année 1996.

Pour ce qui est de la recherche et de l'exploration d'hydrocarbures, cette activité a connu, au plan physique, un niveau appréciable par rapport à 1995. Ainsi, 39 puits ont été forés en 1996, c'est à dire 8 de plus qu'en 1995 et 33 puits ont été achevés dont 11 par Sonatrach seule, et 22 par les associés étrangers.

Cet effort d'exploration s'est soldé par 10 découvertes d'hydrocarbures avec 7 d'huile et 3 de gaz dont 1 de gaz à condensât.

Il est à signaler qu'à fin 1996, le nombre d'opérateurs étrangers, en activité, est de 18 et le nombre total de contrats de recherche est de 23.

Par ailleurs, il est à remarquer que de grandes possibilités de partenariat, avec les sociétés étrangères spécialisées, existent encore dans le domaine minier dont 46% de la surface totale (1.536.442 Km^2) ne sont pas encore octroyés, le reste étant exploité soit par Sonatrach seule (44%), soit en association avec des partenaires étrangers (9,7%).

Pour le secteur de l'électricité, la croissance en 1996, a été tirée essentiellement par la basse tension, c'est à dire par la consommation des ménages, alors que la consommation de la haute tension, étroitement liée au niveau d'activité du secteur industriel, a accusé une baisse de -2,9%.

En ce qui concerne la pétrochimie (-11,7%), les complexes d'Arzew (méthanol et résines synthétiques) et de SKIKDA (matières plastiques) rencontrent encore des contraintes importantes de production (défaillances techniques, ruptures d'approvisionnements ; technologies et matériels à rénover...) et de commercialisation (mauvaise qualité des produits, notamment les résines).

Le secteur des mines et carrières (-2,8%), se caractérise par une évolution très contrastée selon les produits : +28% pour les phosphates ; +10% pour le sel ; -12,5% pour les agrégats - dalles de marbres - sous-produits de marbre -

bentonite ; -1,3% pour les minerais métalliques non - ferreux (plomb ; zinc ; mercure etc. ...).

L'évolution par produit se présente comme suit :
- Agrégats : au cours du second semestre 1996, la production d'agrégats a fortement baissé de 19% ; la baisse est ramenée à 12% pour l'ensemble de l'année 1996.

Cette baisse est due en partie à l'irrégularité des approvisionnements en explosifs et aux arrêts fréquents de la production, par suite d'actes de sabotage : arrêt de longue durée des carrières de Si-Mustapha et El- Hachimia (dans les Wilayas de Boumerdes et de Ain Defla).

Le poids relatif de la valeur ajoutée des agrégats, au sein de la branche Mines et Carrières, étant de 33%, ce produit génère globalement un tiers (1/3) de la valeur ajoutée de la branche.

Toute baisse enregistrée sur ce produit influe donc de manière très significative sur le taux d'évolution global de la branche.

- Fer et phosphates : au cours du second semestre 1996, le minerai de fer a connu une légère baisse de l'ordre de 3,4%. Cependant pour l'année 1996, ce produit a enregistré une augmentation de 2,4% par rapport à 1995.

Quant au phosphate, il a enregistré une forte augmentation tant pour le second semestre 1996 (22%) que pour l'année 1996 (28%).

Il faut noter que ces deux produits subissent les difficultés liées au transport par chemin de fer entre les mines de Djebel Onk (phosphate) et d'Ouenza (fer), et la ville de Annaba (Complexe Sidérurgique et Port) (la situation du transport de ces minerais commence à connaître une amélioration sensible, notamment vers la fin de l'année 1996).

Sel : en ce qui concerne le sel, la production globale du second semestre 1996, a augmenté de 14,45% par rapport au même semestre 1995.

Cette augmentation a atteint 10% au cours de l'année 1996, par rapport à 1995.
Produits non ferreux : les produits non ferreux ont connu une forte baisse de l'ordre de 10,6% au 2ème semestre 1996, par rapport au même semestre en 1995.

Pour l'année 1996, cette baisse est ramenée à 1,3% par rapport à l'année 1995. Cette chute importante, enregistrée au 2ème semestre 1996, résulte de la baisse de la production du zinc et du plomb (respectivement : 38% et 40%) due principalement à l'épuisement de la mine d'El-Abed (Tlemcen) et au démarrage en cours de la mine de Châabet El-Hamra (Sétif).

Marbre : la production de marbre en dalles a enregistré une diminution de 8% du fait notamment des problèmes ayant trait à la production en amont (Exploitation des Carrières) et à la commercialisation (système des prix inadapté et marketing insuffisant).

Cette situation de morosité du secteur minier national semble être due aux difficultés liées à l'isolement des mines et carrières, au transport des produits miniers mais surtout au manque d'intégration de ce secteur (stratégique) à l'économie nationale dont l'essentiel de la production était destiné au marché national.

La consommation nationale d'énergie, tous produits confondus (carburants ; GPL ; bitumes ; lubrifiants) a continué à baisser en 1996 de 2,5%, par rapport à l'année 1995.
Il est à rappeler qu'en 1995, la consommation nationale d'énergie (tous produits confondus) a baissé de 2,2%, par rapport à 1994.
En 1996, la baisse a touché la totalité des produits, à l'exception du propane (+9,2%) et du GPL-carburant (+60%) ; bitumes et lubrifiants (-12%) ; carburants-marine (-11,1%) ; carburant et combustibles terre/aviation (-6%) ; GPL (butane) destiné aux ménages (- 0,4%) ...

Cette baisse continue de la consommation nationale d'énergie s'explique d'une part par l'augmentation cyclique des produits pétroliers et , d'autre part, par la baisse de l'activité économique dans le pays.

Le secteur a, d'autre part, retenu en projet le principe d'imposer une audit énergétique pour les gros consommateurs d'énergie pour réduire le gaspillage de ressources non renouvelables.

Pour ce qui est de **l'électricité**, la consommation a enregistré globalement une hausse de 3,2% qui est le fait, en réalité, de la basse tension (consommation des ménages), alors que la consommation des clients de la Haute Tension, étroitement liée à l'activité économique du secteur industriel national, accuse une baisse de 1,2%.

Le nombre total de branchements nouveaux est en baisse de 20,5%, passant de 130.156 en 1995, à 103.466 en 1996.

Le nombre total d'abonnés au réseau électrique, en 1996, est de 4.010.554 dont : 3.982.399 pour la Basse Tension, 28.094 pour la Moyenne Tension et uniquement 61 pour la Haute Tension.

Durant l'année 1996, comme pendant l'année 1995, il est utile de rappeler qu'il n'y a pas eu de branchement nouveau pour la haute tension.

Quant à l'électrification rurale, l'année 1996 a vu la réalisation de 4.096 km, sur le programme initial de 6.700 km qui, par la suite, a été réajusté à la baisse avec un objectif de 5.000 km.

Ainsi, 38.852 branchements nouveaux ont été effectués en milieu rural, amenant le taux d'électrification du Pays à 96% à fin Décembre 1996.

Enfin, en ce qui concerne le gaz naturel, les prélèvements effectués par SONELGAZ sont en quasi stagnation : +0,6%.

Les consommations des centrales ont faiblement augmenté de 0,9% alors que les ventes aux clients ont légèrement baissé de 0,2%.

Il est intéressant de remarquer qu'en examinant la répartition, par client, des différentes consommations, on constate que, comme pour le réseau électrique, ce sont les consommations de la moyenne et basse pression (ménages) qui assurent la croissance avec des hausses, respectives de 5,5% et de 6,4%.

La consommation des gros clients industriels (haute pression) accuse une forte baisse de 7%.
Le nombre de branchements nouveaux, réalisés en 1996, est d'environ 50.300, contre environ 50.500, en 1995, soit une baisse d'environ 11%.

A fin décembre 1996, le nombre total d'abonnés au gaz est de 1.187.812 dont 1.185.597 pour la basse pression (ménages) ; 2.029 pour la moyenne pression et uniquement 186 pour la haute pression.

Conclusion :

1 - Les bonnes performances enregistrées par le secteur des hydrocarbures, dues en grande partie à une conjoncture internationale favorable, ne doivent pas occulter les difficultés persistantes rencontrées par le secteur de l'industrie pétrochimique dont la décroissance a atteint un niveau inquiétant de 12%, nécessitant une prise en charge, rapide et sérieuse, de ce secteur en vue de son redressement et/ou de son redéploiement,

2 - La diminution continue de la consommation nationale d'énergie, due pour l'essentiel à l'augmentation des prix des produits pétroliers et à la diminution de l'activité économique dans le pays, permet de constater que, dans la réalité, ce sont les ménages qui, par leur consommation, tirent légèrement à la hausse, et maintiennent en activité, le secteur de l'énergie électrique et celui de la distribution de gaz.

3 - Cette situation montre que toute nouvelle érosion importante du pouvoir d'achat des citoyens risque d'hypothéquer l'avenir de nombreux secteurs stratégiques de l'Economie Nationale; à cet effet, il serait utile que les prix des produits de large consommation, tels que le GPL-Butane , l'électricité basse tension , le gaz basse pression ..., fassent l'objet d'une attention particulière, compte tenu de leur impact sur le maintien d'une activité économique dans le pays.

Dans ce cadre, et à titre d'exemple, le système de facturation de SONELGAZ devrait être revu, d'une part, en supprimant la plage « heure de pointe », avec sa facturation maximum, tant que le citoyen ne dispose pas d'une source alternative d'énergie, et, d'autre part, en effectuant des relevés réguliers des consommations de gaz et d'électricité, (afin que les facturations se fassent aux tarifs correspondants aux périodes de consommation).

4- Le secteur des énergies nouvelles et renouvelables semble être dissimulé par les questions importantes de production et d'exportation des hydrocarbures et, de ce fait, ne retient pas suffisamment l'attention des pouvoirs publics.
Ce secteur est encore pratiquement au stade d'études et ne présente aucune réalisation ou perspective concrètes malgré les potentialités du pays.

Ces potentialités sont notamment celles relatives à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne dans les régions éloignées, comme ADRAR, et à l'énergie nucléaire.

4. EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

La production agricole correspondant à la campagne 1995/1996 a enregistré un taux de croissance en volume appréciable, de l'ordre de 21 %. Les conditions climatiques et pluviométriques ont été plus favorables et ont permis la valorisation des efforts déployés dans le secteur de l'agriculture.

La croissance en volume est positive pour les produits d'origine végétale (+43 %) et pour les produits de la pêche (+ 14 %). Elle est par contre négative (-1,2 %) pour la production animale, en raison notamment de la forte décroissance

de la production en volume des produits de la filière avicole - 62 % pour les viandes blanches et - 27 % pour les oeufs à consommer.

Evolution de la production végétale :

Il y a lieu de noter qu'en ce qui concerne les productions végétales, la croissance a été remarquable pour les céréales, pour les olives et pour les fourrages. Elle marque un tassement pour les cultures maraîchères, la viticulture et les agrumes et elle enregistre un fléchissement pour la phoéniciculture (dattes) et la culture de tomate industrielle.

Cultures	Productions (Tonnes)	Variations %
Céréales	4.600.000	+102
Légumes Secs	68.000	+ 64
Fourrages	1.260.000	+ 71
Maraîchage	3.146.000	- 1
Arboriculture	340.000	+ 3
Oléiculture	325.000	+ 4
Phoéniciculture	292.000	- 19
Tomate Industrielle (DCT)	62.500	- 26
Production Abricot (transformé)	18.000	
Tabac	3.900	

Evolution de la production animale :

Produits	Productions	Variations %
Lait collecté	140.000.000 (L)	
Viandes rouges	309.000 (T)	+ 3,5
Viandes blanches	934.000 (T)	- 62
Oeuf de consommation	1.705.000.000 (U)	- 27
Production de miel	2.500 (T)	+ 28

La production avicole a fortement régressé en raison :

- de la baisse plus prononcée de la demande des producteurs pour la mise en élevage,
- des difficultés d'accès aux crédits de financement,
- de l'augmentation des prix des facteurs de production.

Les productions enregistrées durant la campagne agricole 1995/1996 sont globalement en augmentation, mais elles laissent encore apparaître une marge de productivité importante qu'il s'agit de rattraper.

Cette marge est différenciée selon les années climatiques, il s'agit de mettre à profit les bonnes années en valorisant au maximum le potentiel disponible et assurer une production optimale en années moyennes ou défavorables.

Le secteur de l'agriculture a certes connu durant les deux dernières campagnes agricoles un regain d'activité mais il reste encore en bute à des difficultés structurelles.

Le bouleversement des structures foncières, provoqué par la réorganisation du secteur étatique et ses implications indirectes, n'a pas encore débouché sur de nouvelles structures stabilisées et nombre de blocages subsistent :

- processus d'individualisation de la propriété non encore entamé,
- les transactions foncières restent difficiles à opérer,

- absence de législation appropriée pour les ventes des terres et le système de location à bail.

Ce bouleversement inachevé des structures foncières va avoir une série de conséquences négatives sur les exploitations et leur mode de gestion.

A l'heure actuelle, on constate un sous-équipement important dans de très nombreuses exploitations agricoles collectives et individuelles. Les exploitations privées ont amélioré nettement leur dotation en moyens matériels.

Cette répartition très inégale du matériel dans une conjoncture rendant difficile la réalisation des investissements ne peut qu'avoir des incidences sur le mode de gestion de ces exploitations.

Cette situation est peu favorable à l'intensification de la production agricole; l'exploitation sous-équipée a tendance à adopter un système de production plus extensif fondé souvent sur la monoculture, réduisant ainsi les techniques culturales au strict minimum.

Au niveau du financement, il faut noter que le nombre d'exploitations et de bénéficiaires qui peuvent accéder au crédit, compte tenu de la solvabilité et des garanties exigées tend à diminuer très fortement.

La dégradation de la situation est plus accentuée pour le financement à moyen et long terme.
L'endettement des exploitations agricoles est aujourd'hui très lourd sous le double effet de la prise en charge du patrimoine transféré et des crédits non remboursés depuis leur installation, ainsi que des taux d'intérêt élevés.

En plus des difficultés structurelles, le secteur de l'agriculture connaît des contraintes naturelles du fait que 24% des superficies bénéficient de plus de 450 mm de pluie alors que 56% reçoivent moins de 450 mm.

Certaines cultures (céréales) sont développées au delà des limites agropédologiques et climatiques favorables; ainsi 2,6 millions d'hectares, soit 34% des terres cultivables, se situent dans les zones où la pluviométrie est inférieure à 400 mm (agriculture présentant des risques élevés).

Préparation de la campagne labours semailles 1996/1997 :

La campagne a été caractérisée du début septembre 1996 à fin janvier 1997 par un déficit pluviométrique important, au niveau de toutes les wilayate ; le déficit a été beaucoup plus prononcé au début de la campagne retardant sérieusement les travaux de mise en place des cultures.

Les pluies enregistrées ont été concentrées sur de courtes périodes: plus de 50% des précipitations sont tombées durant les mois de décembre et janvier ne favorisant pas ainsi le développement des cultures. Si cette situation climatique persiste, la production sera sérieusement affectée.

Les superficies emblavées en céréales s'élèvent à 3.445.000 ha, dépassant la moyenne des réalisations des vingt (20) dernières années qui est de 3.200.000 ha. Les blés occupent 2.196.000 soit 63% de la superficie céréalière.

Une superficie de 101.500 ha a été réalisée pour la production de semences enregistrant une hausse de 21% par rapport à la campagne 95/96; le volume global des semences livrées au titre de cette campagne s'élève à 1.252.000 qx soit 50% des quantités mobilisées. La forte diminution des enlèvements de semence observée au cours de ces dernières campagnes s'explique par la forte rétention des céréales lors des récoltes (auto-approvisionnement).

En matière de fertilisation, la demande des agriculteurs a été contrariée par les perturbations dans les approvisionnements en engrais de fond (T.S.P); l'application de la fertilisation a porté sur une superficie de 84.000ha soit 3% de la superficie emblavée ce qui marque la tendance toujours à la baisse dans la consommation des engrais.

L'opération de préfinancement qui vise l'encouragement à l'emploi des intrants (semences sélectionnées, engrais et désherbants) a touché plus de 25.000 agriculteurs. La première évaluation de cette opération fait état d'un montant de l'ordre de 2 milliards de DA.

Secteur des forêts :

Les activités du secteur des forêts, pour le deuxième semestre 1996 ont porté principalement sur la poursuite des grands travaux initiés depuis 1994, à savoir l'exploitation des produits forestiers et alfatiers, la mise en place des équipements et la protection de la nature en général.
Ces activités se sont traduites par un volume de plantations de 23.720 ha en première phase et 7.500 ha en deuxième phase; il est à noter que le volume de plantations en seconde phase reste modeste par rapport aux volumes habituellement réalisés et ce, suite à la sécheresse qui sévit actuellement à travers le pays.

Les autres travaux ont consisté en la réalisation de 1.155 ha de plantations fruitières rustiques, 22.800 ha en travaux sylvicoles et 770 ha d'assainissement forestier.

Concernant les infrastructures, les réalisations du second semestre sont de 227 km en ouverture de pistes, 227 km en aménagement de pistes et le fonçage de 5 points d'eau.

La concrétisation de ce programme, a nécessité une enveloppe financière de 1,7 milliards DA.

Par ailleurs, l'exploitation des produits a permis une récolte exceptionnelle de liège; malgré la conjoncture défavorable on enregistre une quantité de 100.949 quintaux.

L'exploitation de bois, toutes catégories confondues, a permis la mobilisation de 114.500 m3.

En ce qui concerne l'alfa il a été récolté 6.830 tonnes. Tous les travaux ont permis la création d'environ 8.000 emplois au titre de ce second semestre.

Secteur des pêches :

Comme expliqué au premier semestre, ce secteur est engagé dans une phase d'organisation et de formation dans le but de lui permettre d'évoluer d'un niveau artisanal à un niveau industriel. Il y a lieu de noter que la mise en œuvre des différents programmes a permis à ce secteur d'enregistrer au 31 décembre 1996 une production de 115.000 tonnes (pèche côtière) en progression de 9,5% par rapport à l'année 1995, avec une flottille de 2.158 unités et un effectif de 27.535 marins.

Conclusion

La production céréalière record de la campagne 1995/1996 qui a atteint 46 millions de quintaux qui correspond au double de la production moyenne des vingt dernières années, montre bien l'importance des réserves de productivité qui restent à mobiliser dans le secteur agricole.
Il s'agit d'améliorer la performance de l'agriculture dans son ensemble, et la diminution de sa fragilité structurelle par :

- une meilleure mobilisation de l'eau destinée à l'irrigation,
- une politique d'amélioration des rendements moyens de 12,79/ha en relation avec une politique de recherche agronomique appropriée,
- une couverture des besoins en semences céréalières performantes et adaptées à notre climatologie,
- un préfinancement approprié des intrants agricoles (fertilisants),
- une amélioration de la maintenance du parc machines dont l'indisponibilité effective a été régulièrement signalée depuis plusieurs années malgré l'importance de l'équipement,
- une plus grande efficacité de la chaîne collecte-transport- stockage qui enregistre des taux de - perte élevés par rapport aux normes admises,
- le rééchelonnement de la dette des agriculteurs,

- la relance de l'investissement agricole,
- l'encadrement humain et financier des exploitations,
- l'encouragement d'une politique d'appui à la mise en élevage dans l'aviculture qui accuse un forte chute pour la deuxième année consécutive.

5. ACTIVITE DES SECTEURS DU BTPH ET DES TRANSPORTS

5.1- SECTEUR DU BATIMENT

La présente évaluation du deuxième semestre 1996 et de l'année 1996 sera principalement axée sur les volets suivants :

- livraison de logements,
- lancement de nouveaux programmes de logement, financement,
- approvisionnement en matériaux de construction,
- déploiement des entreprises.

Le traitement des informations disponibles fait ressortir pour 1996, en matière de livraisons de logements et de lancement de nouveaux programmes, des résultats nettement inférieurs comparés à ceux obtenus en 1995, année au cours de laquelle on avait enregistré une croissance de 4,5%.

Malgré ces résultats relativement modestes, il y a lieu de noter avec satisfaction les actions entreprises ou mises en œuvre en 1996, qui constituent de notre point de vue, autant d'atouts indispensables pour un encadrement plus efficient de l'acte de bâtir et par la même de renforcer la rentabilité des moyens de réalisation dans le prolongement des mesures initiées en 1995 qui a connu un effort vigoureux notamment dans le domaine du lancement de nouveaux projets.

Les mesures prises devraient permettre dans un proche avenir, une relance effective du secteur.
Parmi celles-ci, nous notons plus particulièrement :

- une plus grande couverture du territoire national en instruments d'urbanisme,
- une dynamisation du rythme d'achèvement des programmes de logements ,
- une tendance plus accentuée (déjà amorcée en 1995) de l'augmentation de l'offre de logements promotionnels,
- une poursuite des programmes spéciaux notamment au profit des wilayates du Sud,
- une meilleure maîtrise dans le lancement et le suivi des aides accordées à l'auto-construction rurale.

Ces mesures dont la mise en œuvre devra être soutenue ne pourront apporter leur plein effet qu'à condition de la levée de la contrainte majeure du financement.

Par nature de construction, on enregistre les résultats suivants :
79.762 logements urbains livrés en 1996, dont 49.478 pour le 2ème semestre,
32.523 octrois d'aides à la construction de l'habitat rural, dont 15.148 pour le 2ème semestre,
20.000 logements sous forme d'auto-construction dont 9.681 pour le 2ème semestre.

Au total, pour l'année 1996, 132.285 logements ont été livrés. On rappellera qu'en 1995, 166.957 logements ont été livrés, selon les données du secteur. Il faudrait cependant préciser que l'évaluation des réalisations en auto-construction reste problématique dans la mesure où elle repose sur la comptabilité des permis de construire compte tenu d'un délai moyen de réalisation.

La comparaison des réalisations en auto-construction entre les années 1995 (35.435) et 1996 (20.000) fait apparaître des différences d'estimation dont on ne sait si elles sont le fait du système d'évaluation en place ou le fait d'une chute effective de ces réalisations compte tenu de la conjoncture.

L'observatoire de l'habitat devrait aider à mieux encadrer l'information statistique du secteur.

Cette diminution, malgré une contribution de plus en plus grande du secteur privé, trouve son explication en partie dans :
- le manque de moyens financiers qui n'a pas permis aux maîtres d'ouvrages de payer en temps opportun les créances des entreprises de réalisation,
- la situation précaire (aux plans financier, organique et social) de la majorité des entreprises publiques, chargées de réaliser les programmes de logements.

Le secteur privé joue un rôle important dans les réalisations de logements du fait principalement de la mise en œuvre de certains dispositifs tels que l'ouverture à la concurrence et la libéralisation du coût de la réalisation.

En 1995, le secteur privé, a livré 54% des logements réalisés et en 1996 sa participation a dépassé 77% de l'ensemble des logements livrés.

Le secteur public a réalisé plus de logements promotionnels: il a livré 8.670 logements et le secteur privé 1.954 logements.

Le lancement des programmes nouveaux pour l'année 1996 a connu une régression par rapport à 1995 à cause des contraintes de financement.

C'est ainsi qu'en 1996, il a été lancé un programme de 92.187 logements; on rappellera qu'en 1995, tous programmes confondus, 225.809 logements ont été mis en chantier.
Dans le domaine du financement, il a été constaté :

- pour la réalisation du logement social, la consommation a atteint 59,8 milliards de DA à fin décembre 1996 sur une prévision de 44,6 milliards,
- pour la réalisation de l'habitat rural et du logement évolutif les pouvoirs publics ont consenti sur concours définitif un montant de 11,8 milliards répartis comme suit :
  3,4 milliards pour l'habitat rural,

8 milliards pour l'aide à la construction,
0,4 milliards d'aides aux sinistrés.

En matière d'approvisionnement en matériaux de construction de base en 1996, le marché a été régulièrement fourni sans enregistrer de tensions particulières comme pour les années précédentes.

Les consommations effectuées des matériaux de construction pour l'année ont été les suivantes :

- ciments : 9.000.000 tonnes de ciments, soit une augmentation de 26,6% par rapport à la consommation de 1995,
- ronds à béton : plus de 378.000 tonnes d'acier tous diamètres confondus.
- bois : plus de 141.000 m^3 utilisé.

Les niveaux des stocks pour les matériaux de base détenus par les entreprises publiques à fin décembre 1996 correspondants à plus de 3 mois de consommation pour les bois, près d'un mois pour le rond à béton et seulement 13 jours pour le ciment gris.

En matière de redéploiement des entreprises publiques sous tutelle du Ministère de l'Habitat, durant l'année 1996, il a été noté :

- le passage à l'autonomie de six entreprises de l'habitat,
- la dissolution de 66 EPL relevant du secteur.

5.2- SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET HYDRAULIQUES

Le secteur des travaux publics et hydrauliques conserve une place prépondérante dans les programmes publics d'équipement et les réalisations du secteur sont tributaires des contraintes de financement.

Le niveau des créances détenues par les entreprises de travaux publics sur l'Etat et les collectivités locales reste important avec un volume de 15 milliards de DA représentant environ 9 mois de chiffre d'affaires.
En dépit de ces contraintes qui restent particulièrement lourdes, la conjoncture du secteur des travaux publics et hydrauliques est marquée par une reprise des chantiers de grands travaux (notamment des barrages). D'autre part, le secteur accuse des niveaux de réalisation en progression par rapport à l'année 1995.

Les principaux agrégats du secteur donnent les évolutions suivantes:
- une croissance de 21% par rapport à 1995 de la consommation des crédits de paiements inscrits
- une croissance de 12% de la valeur ajoutée et de 14% du chiffre d'affaires pour les moyens de réalisation du secteur.
- une baisse de 4 % des effectifs du secteur sous l'effet des mesures de restructuration engagées.

En termes de réalisations physiques, les résultats communiqués donnent pour quelques domaines d'activité (en l'absence d'un indicateur synthétique) :
- une croissance de 3,12% par rapport à 1995 dans le domaine de l'hydraulique (alimentation en eau potable); le taux de raccordement est passé de 79% en 1995 à 82% en 1996,
- une progression de 35% pour les réseaux d'assainissement,
- une progression de 9% en ce qui concerne les réalisations des routes , à laquelle il convient d'ajouter la livraison de 51 ouvrages d'art, la réhabilitation de 49 et les travaux d'entretien des ports,
- la relance effective de plusieurs projets de barrages qui étaient précédemment à l'arrêt comme en témoigne l'accroissement des consommations de crédits qui a progressé de près de 30% par rapport à l'année 1995.

Le secteur de l'équipement est en mesure de jouer un rôle accru, par le biais de grands travaux, dans la relance de l'économie nationale. Outre la création d'emplois, les effets d'entraînement sur la croissance sont importants d'autant que la demande intermédiaire induite peut être prise en charge dans une

proportion appréciable par la production (mines et carrières, sous produits de l'industrie pétrochimiques, ...) et les capacités nationales d'ingénierie.

L'accroissement des besoins que ce soit dans le domaine de l'hydraulique, des transports, des aménagements infrastructurels (ports, aéroports...) et l'imposant programme d'équipement public devront constituer les bases d'un redéploiement de l'activité du secteur.

La prise en charge du problème du financement devrait conduire à rechercher d'autres formes de participation des entreprises publiques, privées ou étrangères.

5.3- ACTIVITE DES TRANSPORTS

Le secteur des transports a enregistré au cours du second semestre 1996 les résultats suivants :

- pour le transport international des voyageurs qui se répartit en 54,8% pour l'aérien (assuré à 77,6% par Air Algérie), 17,8% pour le maritime et 27,4% pour le terrestre on relève un accroissement global de l'activité de 9,6% par rapport à la même période de 1995 se répartissant en +8,8% pour le transport aérien, +56,7% pour le transport maritime et +1% pour le transport terrestre.

Par rapport aux résultats du premier semestre les évolutions suivantes ont été enregistrées : +21% pour le transport aérien, +147% pour le transport maritime et +5,3% pour le transport terrestre.

- pour le transport national des voyageurs, on enregistre pour l'aérien une régression de 9,28% par rapport au second semestre 1995 (essentiellement due à l'affectation des équipements disponibles au transport international), une augmentation de 6,29% pour le ferroviaire (essentiellement pour le trafic de banlieue) et une croissance soutenue pour le transport terrestre assuré surtout par le secteur privé qui représente actuellement 76,8% des capacités offertes.

- pour le transport international de marchandises, les résultats enregistrés donnent :

* pour le transport maritime une stabilisation par rapport au second semestre 1995 (+0,23%),
* un accroissement 3,87% pour le transport des hydrocarbures,
* une régression de 16,3% pour les marchandises générales malgré un accroissement de 27,26% du taux de conteneurisation,
* une régression de 23,44% du transport aérien.

- pour le transport national de marchandises, le transport ferroviaire enregistre une augmentation de 4,64%par rapport au second semestre de 1995 (contre une régression de 3,12% au premier semestre), le transport routier un accroissement sensible de 15,4% du parc (qui se répartit en 21% pour le secteur public, et 79% pour le secteur privé), et le frêt aérien une régression de 41,36%.

Par ailleurs, une baisse des effectifs de l'ordre de 5,62% par rapport au second semestre 1995, soit 2.870 postes de travail (répartis en 1,2% pour l'aérien et l'aéroportuaire, 13,06% pour le maritime et 5,6% pour le terrestre) est enregistrée pour le secteur public.

Pour le secteur privé, le développement du parc roulant a permis la création de 23.572 emplois durant la période. Mais il demeure que ces postes de travail ont un caractère précaire et aléatoire.
En ce qui concerne les investissements, on peut noter un accroissement des crédits alloués qui sont de 9,5 milliards de DA en 1996 contre 8 milliards en 1995, consommés à raison de 95% contre 92,5% en 1995. Pour l'année 1996, les accroissements des crédits de paiement s'élèvent à 14% pour le transport ferroviaire, 6% pour le métro, et 33,1% pour l'aéroportuaire.

Nonobstant les résultats positifs que connaît le secteur des transports, les contraintes déjà enregistrées au cours des semestres précédents demeurant

d'actualité celles-ci ont eu pour effet de réduire l'impact des actions entreprises et de gêner l'avancement des grands projets d'investissements engagés.

L'insuffisance des crédits de paiement destinés au financement des infrastructures (du métro, de l'aérogare d'Alger et des Chemins de Fer) et les effets de la situation sécuritaire en sont l'illustration principale. A cela s'ajoute la hausse des immobilisations du parc public qui enregistre une régression de production de 26,3%, alors que le nombre de véhicules de transport connaît un accroissement de 27,4% passant de 23.406 véhicules au premier semestre à 29.816 au second semestre.

Force est de constater que malgré l'excédent budgétaire enregistré que l'on a annoncé cette année, ce secteur, qui devrait bénéficier d'un soutien particulier des pouvoirs publics, continue à accuser des retards en matière de réalisation de grands travaux qui contribueraient à la relance économique.

La reprise du programme de création de 3.700 kilomètres de nouvelles lignes ferroviaires constituerait une annonce non négligeable du développement du transport.

Durant ce second semestre, le secteur a privilégié la maintenance des équipements et infrastructures existants ainsi que l'élaboration et la finalisation de l'arsenal juridique nécessaire à la restructuration de l'activité et des entreprises de transport.

Ce dernier aspect déjà entamé gagnerait à être mené à son terme au plus vite.

Le vieillissement des parcs de transport et en particulier la flotte aérienne, nécessite des mesures urgentes et appropriées qui permettent sans aucun doute l'allégement des contraintes que connaissent nos entreprises nationales.

Sécurité routière

Les accidents de la circulation et leurs conséquences socio-économiques, constituent pour notre pays un véritable fléau qui ne cesse de s'aggraver d'une année à l'autre.
Il est enregistré annuellement 20.000 accidents, 4.000 morts et 27.000 blessés.

Ce fléau qui coûte cher à l'Etat et à la collectivité fait subir à l'économie de notre pays des dépenses et des pertes considérables. Ce coût n'est malheureusement pas déterminé avec précision.

6. EVOLUTION DE L'ACTIVITE COMMERCIALE

Au moment où, au plan du commerce extérieur, la balance commerciale enregistre un excédent de l'ordre de 4,3 millions de $ et ceci après que l'Algérie ait connu ces dernières années une balance commerciale déficitaire, le commerce intérieur a été marqué, quant à lui, par des perturbations résultant d'un approvisionnement irrégulier du marché en produits de large consommation (lait, sucre, huile) d'une part, et par la faiblesse de notre système de contrôle de qualité des produits à l'importation d'autre part.

6.1- COMMERCE INTERIEUR

Plusieurs perturbations ont été constatées sur le marché intérieur durant le second semestre 1996 et ont concerné des produits tels que le lait pasteurisé, le sucre, les huiles alimentaires et certains matériaux de construction, tels que les ronds à béton de petits diamètres.

Ces perturbations sont dues essentiellement aux difficultés de financement rencontrées par les entreprises publiques, autrefois investies dans le rôle de régulateur à travers le monopole administratif exercé sur certains segments de marché et ont entraîné une déstabilisation de l'approvisionnement du marché intérieur.

La première remarque d'importance qui s'impose dans ce volet est l'absence manifeste d'instruments de régulation pour les produits sensibles et de large consommation.

Pour les produits alimentaires de large consommation, le marché a été marqué, tout au long du second semestre 1996 par une insuffisance de l'offre, touchant successivement les laits, les huiles raffinées et le sucre cristallisé.

S'agissant du lait pasteurisé, la tension enregistrée s'est limitée à la région centre. Elle a été atténuée par des transferts de produits inter-offices et la disponibilité de laits instantanés en poudre.

Concernant le déficit en huile raffinée l'insuffisance a été comblée par des importateurs privés. Le renforcement des stocks en huiles brutes a permis, par ailleurs, à l'ENCG d'améliorer le niveau de l'offre en huiles alimentaires raffinées dès la fin du 2ème semestre 96.
Le sucre quant à lui a été pris en charge par des intervenants privés (dont le nombre est passé de 2 à plus de 20) qui contrôlent 80 % du marché.

Les principaux facteurs à l'origine de ces dérèglements du marché sont résumés comme suit:

- la situation financière fortement déstructurée des entreprises publiques traditionnellement chargées de la régulation, n'a pas permis la reconstitution par celles-ci des stocks,
- le relais censé être pris en charge par les importateurs privés n'a pas été effectif du fait de la démultiplication des intervenants dans ce secteur, eu égard, d'une part à leur faible présence dans les circuits de distribution et, d'autre part, à leurs faibles capacités de stockage et leur désir de rentabiliser rapidement leurs opérations commerciales,
- la réticence des importateurs privés à financer les stocks des produits concernés en raison de l'effet que cela peut avoir sur les prix de vente.

Cependant, il convient de signaler que le maintien de la stabilité durable du marché demeure conditionnée par les capacités de financement des entreprises publiques et par l'émergence de véritables professionnels de l'importation.

Dans cette optique, la définition de paramètres clairs pour les intervenants dans ces activités s'avère plus que nécessaire notamment en ce qui concerne le financement des importations et des stocks.

Pour les matériaux de construction de base et à l'exception de quelques perturbations localisées et inhérentes à la situation sécuritaire, le marché à été régulièrement approvisionné en ciments (gris et blanc).
S'agissant des bois, les quantités offertes dépassent largement la demande exprimée.

Pour ce qui est du rond à béton, des ruptures de stocks touchant les petits diamètres ont été relevées durant la période considérée. Ceci s'explique surtout par le fait que les nouveaux intervenants sur ces produits semblent méconnaître les besoins du marché en ce qui concerne les faibles diamètres et les normes de dosage dans ces produits.

Les stocks détenus par les entreprises publiques à fin décembre 96 correspondant à :

- plus de 3 mois de consommation pour les bois,
- près d'un mois pour le rond à béton,
- 13 jours pour le ciment gris.

Les ratios observés indiquent une baisse de la consommation de la quasi totalité des produits de base, amorcée depuis l'année 94, sous l'effet des réajustements successifs des prix.
A titre d'illustration, la consommation quotidienne nationale de semoule qui était de 5400 tonnes en 1994 est passée à 4400 tonnes en 1995 et à 4200 tonnes en 1996. La consommation nationale de farine de panification, qui avait connu

une hausse progressive au cours des années précédentes, a baissé de près de 6% en 1996 par rapport à 1995 passant ainsi de 5000 à 4700 tonnes/jour.

Cette évolution semble être l'expression d'une plus grande rationalité dans le comportement de consommation des ménages (moins de gaspillage) mais surtout résulte de la dégradation continue du pouvoir d'achat sous l'effet des hausses successives de prix.

Les pratiques commerciales qui se sont développées notamment à la faveur de la libéralisation du commerce extérieur sont à l'origine de nombreux préjudices économiques et sociaux: évasion et fraude fiscales, produits impropres à la consommation, services non conformes, ...

37.520 procès-verbaux d'infractions aux pratiques commerciales ont été dressés, durant l'exercice 1996 qui ont particulièrement concerné le défaut de publicité des prix et le défaut de facturation. Le montant des produits saisis pour infraction à la réglementation commerciale, s'élève à 306 milliards de dinars (produits alimentaires, matériaux de construction, matériel électronique et équipements informatiques).

6.2- COMMERCE EXTERIEUR

6.2.1- Tendances générales:

Les résultats globaux du commerce extérieur de l'Algérie se présentent comme suit (en millions dinars).

DESIGNATION	2éme Semestre 95		2éme Semestre 96		EVOL (USD)%
	DA	USD	DA	USD	
Importations	264.232	5.203	244.918	4.490	-13,70
Exportations	258.128	5.084	388.013	7.113,3	39,92
Balance commerciale	-6.104	-119	143.095	2623,3	
Taux de couverture %	97,71		158,42		

Un excédent de la balance commerciale a été enregistré pour l'année 1996 et a atteint près de 4,3 Milliards de $. Ce résultat est notamment lié à une hausse du prix du baril et à une baisse de près de 1,7 milliards de $ dans les importations.

Cette évolution des échanges extérieurs dégage un taux de couverture des importations par les exportations de 147 % contre seulement 95,2 % durant l'année 1995.

DESIGNATION	19 95		19 96		EVOL (USD)%
	DA	USD	DA	USD	
Importations	513 193	10 761	498 325	9 098	-15,45
Exportations	488 270	10 240	732 517	13 375	30,62
Balance commerciale	-24 923	-521	234 192	4 277	
Taux couverture %	95,16		147,01		

6.2.2- Structure des échanges:
Les importations:

- **Evolution des importations par groupes de produits (millions)**

Groupe de produits	2éme Semestre 95			2éme Semestre 96			Evol (USD)%
	DA	USD	st%	DA	USD	st%	
Biens de cons.alim	67 340	1326	25,49	67 475	1 237	27,55	-6,71
Biens dest. L'outil de Production	79 122	1558	29,94	70 094	1 285	28,62	-17,52
biens d'équipement	78 310	1542	29,64	72 057	1 321	29,42	-14,33
biens de cons non alim	39 460	777	14,93	35 292	647	14,41	-16,73
Total général	264 232	5203	100,0	244 918	4 490	100,00	-13,70

Le groupe de **biens d'équipement (industries et agricoles**) enregistre un fléchissement de 14,33%.

Ce groupe est placé au premier rang avec 3,063 Milliards de $, représentant 37% du volume global des importations.
Quant au groupe de **produits alimentaires** qui est le second poste important, représente 28,6% du volume global avec un montant de 2,601 Milliards de $.
La diminution des importations de ce groupe de produits a touché les céréales, farines et semoules (- 45,7%), les sucres (-22,3%), les laits et produits laitiers (-19,5) et les viandes (-27,4%).
Il continue à représenter une part assez importante des importations (27,55%) au 2éme semestre 1996 avec un total de 1.237 Millions de $ par rapport au 2éme semestre 1995 où il a totalisé 1,326 Millions de $ soit 25,49%.
Concernant le groupe de **produits destinés au fonctionnement de l'appareil de production** (matière première et demi-produit), il a atteint 26,3% des importations globales avec un montant de 2,396 Milliards en 1996.

Enfin, le groupe des **biens de consommation non-alimentaires** (médicaments, pièces de rechanges,...) ont atteint un montant de 647 Millions de $, soit 14,41% par rapport au 2éme semestre 1995 où il en représentait 14,93% avec un total de 777 Millions de $.

*** Evolution des importations par groupes d'utilisation**

Groupe d'utilisation	2éme Semestre 95			2éme Semestre 96			Evol (USD) %
	DA	USD	st%	DA	USD	st%	
Alimentation	67 340	1326	25,49	67 475	1 237	27,55	-6,71
énergie et lubrifiants	3 606	71	1,36	3 491	64	1,43	-9,86
produits bruts	18 892	372	7,15	14 455	265	5,90	-28,76
demi produits	56 625	1115	21,43	52 148	956	21,29	-14,26
biens d'équip.agrico	914	18	0,35	436	8	0,18	-55,56
biens d'équip industri	77 396	1524	29,29	71 621	1 313	29,24	-13,85
Biens de consomm	39 460	777	14,93	35 292	647	14,41	-16,73
Total général	264 232	5203	100,00	244 918	4 490	100,00	-13,70

La répartition des importations par groupes d'utilisation montre une baisse observée par les lubrifiants, les produits bruts et les demi-produits, durant ce 2éme semestre 1996 par rapport à la même période de 1995, soit respectivement de 9,86%, 28,76% et 14,26%.

Les exportations:

Les exportations du second semestre 96 ont avoisiné les 7,3 Milliards de $ soit environ 55% du total annuel. Celles des hydrocarbures sont approximativement de 6,8 Milliards de $, cela est du à la hausse des cours du pétrole et l'augmentation du volume des exportations.

La structure des biens exportés prédomine par les hydrocarbures avec un taux de 93,11% du volume global exporté durant ce semestre. Elles ont atteint le montant de 6.623 Millions de $ soit une augmentation de 37,66% par rapport au 2éme semestre de l'année 1995.

Les autres exportations n'ont représenté que 6,89% du total montant de 7113,3 Millions de $ au 2éme semestre 1996 par rapport à 5,37% du total montant de 273 Millions de $ au 2éme semestre 1995

La structure des exportations pour les produits a enregistré une hausse de 28,4% atteignant ainsi un niveau de recettes de 12,494 Milliards de $, qui représente 93,4% des exportations totales.

Concernant les exportations hors hydrocarbures, une hausse de 74 % qui représentent 6,6 % de nos exportations totales, soit une valeur de 881 millions de $.
Les principaux produits hors hydrocarbures exportés sont :

- produits bruts: phosphate de calcium qui représente 46,5% et les fer, fonte et acier, demi-produits,
- produits alimentaires composés essentiellement des dattes fraîches et sèches (avec 47,73%), - les tomates préparées ou conservées (16%), les vins (9,85%) et les pâtes alimentaires (9,10%),
- biens de consommation non alimentaires: constitués de baignoires, douches (34,75%) et des couvertures avec 15,25%.

6.2.3- Evolution commerciale par régions économiques:

La structure géographique de nos échanges demeure toujours inchangée et reste centrée sur nos partenaires traditionnels de l'OCDE, Union Européenne, USA, Japon etc..
La France demeure le premier fournisseur de l'Algérie avec plus de 24,52% de nos importations soit un niveau à peu près identique à celui de l'année 1995.

Il est à noter que les principaux fournisseurs de l'Algérie sont toujours la France, Espagne, USA, Italie, Allemagne alors que les clients sont fondamentalement l'Italie, les USA, la France, les Pays-Bas, l'Espagne.

Avec les USA, les importations ont été de 10,53% alors que les exportations vers ce pays se sont stabilisées à 14,69% par rapport à 1995.

Les importations de l'Union Européenne ont représenté 62,36% avec un montant de 2.800 Millions de $ durant le 2éme semestre 1996 à 58,87% au 2éme semestre 1995, accusant ainsi une baisse de 8,59%.

Ainsi, la structure de nos échanges internationaux demeure fondamentalement inchangée et centrée sur les pays de l'OCDE, ce qui dénote l'inefficacité du système actuel d'orientation et de diversification de nos opérations commerciales avec l'étranger.

De plus cette orientation de notre commerce extérieur doit favoriser normalement la réduction du déficit structurel avec ces pays.
Ceci requiert une réaction énergique de toutes les institutions et organismes chargés du commerce extérieur.

Il convient de remarquer également que les échanges avec les pays de l'UMA ont accusé encore au cours de ce semestre une régression (baisse de 0,1% soit 41 millions $ par rapport au 2éme semestre 1995) et méritent d'être signalés eu égard à l'importance des enjeux de ce marché régional.

Importations:

Régions économiques	2éme semstre19 95		2éme semestre1996		EVOL (USD)%
	USD	Strc%	USD	Struc%	
U.E	3 063	58,87	2 800	62,36	-8,59
O.C.D.E	1 301	25,00	1 000	22,27	-23,14
Autres pays d'Europe	123	2,36	122	2,72	-22,14
Amérique du Sud	236	4,54	172	3,83	-2,17
Asie	286	5,50	258	5,75	-14,24
Pays arabes	65	1,25	57	1,27	0,75
Pays du Maghreb	101	1,94	41	0,91	-34,85
Pays d'Afrique	28	0,54	40	0,89	57,78
Total	5 203	100,00	4 490	100,00	-13,70

Exportations :

Régions économiques	2éme semstre19 95		2éme semestre1996		EVOL (USD)%
	USD	Struc%	USD	Struc%	
U.E	3 247	63,87	4 282	60,20	31,88
O.C.D.E	1 246	24,51	1 792	25,19	43,82
Autres pays d'Europe	181	3,56	480	6,75	-22,14
Amérique du Sud	155	3,05	368	5,17	-2,17
Asie	111	2,18	43	0,60	-14,24
Pays arabes	10	0,20	3	0,04	0,75
Pays du Maghreb	118	2,32	143	2,01	-34,85
Pays d'Afrique	16	0,31	2,30	0,03	57,78
Total	5 084	100,00	7 113,30	100,00	39,92

En conclusion, il est utile de relever les efforts développés en direction de l'encadrement de l'activité commerciale par nombre d'opérateurs. Ces efforts restent toutefois encore insuffisants au regard de l'importance prise par le secteur et de l'intensification des opérations du commerce extérieur.

Ainsi les recommandations suivantes, qui sont à un stade de mise en œuvre avancé, et dont l'importance reste primordiale méritent d'être rappelées:

- la nécessité d'une mise en place d'un système de normes permettant un contrôle efficace des importations,
- l'accélération de cahiers de charge définissant les obligations de tous les intervenants,
- la mise en place de structures d'encadrement et d'animation du secteur.

SECTEUR PRIVE

Le secteur privé qui assure une part importante du PIB et de l'emploi, reste mal encadré.

Au plan des investissements, au niveau de l'APSI ont été enregistrées 1 360 intentions de projets d'investissement pour l'année 1996, pour un montant de 138 milliards de DA et par la création de 128.000 emplois.

Actuellement des signes encourageants de développement du secteur apparaissent dans :
- le mouvement de privatisation tendant à autoriser le secteur privé à assurer des activités qui jusqu'ici lui étaient fermées y compris dans le commerce extérieur et les hydrocarbures,
- la simplification des procédures pour la création d'activités privées et l'instauration d'un guichet unique,
- l'émergence progressive d'un comportement d'appui au secteur privé se substituant au contrôle bureaucratique.

Aussi et de façon opérationnelle, s'il est nécessaire de consolider le secteur privé, en Algérie, il importe de poursuivre, en liaison avec le programme de réformes économiques initié par le Gouvernement, les actions tendant à :

- aider l'ensemble des opérateurs à mieux connaître les conditions de développement de l'activité privée,
- encourager l'investissement productif et les promoteurs financiers,
- favoriser la création de micro et petites entreprises modernes, ainsi que l'expansion de celles qui existent,

Si le secteur privé sait se montrer relativement efficace dans ses réponses aux besoins immédiats du marché, il semble connaître des insuffisances dans sa gestion qui ne sont pas sans conséquences sur les prix.

Aussi l'initiative privée, dans ce cadre, doit être orientée pour mieux s'investir dans des actions beaucoup plus structurantes qu'elles ne l'ont été jusqu'ici.

L'émergence d'un secteur privé porteur de croissance nécessite une stratégie et un appui financier conséquent et adapté.

Pour ce faire, il s'agit de :
- rendre plus favorable le climat des affaires au profit du secteur privé productif et non spéculatif,
- créer des structures adaptées pour financer le secteur productif privé .

Il convient également d'encourager un ferme processus de conversion de la gestion des banques vers l'économie de marché en développant les institutions, les mécanismes, les instruments et les marchés financiers. La modernisation et l'ouverture à la concurrence du système bancaire est l'une des conditions de la création d'un climat favorable aux affaires.

La relance des grands programmes d'investissements publics peut également favoriser le développement des PMI/PME en tant qu'apport de capacités internes de réalisation.

C'est dire, aussi, que la dynamique du secteur privé ne peut résulter des seules mesures incitatives sur les plans financiers économiques et institutionnels. Elle suppose, aussi, des actions plus spécifiques d'appui et d'encouragement vers les activités non commerciales telles que : l'habitat, le développement des infrastructures économiques ferroviaires et de transport, l'aménagement et l'exploitation de périmètres agricoles dans les hauts plateaux et le Sahara, la réhabilitation et la poursuite des travaux du réseau de communication.

7. EVOLUTION DES PRIX

Une décélération sensible du rythme de l'inflation est observée en 1996 comparativement à 1995, soit 18,7% contre 29,8%. En rythme moyen mensuel, les prix ont augmenté de 1,26% en 1996 contre 1,82% en 1995.
En glissement annuel, les prix ont augmenté de 15,1% en 1996 contre 21,8% en 1995.

Cette évolution est due à plusieurs facteurs, dont :

- la stabilisation des taux de change,
- la relative stabilité des prix intérieurs ,
- la chute de la demande est aussi l'un des principaux facteurs responsables de la baisse des prix. L'évolution à la baisse des importations qui a touché l'ensemble des groupes de produits constitue un indicateur assez significatif d'une telle évolution. Cette évolution signifie en substance que la structure de consommation des ménages et partant, la demande se sont quelque peu stabilisées.

Ces résultats sont d'autant remarquables qu'ils interviennent dans le cadre d'une structure de prix déterminée pour l'essentiel par le marché. Le poids des produits réglementés est de moins en moins important. Les prix de ces produits connaissent des ajustements périodiques qui ont quelquefois fortement influé sur le niveau général des prix.

Par groupe de produits, on peut noter une évolution assez différenciée. En variations annuelles, ce sont les services qui ont le plus augmenté durant l'année: 26,1% pour le logement et les charges, 23% pour le transport et les communications. Globalement les services ont augmenté de 24,8% sur l'année. Signalons au passage l'impact des prix et tarifs réglementés même si ces groupes de produits n'occupent pas une place prépondérante dans la structure de consommation des ménages. La variation des prix des produits réglementés a été de 31,2% en un an.

Les prix des produits alimentaires ont baissé de façon assez remarquable durant le second semestre; à la fin du premier semestre les prix de ces produits affichaient une hausse de près de 30%. Sur 12 mois, la hausse n'est plus que de 19,9% soit un rythme légèrement supérieur à l'inflation. L'amélioration des disponibilités alimentaires notamment pour les produits frais, consécutivement à la bonne récolte agricole, a agi sur le niveau général des prix dans le sens de la baisse.

Les produits manufacturés n'ont augmenté que de 15,8% en moyenne annuelle (9,6% en glissement) ce qui signifie soit un recentrage des modèles de consommation des ménages notamment les détenteurs de bas revenus, soit une concurrence assez forte qui s'est installée dans ce groupe de produits que semble par ailleurs corroborer la baisse enregistrée au niveau des importations.

La structure des prix révèle d'autre part l'incidence faible des prix à l'import: la variation des prix des produits à fort contenu en importations n'a été que de 12,1% sur l'année.

8. MONNAIE ET FINANCES

C'est dans le cadre d'une reprise de la croissance mondiale et surtout du commerce (+6,%) et également du redressement de la parité du dollar, que l'économie algérienne a évolué au cours de l'année 1996.
Le PIB, au cours de l'année 1996 s'est accru en moyenne de 4%. La croissance annoncée au cours du 1er semestre 1996 était de 4,4%.

Il est à signaler que dans le cadre de l'EFF, l'objectif retenu pour l'augmentation du PIB est de 4,2%. Cette croissance reste tirée principalement par les hydrocarbures, l'agriculture et le BTP. Hors hydrocarbures, cette croissance du PIB est de 3% contre 3,6% prévus dans l'EFF.

Le PIB, hors hydrocarbures et agriculture n'augmenterait que de 1% en 1996 contre 1,5% en 1995. Ceci est dû à une chute importante de la production industrielle et aussi des importations.

Le cadre extérieur, notamment la remontée des cours du pétrole (21 $ en moyenne en 1996) et l'appréciation de la parité du dollar, ont contribué sensiblement à une amélioration des résultats macro-économiques.

Aussi, dans ce qui suit, on s'intéressera plus particulièrement aux :

- équilibres extérieurs,
- finances publiques,
- aspects monétaires et au crédit.

8.1- Les équilibres extérieurs :

La conjugaison de l'amélioration du prix du baril du pétrole, de l'augmentation des quantités exportées, du raffermissement de la parité du dollar par rapport aux autres monnaies et également la baisse de nos importations, a permis d'enregistrer un résultat commercial positif de 4,5 milliards de $US.

La balance commerciale :

Les exportations au cours du 2ème semestre 1996 ont atteint 7,3 milliards de $ soit 55% du montant global de l'année qui est de 13,518 milliards de $.
Les hydrocarbures, pour un montant de 6,8 milliards de $ représentent 93% du montant global du semestre. Dans ce résultat, sont également inclus les droits d'entrée à la production des partenaires de Sonatrach.

Pour l'année 1996, les exportations des hydrocarbures représentent 12,6 milliards $. L'augmentation de 2,9 milliards de $ par rapport à 1995 est due à raison de 7,5% à l'augmentation du volume et 21% à l'augmentation des prix..

Les exportations hors hydrocarbures représentent 880 millions de $ soit une augmentation de 62% environ par rapport à 1995. Ce montant correspondant à 6,5% du total de nos exportations.
Le total de nos exportations a augmenté de 29,49% par rapport à 1995.

Pour ce qui est **des importations de marchandises**, le montant total pour 1996 a été de 9,09 milliards de $. Pour le second semestre 1996, le montant est de 4,21 milliards contre 4,88 milliards de $ au 1er semestre 1996 soit une baisse de 13%. Pour toute l'année , la diminution a été de 15% par rapport à 1995.

La prévision a été de 10,6 milliards de $ pour 1996.

Les 9,09 milliards de $ sont répartis comme suit :

- biens alimentaires : 28,6%
- biens d'équipement : 33,2%
- semi-produits : 19,7%
- biens de consommation : 11,4%
- autres : 7,1%

Pour les biens d'équipements, il est à noter que pour 1995, la part a été de 27,3%. Ces importations concernent surtout les biens d'équipement destinés aux hydrocarbures. Ce poste a augmenté de 3% par rapport à 1995. Il pourrait s'agir beaucoup plus d'un effet prix.

Une analyse des engagements d'importation fait paraître une forte participation du secteur privé, ses engagements sont passés de 25,92% en 1995 à 37 ,11% en 1996.

Il est également important de souligner que les paiements en cash qui constituaient déjà une part importante (80,29%) en 1995 sont passées à 83,55% en 1996.

La part des importations par les privés avec paiements en cash a évolué de 31,06% en 1995 à 43,64% en 1996.

Enfin, signalons que pour 1996, il est enregistré un excédent de la balance commerciale de 3,690 milliards de $.

Au 1er semestre, rappelons que l'excédent a été de 1,3 milliards de $. L'excédent au 2ème semestre 96 a été de 2,39 milliards de $. La prévision a été de 1,77 milliards de $. Qu'en est-il des services non facteurs ?

La balance des paiements :

Pour étudier la balance des paiements nous nous intéresserons aux :

- services non facteurs,
- revenus du capital,
- transferts nets.

Les services non facteurs :

L'évolution de ce poste par semestre n'est pas très significative; aussi prendrions-nous toute l'année 1996.
La balance nette de ce poste est passée de - 1,320 milliards de $ en 1995 à -1,4 milliards de $ en 1996, soit une évolution de -6%. Ce poste n'a pas été détaillé dans les documents en notre possession. Il serait souhaitable d'en avoir plus de détails compte tenu du montant non négligeable enregistré chaque année.

Concernant les **revenus du capital**, l'évolution est de -2,170 milliards $ à -2,489 milliards de $ à fin 96. La prévision était de -2,165 milliards $, soit une légère aggravation de - 0,324 Milliards $.

Pour les **transferts nets**, ils ont évolué de 1,120 milliards de $ en 1995 à 850 millions de $ en 1996.

Ces évolutions ont permis au **solde de compte courant** de passer d'un solde négatif en 1995 de -2,310 milliards de $ à un solde positif de 1,419 milliards de dollars à fin 96.

Le **solde de la balance des paiements** passe de -1,370 milliards $ à +1,480 milliards de $. Ce résultat est dû à l'entrée de capitaux au 3éme trimestre 96 au titre des droits d'entrée à la production des hydrocarbures et à des remboursements moins massifs des emprunts à long terme qui sont passés de 7,130 milliards de $ en 1995 à 5,220 milliards de $ en 96.

Le **solde compte capital** est passé de 940 millions de $ en 1995 à 61 millions de $ en 1996 ; c'est le résultat d'une faible mobilisation des lignes de crédit. Cette situation pourrait être interprétée positivement dans la mesure où elle n'aggrave pas le poids de la dette, mais elle pourrait également être perçue comme un manque de volonté d'investir.

Cette analyse permet de confirmer les résultats positifs déjà acquis au cours du 1er semestre 1996.
L'évolution passée en revue de la balance commerciale, de la balance des paiements et de celle du compte capital, montre que les réserves de change sont passées de 2,11 milliards de $ 1995 à 4,23 milliards de $ en 1996. Les réserves ont donc doublé. Ces réserves représentent une autonomie de 4,5 mois d'importations.

Ainsi le **service de la dette** passe avant rééchelonnement de 87,7% en 1995 à 53,5% en 1996 et après rééchelonnement il passe de 43,8% en 1995 à 29,1% en 1996. Dans le cadre de cette amélioration, signalons que, ramenés au PIB :

- les importations passent de 29,7% à 25%
- les exportations passent de 26,6% à 31,8%
- le solde compte courant passe de - 5,6% à + 3,2%

- les intérêts payés ramenés au total des exportations passent de 20,9% à 16,2%.

8.2- Les finances publiques :

Les recettes budgétaires

Pour un montant de 825 milliards de DA, elles marquent une croissance de 37,3% en 1996. Celle-ci a été de 32,1% au 1er semestre 1996.

Les recettes de la fiscalité pétrolière du 2ème semestre 1996 ont atteint un montant de 275,7 milliards de DA. Au total pour l'année 1996, le montant a été de 496 milliards de DA pour la fiscalité pétrolière ; celle-ci représente 60% des recettes totales contre 56% en 1995.

Les recettes de la fiscalité ordinaire sont en progrès de 24,6% sur toute l'année, alors que les recettes issues des produits des douanes restent stables. Parallèlement à la baisse des importations, ce poste aurait du connaître une baisse sensible si ce n'était le recours à la procédure de déclarations de valeur en douanes. L'augmentation des recettes de la fiscalité ordinaire est également le fruit de la lutte contre la fraude fiscale.

Cependant à ce niveau, trois résultats importants méritent d'être signalés :

- la prédominance de la fiscalité indirecte sur la fiscalité directe : doit-on y voir une meilleure répartition de la charge de la fiscalité, ou au contraire un appauvrissement des personnes et des sociétés ?
- l'impôt sur les sociétés (IBS) ne représente plus que 3 à 4% des recettes globales : cette situation est préoccupante. Elle peut signifier que l'activité des entreprises est en nette régression et que des PME seraient à l'arrêt total. . En tous les cas, il serait intéressant d'analyser en profondeur cette situation,
- la baisse de l'impôt sur les salaires : la part des prélèvements salariaux passe de 1,6% du PIB en 1995 à 1,3% en 1996. Ce résultat est le fruit de la modification de l'assiette. En effet la masse salariale qui représentait 27,2%

du PIB en 1995, ne représente plus que 24,2% du PIB en 1996. Ici aussi une analyse approfondie mérite d'être menée.

Les dépenses budgétaires ont évolué comme suit :

U = million de DA

Années/dépenses	1995	1996	Evolution en %
Dép. fonctionnement	444.425	550.590	23,88
Dép. équipement	144.660	174.010	20,28
Total	589.085	724.600	23,00

On remarquera que les dépenses de fonctionnement augmentent plus rapidement que les dépenses d'équipement, cependant ramenées au PIB, elles passent de 22,6% en 1995 à 22% en 1996.

Quant aux crédits d'équipements, ils évoluent moins rapidement. En plus certains secteurs tels que celui des transports et celui de l'habitat et des équipements ont eu à souffrir d'une insuffisance de crédits. Le résultat en est que l'on enregistre de nouveau un montant élevé des créances des entreprises sur l'Etat. Cette situation peut encore remettre en mauvaise situation financière des entreprises qui auront fourni plus d'efforts et plus réalisé avec les structures de l'Etat. On pourrait encore assister à une déstructuration financière de ces entreprises lesquelles ont acquis un savoir faire non négligeable.

Enfin, ramené au PIB, le budget d'équipement est passé de 10% en 1989 à 7% en 1996. La moyenne sur la période 1989-1994 a été de 7,8%. Une réflexion devra être engagée à ce sujet, surtout au vu des résultats dégagés par le Trésor. La relance des investissements d'infrastructures peuvent constituer une réponse à la relance de l'emploi.

Résultats des opérations du Trésor

Le solde du Trésor qui est passé de -28,2 milliards de dinars à fin 1995, puis à +34,2 milliards de dinars à fin juin 1996, a atteint 75 milliards de dinars à la fin de l'année 1996. Ce solde représente 3% du PIB. Ce résultat est à imputer en grande partie à l'évolution positive de la fiscalité pétrolière. Le solde hors fonds d'assainissement est de 100,54 milliards de dinars en 1996 contre 11,762 milliards de dinars à fin 1995. Le fonds d'assainissement est passé de 36,880 milliards de dinars à fin 1995 à 24,400 milliards de dinars à fin 1996.
Ainsi le solde global du Trésor ramené au PIB est passé de -1,4% à fin 1995 à +3% à fin 1996.

L'excédent dégagé par le Trésor a permis de poursuivre le désendettement de l'Etat vis à vis du secteur bancaire (Banque d'Algérie, Banques et CNEP) et l'assainissement financier des entreprises.

Ce désendettement a porté sur un montant de 75 milliards de dinars à fin Décembre 1996. La CNEP, dans ce cadre bénéficie de 20 milliards de dinars au 4ème trimestre 1996 (en plus de 20 milliards de DA qu'elle a reçus aux 3 premiers trimestres). Cet assainissement permettra de soutenir les programmes de logements de la CNEP et d'assainir les OPGI.

L'assainissement global de l'ordre de 186 milliards de dinars opérés par le Trésor (rachat des découverts) a permis de toucher un grand nombre d'entreprises (10 offices d'importation de produits alimentaires et des EPIC : SNTF et SONELGAZ) et surtout de désengager les banques à l'égard des entreprises pour éviter à celles-ci de retomber dans les découverts sans cesse grossissant par effet « boule de neige ». Les découverts accordés recouvrent en moyenne un mois de chiffre d'affaires. Ainsi les encours étant consolidés, les banques agiront mieux dans le cadre du respect des règles prudentielles et on devrait assister à un meilleur fonctionnement de notre économie.

Toutefois et à ce niveau une meilleure connaissance de la structure de la dette publique est souhaitable.

Enfin, l'épargne budgétaire qui a progressé de 75% de fin 1995 à fin 1996, représente 11% du PIB contre 8% à fin 1995.

Tous ces résultats contribueront au renforcement de la valeur du Dinar, et à une baisse importante de l'inflation et à un abaissement des taux d'intérêt au niveau du système bancaire.

Qu'en est-il de l'évolution de la monnaie et du crédit ?

8.3 - Monnaie et crédit :

Les agrégats monétaires :

La consolidation des avoirs extérieurs a permis de maintenir une croissance de la **masse monétaire** sensiblement supérieure à celle du 1er semestre 1996 (8%). Ainsi sur toute l'année 1996, cette croissance de la masse monétaire a été de 15% soit un taux inférieur à celui de l'inflation. Cependant, elle est supérieure à celle réalisée en 1995 et qui était de 10,5% avec une prévision arrêtée à 13%.

Le taux de la masse de la monnaie fiduciaire ramené à la masse monétaire M2 est resté le même à fin juin 1996 et à fin Décembre 1996 soit 0,31.

Les dépôts à vue ont connu une nette augmentation, ils sont passés de 2,9 milliards de dinars à fin 1995 à 12,1 milliards de dinars à fin 1996. On assiste ainsi à une stabilisation de la demande d'encaisse ce qui contribue à la maîtrise de l'inflation.

Dans ce cadre, la demande de refinancement des banques n'a augmenté que de 2% au 2ème semestre 1996 contre 22% au 1er semestre. Les banques ont eu moins recours au découvert au niveau de la Banque d'Algérie. Globalement ce découvert est passé de 45 milliards de dinars à fin 1995 à 5 milliards de dinars à fin 1996.
Il en est résulté un assouplissement d'un point du taux de réescompte passant de 14% à 13%. Egalement au niveau du marché monétaire le taux des

adjudications à la fin de l'année 1996, est stabilisé à 17% contre 19% à fin juin 1996 sur le marché interbancaire, les montants échangés ont atteint 61,2 milliards de dinars au 4ème trimestre 1996. Les taux d'intérêts sur les marchés monétaires ont reculé de 18,4% à fin 96, de ce fait les taux d'intérêts sur le marché interbancaire, ont varié de 18% à 20%.

Les avoirs extérieurs :

Nous enregistrons une amélioration sensible puisque son solde est passé de -1,760 milliard de dollars au 1er semestre 1996 à +0,34 milliard de dollars à fin de l'année 1996. Cette amélioration est due :

- à la bonne tenue du prix du pétrole, et surtout les prix atteints au 4ème trimestre 1996 soit 24,5 $/baril contre 19,6$ au 1er trimestre, 20,3$ au 2ème trimestre et 21,9$ au 3ème trimestre,
- il faut ajouter à cela les 524 millions de $ de financement (374 millions $ du FMI et 150 millions $ de la banque mondiale) dans le cadre du soutien à l'équilibre de la balance des paiements.
- Ainsi les réserves de change sont passées de 2,1 milliards de $ à fin 1995 à 2,9 milliards de $ à fin juin 1996 à 4,2 milliards de dollars à fin décembre 1996.
- Cette amélioration n'a pas manqué aussi d'avoir des effets positifs sur les opérations du Trésor.

Situation de l'endettement de notre pays :

Le rééchelonnement ne constitue pas un arrêt total à la mobilisation d'autres emprunts pour répondre aux besoins de l'économie. Il en résulte que la masse globale de la dette augmente. L'essentiel serait de maîtriser sa structure et d'éviter l'endettement à court et à moyen terme.

Ainsi le stock de la dette est passé de 26 milliards de dollars en 1994 à 31,6 milliards de dollars à fin 1995. Pour 1996, il serait de l'ordre de 32 milliards de dollars.

On constatera que cette augmentation reste modérée bien qu'il y ait de nouvelles mobilisations et qu'il faudrait prendre en considération les intérêts consolidés et les effets de la valorisation de la dette non exprimée en dollar. Toutefois, les intervenants sur le marché international ont souvent conclu leurs accords en paiements cash, ce qui au moins évite tous les risques de change.
On devrait ainsi assister à une baisse sensible du service de la dette.

Ainsi la durée moyenne de la dette qui était de 3 ans avant le rééchelonnement est passée actuellement à 7 ans.
Dans la composante, de cette dette, la part des institutions multilatérales (BIRD, FMI, BAD ...) est en augmentation.
Les crédits commerciaux, (crédits fournisseurs, crédits acheteurs,...) ne sont contractés que s'il y a une autorisation expresse de la Banque d'Algérie.

Crédits à l'économie :

L'assainissement du portefeuille des banques a permis un net ralentissement de l'expansion de crédits à l'économie. Cette expansion est passée de 21,2% au premier semestre à 12,6% au 2éme semestre. On notera également une stabilisation des crédits à l'Etat entre juin 96 et décembre 96, pour un montant 1.054 Milliards de DA.

Cette situation est le résultat de la reconstitution des avoirs extérieurs et également de la maîtrise de la croissance de la masse monétaire.

Liquidité de l'économie et taux de change :

La liquidité de l'économie (M2/PIB) est sensiblement la même au 1er et 2ème semestre 1996, soit environ 36 % contre 38,6% en 1995.
L'évolution positive des équilibres extérieurs a permis de ralentir l'évolution du Dinar, qui toutefois a connu une dépréciation moyenne de 12,6% sur toute l'année 1996. Cependant l'évolution par glissement de décembre 1995 à décembre 1996 n'est plus que de 5%. Sur le marché interbancaire de la devise

la parité de 1$ = 53,0029 DA en janvier 1996 est passé à 1$=56,1762 DA à fin 1996.

Concernant le taux de change, il s'est stabilisé à 56,1 Dinars pour 1 dollar US à fin décembre 1996. Il était de 55 DA pour 1 Dollar US à fin juin 1996.

La dépréciation ne serait que de 1,8 % contre 5,8 % au 1er semestre.

En conclusion, les conditions financières et monétaires sont redevenues favorables pour supporter une relance plus prononcée de notre économie. Celle-ci passe par une meilleure allocation des ressources ainsi que par l'accélération de l'investissement notamment en direction des PME.

9. EVOLUTION DES TENSIONS SOCIALES

Ainsi qu'il avait été constaté dans les précédents rapports, le suivi de l'évolution de la sphère sociale pose toujours quelques difficultés, dans la mesure où les données statistiques ne sont pas toujours disponibles ou, lorsqu'elles le sont, ne rendent compte que de façon globale de l'impact des évolutions économiques et des réformes structurelles.

Cette exigence de données plus adaptées à l'analyse de la conjoncture sociale est d'autant plus urgente que, d'une part d'importantes actions et des dispositions financières de grande ampleur ont été prises en vue de réduire l'impact social des mesures d'ajustement structurel et que d'autre part, le processus d'ajustement doit encore se poursuivre.

Pour ce faire, il serait hautement souhaitable de pouvoir disposer d'études et de données statistiques sur l'évolution de l'emploi, du pouvoir d'achat, et des conditions de vie de la population, mises en corrélation avec les mesures prises dans un certain nombre de domaines tels que la restructuration des entreprises publiques, la compression des effectifs, la réduction de la dépense publique et leurs effets en particulier sur la santé et l'éducation, la réduction et la suppression des subventions aux produits alimentaires et suppression du

contrôle des prix, la consommation et l'évolution des salaires réels et de la distribution des revenus, l'encadrement du crédit et ses effets sur la création d'emplois nets, la libéralisation du commerce extérieur à l'importation et à l'exportation, la privatisation...

On rappellera, ici, les remarques déjà faites dans le précédent rapport de conjoncture : « l'économie reste encore éloignée de son point d'équilibre si l'on doit prendre en compte les opérations de restructuration envisagées dans certaines branches d'activité économique ... » et que « l'investissement à grande échelle créateur d'emplois ne pourrait raisonnablement être envisagé en phase de restructuration économique ».

Ces préoccupations sont confortées par l'observation des programmes d'ajustement structurel menés par ailleurs dans le monde et qui ont eu des conséquences non seulement sur l'emploi mais plus largement sur le niveau de vie et les conditions d'éducation, de formation et de santé et de logement des populations. Le passage à une économie de marché, par la libre confrontation des différentes forces qui guident l'offre et la demande des biens et des services, que les mesures engagées ont pour but de préparer, doit pouvoir s'effectuer à des conditions de solidarité minimales indispensables à la cohésion de la Société.

L'important dispositif de protection sociale mis en œuvre dans notre pays tout en prenant en charge ces préoccupations gagnerait, dans cet esprit, à être élargi aux mesures d'accompagnement autres que celles de l'emploi en attachant une attention particulière à l'éducation, la santé et au niveau de vie des populations. Il conviendra donc de poursuivre et renforcer la protection sociale des catégories sociales fragilisées par le processus d'ajustement notamment celles qui sont touchées de plein fouet par les mesures citées ci-dessus et qui ont un effet sur l'emploi, les salaires et le niveau de vie.

C'est dire que, - dans un contexte difficile et dans lequel l'impact des mesures économiques sur le social n'est pas toujours bien cerné, faute de paramètres

statistiques et d'indicateurs sociaux adaptés - l'importance du dialogue sur le **climat social**.

C'est à cela que s'emploie l'action du Gouvernement avec les différents opérateurs concernés. Au cours de l'année 1996, le Gouvernement a privilégié la recherche de lignes de convergence entre les partenaires sociaux sur les dossiers prioritaires notamment par la réunion tripartite des 29 et 30 Août 1996. Les mesures convenues ont touché :

- la durée hebdomadaire du travail et les conditions de départ en retraite. Il sera souhaitable de suivre les effets de ces mesures sur l'emploi notamment celui des jeunes.

- le doublement de la prime de scolarité et le relèvement des allocations familiales à 600 DA pour les salaires bruts égaux ou inférieurs à 15.000 DA/ mois.

- l'abattement exceptionnel de l'IRG pour les salariés célibataires ou mariés sans enfants dont le salaire est égal ou inférieur à 15.000 DA/ mois

Il a été enregistré, au cours du 2ème semestre 1996 une sensible amélioration du climat social, notamment au niveau du nombre de grèves. Elles ont été de 163 contre 278 au 1er semestre. Soit une baisse de 44%. Le nombre total de journées de travail perdus est proche de celui du 1er semestre, et se caractérise par l'intensité des grèves dont la durée moyenne est passée de 5 jours à 9 au cours du 2ème semestre.

Ces grèves ont concerné le secteur public (BTP à 65%, industrie à 18%).

Les rémunérations et en particulier les salaires impayés (9 mois et 10 jours au second semestre dans leur paiement) restent la cause essentielle des arrêts de travail au cours de cette période.

En ce qui concerne **l'évolution des prix**, elle se caractérise comme suit : le taux d'inflation, en moyenne annuelle, a été de 18,7% contre 29,8% en 1995. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie en janvier 1997, l'IPC enregistrant une variation en glissement (janvier 97/ Janvier 96) de 13,5%. Cette décélération est attribuée à la stabilisation du taux de change et à l'achèvement quasi totale de la libération des prix réglementés.

La hausse des prix à la consommation par décile, depuis 1994, en glissement ou en moyenne annuelle reste plus prononcée pour les déciles inférieurs que pour les déciles supérieurs. Cependant, l'écart entre le rythme d'inflation du deuxième décile et le neuvième décile qui s'était creusé en 1994 et 1995, tend à diminuer entre 1995 et 1996. La réduction de cet écart, associée à une redistribution des revenus vers les catégories les plus démunies, a permis d'amortir l'impact social des réformes en cours.

Cependant, les revenus salariaux ont connu un ralentissement de leur croissance en 1996, 14,5% contre 23,9% en 1995. En pourcentage du PIB, la masse salariale est passée de 27,2% en 1995 à 24,4% en 1996. La baisse du pouvoir d'achat calculée par le rapport entre le taux d'inflation et l'accroissement des rémunérations est de 6% environ (4% si l'on tient compte des prestations familiales).

Les revenus des indépendants continuent leur progression (30% en 1996).

L'augmentation globale des prélèvements sur les revenus a été de 21,5% par rapport à 1995. L'IRG des salariés a augmenté de 7% et celui des non salariés de 52%. Cependant les ponctions de salaires opérées durant l'année ont entraîné une détérioration du pouvoir d'achat y compris pour les classes moyennes.

En matière d'emploi la tendance constatée au niveau des entreprises publiques, lors du 1er semestre s'est poursuivie enregistrant une baisse du volume global de l'emploi sur les six derniers mois pour les entreprises publiques. Cette baisse a touché le secteur de l'industrie.

La création d'emplois pour l'année 1996 a été de 190.000 (bilan gouvernement) et de 160.000 emplois (sur ce plan), en particulier dans l'agriculture, le BTP et l'administration.

Le taux de chômage se situe à 28,1%. Il représente un volume de 2,2 millions de personnes. Le taux de chômage de la tranche d'âge de 16 ans à 19 ans est de 63,5% et pour celle de 20 à 24 ans de 55,6%.

Les constatations faites en 1995 sur les chômeurs n'ayant jamais travaillé demeure inchangées : ils représentent les ¾ du volume global.

Le taux de chômage est toujours plus important pour les femmes (38,4%) contre 26% pour les hommes. Ces taux risquent d'augmenter dans les années à venir dans la mesure où les conditions économiques et sociales poussent de plus en plus les femmes à chercher du travail.

Les demandes et les créations d'emplois restent toujours difficile à saisir en raison de la faiblesse du dispositif d'enquête et de saisie statistique approprié. Cela étant la demande d'emploi enregistrée par l'ANEM a connue un léger fléchissement de l'ordre de 3% par rapport au 1er semestre 1996 (64.000 contre 66.000). Pour cette même année la demande totale d'emplois enregistrées par l'ANEM est de 129.000. L'offre quant à elle est évaluée à 37.000 postes principalement du secteur public. L'ANEM en 1996 a procédé à 32.000 placements.

La tendance à la hausse du chômage ne semble pas s'inverser en raison de la faiblesse des créations d'emplois estimée à 160.000 et de la demande additionnelle d'emplois estimée à 300.000 en 1996 contre 260.000 en 1995. En outre, l'accélération de la tendance constatée au 1er semestre 1996 s'est poursuivie. Pour l'année 1996 les licenciements pour raisons économiques s'élèvent à 19.730 dont 12.045 au titre de l'assurance chômage. Depuis la mise en place du dispositif en mai 1994, 68.508 personnes ont été touchées par ces mesures dont plus de 70% au titre de l'assurance chômage.

Le chômage affecte, dans plus de 70% des cas, les jeunes primo-demandeurs d'emploi. Le dispositif d'insertion professionnelle des jeunes a permis, en 1996, la création de 8.333 coopératives assurant 18.531 emplois. Les ESIL ont permis d'occuper sur des périodes de 6 à 12 mois 138.000 jeunes contre 141.500 en 1995.

En matière de logement social l'on note une nette diminution des lancements des nouveaux projets pour l'année 1996 soit 33.669 contre 115.657 en 1995 représentant une baisse de 70,9%. Les livraisons pour cette même année 1996 sont de 112.285 logements soit une diminution annuelle de 14,6%

L'auto-construction a livré 20.000 logements pour l'année soit une baisse de 43,6%.

Les causes de ces diminutions se situent à trois niveaux :

- la mobilisation des financements auprès de la CNEP et du Trésor. Sur décision du Chef du Gouvernement un groupe de travail a été mis en place le 6 juillet 1996 et a élaboré des propositions,

- la faiblesse de l'incitation à la promotion de l'habitat social en particulier pour le secteur privé. Ce secteur ne représente que 2,4% des logements urbains livrés et 3,4% des logements urbains lancés,

- l'érosion du pouvoir d'achat qui a continué à faire baisser le niveau de réalisation de l'auto-construction.

La relance dans ce secteur peut être valablement assurée par les mesures prises notamment pour l'augmentation de l'offre de logements promotionnels, l'assainissement rapide des entreprises la réforme institutionnelle de la CNEP. De même que la clarification en matière de norme de gestion du patrimoine immobilier ainsi que la réglementation technique pourra encourager l'initiative privée. Enfin si la situation en matière d'approvisionnements en matériaux de

construction s'est nettement améliorée, la demande de ces produits pour l'auto-construction risque de continuer à fléchir en raison de leur prix.

Le filet social a fait l'objet d'un meilleur ciblage des populations et d'un contrôle rigoureux. Cela a entraîné une baisse du nombre de bénéficiaires de l'AFS de 513.000 en décembre 1995 à 193.000 en 1996. Ces mesures ont permis une revalorisation sans incidence budgétaire de l'IAIG à 2.800 DA et à 900 DA pour l'AFS.

Le dispositif du filet social a concerné 1.800.000 personnes en 1996 (bénéficiaires et personnes à charge).
Les crédits consommés dans le cadre du filet social ont atteint globalement 11,2 milliards de DA.

Tout en notant l'importance des effectifs concernés de façon directe et indirecte, il demeure que le niveau de ces indemnités et leur caractère diffus méritent une réflexion approfondie sur l'utilisation de ces crédits notamment pour l'encouragement à la création d'emplois. Il y aurait lieu, par ailleurs, d'évaluer le coût de gestion de ce dispositif par rapport aux objectifs qu'il vise.

Cette préoccupation devrait constituer une des priorités de l'Agence de Développement Social afin d'améliorer les performances du système vers une insertion économique et sociale des catégories les plus défavorisées.

En matière d'emploi des jeunes le dispositif d'appui spécifique a fait l'objet d'une mise en cohérence et de la promulgation de l'ensemble des textes le réorganisant. Dans ce cadre une Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes a été mise en place. Il est attendu une rationalisation et une amélioration qualitative des interventions. Une telle initiative est susceptible d'apporter une dynamisation du programme des ESIL dont les résultats pour l'année 1996 ont été de 22.000 jeunes insérés à titre permanent et 74.000 en équivalent permanent.

Enfin, il est indispensable de rappeler, de façon brève, l'impact de la conjoncture et des mesures d'ajustement sur le niveau de **santé de la population**. Les caractéristiques de cette situation ont été notées dans le précédent rapport qui soulignait : « la lente détérioration de l'état de santé de la population » se manifestant par un retour des maladies contagieuses.

En l'absence de données fiables, il s'agira de se limiter à souligner la persistance des phénomènes déjà relevés dans le précédent rapport de conjoncture. Dans cette perspective, on peut relever :

- une forte probabilité d'une confirmation de la résurgence et du retour en force des Maladies à Transmission Hydrique (MTH) et des maladies contagieuses liées au programme élargi de vaccination (PEV), de la tuberculose, de la malnutrition sévère,

- l'insuffisance des financements disponibles par rapport aux besoins du secteur et la persistance de déséquilibres de la répartition des ressources toujours dominées par les charges salariales, au détriment du renouvellement ou de la maintenance des équipements,

- la flambée persistante des prix du médicament, du consommable et de l'équipement entretenue par l'absence de maîtrise et de contrôle des prix :
    * la domination de l'importation au détriment de la production nationale le non respect de l'obligation faite initialement à l'importateur d'investir dans la production et la fabrication du médicament,
    * la différence importante entre le niveau de remboursement par la sécurité sociale et le coût réel des prestations fournies par le secteur privé,
    * l'absence d'évaluation des coûts et des prix de référence des prestations sanitaires.

Une telle situation, dont les causes paraissent se situer, notamment, dans les conditions de prise en charge médico-sanitaire, la détérioration des conditions

de vie (malnutrition, insalubrité du logement et du cadre de vie) et la hausse des prix des médicaments, doit être suivie avec une attention toute particulière.

Pour ce faire il y a lieu de mettre en place un système d'enquêtes permanent sur le niveau de santé et les modes de couvertures des besoins de la population. Une batterie d'indicateurs des niveaux de santé devrait pouvoir être élaborée afin de procéder à des évaluations périodiques et de disposer d'un système d'alerte précoce, pour que des mesures de sauvegarde soient mises en place rapidement.

En **conclusion**, il est urgent de faire mieux préserver une croissance minimale du niveau de vie selon les paramètres suivants :

- la consommation des ménages doit pouvoir être protégée, d'abord, quant à son niveau. Par ailleurs, l'Etat, au titre de ses fonctions de protection et d'animation, doit pouvoir faire adopter des normes de qualité et de productivité, notamment, pour les biens et services stratégiques et ou de large consommation.

- la protection de la force de travail, par des programmes minima de santé, de logement, d'éducation, de formation, d'adduction en eau potable, et d'électrification notamment. Le redimensionnement en la matière doit pouvoir s'effectuer sans régression qualitative.

- la poursuite des efforts pour une plus grande justice dans la répartition des revenus notamment par :

    * la revalorisation périodique du pouvoir d'achat les bénéficiaires des allocations de chômage et des pensions de retraites qui, en raison de la faiblesse de la création d'emplois et des compressions d'effectifs vont occuper une part de plus en plus grande dans le revenu national,
    * une meilleure maîtrise des revenus non salariaux.

Le système d'éducation et de formation doit être rénové afin de mieux préparer les jeunes à la vie active et tout particulièrement leur inculquer le sens de l'initiative et l'esprit d'entreprise.

Une politique active de l'emploi à destination des effectifs compressés.

L'emploi des jeunes doit aussi s'appuyer sur des politiques plus actives.

L'emploi des catégories vulnérables (emploi féminin et des handicapés) connaît actuellement une régression qui s'accentuera encore. Il faut noter que la majorité de l'emploi féminin est assurée par le secteur public. Les réformes auront nécessairement un impact plus fort sur ce type d'emploi. Il conviendra donc d'encourager par des actions spécifiques la création d'activités communautaires ou d'entreprises pour les femmes.

La protection des handicapés et infirmes peut donner lieu à la création d'emplois de proximité pour les jeunes et les femmes dans le cadre de prestations de services couvertes par les collectivités locales. A l'échelon local l'on devrait pouvoir accroître ces initiatives développant ainsi les emplois de proximité pour les personnes âgées ou handicapées, pour la prise en charge de services d'intérêts communaux etc.
Le statut d'intérêt public de ces initiatives devrait pouvoir leur faire bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux et l'accès gratuit à des services de formation de leurs adhérents.

CONCLUSION GENERALE

En conclusion du présent rapport de conjoncture, concernant le 2éme semestre 1996 et le bilan de l'année 1996, il convient de mentionner que l'économie nationale a réalisé de bonnes performances sur les plans budgétaire et monétaire, ainsi que sur celui des équilibres extérieurs marqués notamment par un excédent commercial important, de plus de 4,5 milliards de $, et par un doublement des réserves de change qui ont atteint, en fin d'année 1996, environ 4,2 milliards de $.

La croissance du PIB, en fin d'année 1996, est globalement proche de 4%. Elle est de 3% hors hydrocarbures.
Cette croissance reste encore tirée essentiellement par **l'agriculture** , les **hydrocarbures**, et, dans une moindre mesure, par le BTPH.

On constate, ainsi, que cette croissance, inférieure aux 5% initialement prévus, demeure, de surcroît, très fragile car elle est fortement dépendante des facteurs exogènes (bonne pluviométrie pour l'agriculture, évolution favorable des prix des hydrocarbures, bonne appréciation du Dollar US par rapport aux principales monnaies...).

Par ailleurs, l'important excédent commercial, mentionné précédemment, est lié non seulement aux facteurs exogènes décrits ci-dessus, mais aussi à la diminution des importations induites par le rétrécissement du marché national à cause de la forte dégradation du pouvoir d'achat dans le pays.

Ainsi, cette croissance n'a pas donné le signal de la reprise économique attendue, pour les mêmes raisons que celles déjà indiquées dans le rapport de conjoncture relatif au 1er semestre de l'année 1996, c'est à dire : la timidité dans la relance de l'investissement hors hydrocarbures, forte dégradation de la production industrielle, difficultés de fonctionnement des entreprises.....

On constate, par conséquent, que les conditions de la relance économique ne sont pas toutes réunies.

Le Programme d'Ajustement Structurel se déroule au détriment de l'emploi et de la consommation des ménages, avec comme toile de fond, une crise très aiguë du logement dont l'issue n'est, malheureusement, pas pour l'immédiat.

Les conditions de vie se sont nettement dégradées, la paupérisation touche de très larges couches de la population et de nombreuses maladies dues, à la pauvreté et la précarité, réapparaissent dans le pays.

Aussi, il serait souhaitable que la stabilisation macro-économique tienne davantage compte des contraintes sociales en particulier de l'emploi et des revenus.

RECOMMANDATIONS :

La Commission Evaluation prend note des résultats positifs atteints par la stabilisation du cadre macro-économique et du rétablissement progressif des grands équilibres économiques financiers et monétaires.

Ces résultats laissent espérer le retour d'une croissance plus élevée, susceptible de répondre à la relance de la production, de l'investissement et de l'emploi, et contribuer ainsi à l'amélioration du niveau de vie de la population.
Cette stabilité macro-économique pour être durable devra avoir des effets induits positifs pour une relance sur le plan micro-économique.

Dans ce cadre les recommandations émises antérieurement restent valables et en complément, la Commission juge utile d'y adjoindre les propositions suivantes :

- **Au titre de la relance des activités économiques:**

- la grande disponibilité actuelle des produits notamment de première nécessité ne doit pas nous faire oublier la nécessité d'instituer une méthode rigoureuse de suivi et de régulation de ces produits sur le marché; l'exemple vécu par la perturbation d'approvisionnement du sucre, du lait et de l'huile, doit nous inciter à la mise en place de cet instrument de régulation ;
- il s'avère également de plus en plus nécessaire de mettre en place des normes techniques efficaces pour encadrer les produits importés et pour instaurer une concurrence loyale ;
- une évaluation du dispositif banques entreprises est nécessaire pour éventuellement corriger les aspects négatifs relevés.
- renforcer les conditions actuelles pour la relance de l'économie notamment en favorisant l'investissement pour la création des PME/PMI ;

- le poste « Services non facteurs » dans la balance de paiements pour un montant de 2,150 Milliards de dollars importés pour 1996 mériterait d'être analysé et explicité pour une meilleure maîtrise de l'évolution de ses dépenses;

- accélérer la mise en place de la restructuration et de la modernisation du secteur bancaire et l'ouvrir à la concurrence et à la participation du capital national et étranger, pour amener le système bancaire à se mettre au niveau des banques internationales ;
- mettre en place dans les meilleurs délais des nouveaux instruments intervenant dans le circuit financier : la bourse, les sociétés d'investissement, l'encouragement des exportations, la caisse de dépôt et de consignation, sociétés à capital risque, sociétés « leasing »;

- **En matière de régulation économique :**

- le secteur de la pétrochimie, compte tenu de ses résultats négatifs et en dépit des investissements qui lui ont été consacrés, nécessite une prise en charge rapide et efficace en vue de son redressement d'autant plus qu'il peut constituer un des vecteurs de la relance économique;

le développement du secteur des hydrocarbures dans notre pays ne doit pas nous faire oublier la nécessité :

*de développer les activités minières par notamment la recherche permanente de formules de partenariat approprié,
* de diversifier et de développer d'autres sources d'énergie, et notamment les énergies renouvelables;

- pour le secteur de l'industrie, il s'agit de préciser d'avantage la politique de redéploiement industriel, notamment en fixant les choix et les axes de mise en œuvre;

- en matière d'agriculture, la Commission enregistre des résultats appréciables réalisés par le secteur et rappelle les recommandations antérieures destinées à atténuer sa fragilité structurelle (notamment : utilisation des fertilisants, maintenance des équipements, mobilisation des ressources hydriques) :

* le règlement définitif de la question foncière,
* les conditions d'intensification de la production nationale,
* la mobilisation des ressources hydriques,

- en matière d'hydraulique, en plus de la nécessité de développer la petite et moyenne hydraulique, il est urgent de mettre en place une stratégie à moyen et à long terme, d'exploitation rationnelle de toutes nos ressources (eau de surface**,** eau souterraine, la nappe phréatique, l'albien, dessalement et recyclage);
- en ce qui concerne les entreprises de réalisation publiques et privées : celles-ci détiennent des créances importantes sur l'Etat et les collectivités locales. Il est urgent d'assainir cette situation sous peine de remettre en cause leur survie.
- il serait souhaitable que les administrations, les établissements et les entreprises qui assurent un service public en situation de monopole ne soient pas tentés de l'exercer uniquement dans le seul souci de préserver l'équilibre financier de leur budget au détriment du citoyen.

- **En matière de politique sociale :**

Pour ce volet, la Commission recommande de:

- veiller à la stabilisation et à l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires, compte tenu des érosions enregistrées depuis 3 ans;

- consolider le dispositif d'encadrement et de prise en charge du chômage et des compressions d'effectifs;
- veiller à une plus grande justice dans la répartition du revenu national;

- prendre en charge la dégradation des conditions de vie des populations qui nécessite la mise en place des mesures de sauvegarde pour atténuer l'impact de ces phénomènes;
- mettre en place une batterie d'indicateurs des niveaux de santé afin de pouvoir procéder à des évaluations périodiques et de disposer d'un système d'alerte précoce, pour que des mesures de sauvegarde soient mises rapidement en place ;
- veiller à la stabilisation des instruments intervenant dans le système de protection sociale (caisse sécurité sociale, caisse nationale des retraités),
- les pouvoirs publiques doivent accorder une attention particulière à la situation financière des organismes de sécurité sociale eu égard à leur déséquilibre financier, notamment le système de retraite qui risque à brève échéance de s'effondrer en raison des lourdes charges qui lui sont imposées et du volume de créances.

Procès-Verbal d'adoption

La Commission de l'Evaluation, réunie le 6 Avril 1997, a procédé après lecture et débat à l'adoption du présent rapport portant sur la Conjoncture du 2éme semestre 1996, à l'unanimité des membres présents.

Membres de la Commission de l'Evaluation :

- BOUHALI	Mohamed	Président
- HADDOUD	Med Lenouar	Vice-Président
- BOURAS	Djoudi	Rapporteur
- AZZOUZA	El Hadi	Membre
- BELLAG	Mohamed	Membre
- BENBRIKHO	Youcef	Membre
- BENYAKHOU	Farid	Membre
- BENYEKHLEF	Haouès	Membre
- BERRACHED	Laouari	Membre
- CHAMI	Mohamed	Membre
- DAOUI	Abderrazek	Membre
- FARES	Zahir	Membre
- GUITA	Rachid	Membre
- MEDJAHER	Djillali	Membre
- MEZIANI	Abdellali	Membre
- MOKRAOUI	Mustapha	Membre
- OUDJET	Khaled	Membre
- OUSSEDIK	Mdjid	Membre
- YOUSFI	Ali	Membre
- ZAOUOUI	Ahmed	Membre
- BRAHITI	Mahmoud	Membre

Le Président	**Le Rapporteur**	**Le Vice-Président**
M. BOUHALI	**D. BOURAS**	**L. HADDOUD**

ANNEXE

Note sur le dispositif de redressement d'urgence des EPE en difficulté

Le nouveau dispositif de redressement d'urgence des entreprises a été développé autour de l'idée centrale qui consiste à établir une distinction précise entre les EPE dites viables structurellement et les autres qui connaissent des niveaux de rentabilité insuffisants pour rémunérer convenablement les facteurs de production.

Cette distinction permet en effet d'identifier deux catégories d'entreprises :

-celles qui présentent un résultat brut d'exploitation positif (hors frais financiers et pertes de change) autrement dit qui possèdent une exploitation a priori viable. La richesse produite se trouve parfois totalement absorbée du fait de la politique financière et rend l'entreprise au service exclusif de la banque.

Dans ce cas, l'effet de levier espéré par l'apport des ressources externes à l'entreprise fonctionne de manière inverse et profite plutôt à ses prêteurs.

- la deuxième catégorie des entreprises dont le résultat brut est négatif, ce qui signifie concrètement que leur activité, au lieu de générer des richesses excédentaires en absorbe davantage et donne ainsi naissance à des déficits structurels et permanents.

Dans ce cas précis, la pérennité de l'entreprise est totalement compromise et nécessite une thérapie profonde.

Le but recherché à travers cette distinction est en fait de pouvoir prévoir un traitement différencié en termes d'assainissement.

En effet, pour les entreprises dites viables, le traitement a été principalement axé autour de la politique financière à mettre en oeuvre au sein de l'EPE à même de garantir une rentabilité financière en cohérence avec la rentabilité économique déjà existante
Les mesures ainsi prévues pour ces EPE reposent sur l'amélioration de leur relation avec la Banque et portent plus particulièrement sur :

- le rééchelonnement des découverts bancaires et leur transformation en crédits à moyen terme,
- le rééchelonnement des dettes extérieures lorsque les échéances de remboursement affectent sensiblement la trésorerie de l'EPE,
- et éventuellement la transformation des dettes bancaires en titres de propriété.

Pour la 2éme catégorie d'entreprises non viables, le traitement sera axé principalement autour de la restructuration de leurs activités et de la réadaptation effective des facteurs de production. Pour cela, les mesures qui peuvent être envisagées concernant notamment :

- les compressions d'effectifs,
- les fermetures d'unités non rentables,
- les délestages d'activités et les essaimages,
- les fusions, les scissions etc...

En résumé, ce dispositif appelle les observations et recommandations suivantes:

- comparativement aux précédentes opérations d'assainissement financier initiées en 1992 et 1994, ce dispositif constitue indéniablement une approche novatrice reposant sur le traitement des causes et non des effets déstructurants. En effet, l'équilibre financier de l'entreprise ne peut être maintenu que lorsque, à la base, l'activité est déjà rentable et adossée sur une politique financière adaptée. Un équilibre financier ne peut être garanti que si l'entreprise arrive à

générer une capacité d'autofinancement suffisante à même d'assurer sa pérennité et sa croissance.

- le nouveau dispositif introduit un début de normalisation nécessaire des relations entre d'une part l'entreprise et ses actionnaires et d'autre part la Banque. La mise en oeuvre du nouveau dispositif de gestion des capitaux marchands à travers les Holdings à été sans aucun doute trés bénéfique à cette nouvelle approche notamment dans la célérité et l 'efficacité de l'amélioration des relations Banques/EPE et mérite d'être encouragée. L'EPE a pu en effet négocier cette relation avec ses banquiers de manière efficace et responsable.

- il est cependant regrettable de manière générale, que l'environnement économique n'ait pas évolué favorablement afin de permettre à l'entreprise de fonctionner dans de meilleures conditions. La refonte du système bancaire et son adaptation à l'économie de marché évolue trés lentement et l'absence d'un marché financier ne permet pas à l'entreprise de lever, en dehors du système bancaire, les ressources nécessaires à son développement et son expansion. Les possibilités d'ouverture de capital social par retour à l'épargne privée restent difficilement envisageables.

- lorsque les mesures bancaires obtenues au profit de l'EPE s'avèrent insuffisantes, le recours au Trésor est tout de même prévu. Ce recours concerne notamment le financement du volet social et le traitement des reliquats des dettes BAD/ Trésor. Compte tenu de la faiblesse des sommes réservées à cet effet, il est à craindre que les problèmes de certaines grandes sociétés ne puissent trouver de solutions (cas SIDER, ASMIDAL, SNVI, ENMTP, ENAVA, EMB, etc...).

sommaire

Partie I - La Conjoncture Economique et Sociale du Premier Semestre 1996

1 - VUE D'ENSEMBLE .....

2 - EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....

3 - ACTIVITE INDUSTRIELLE.....

3.1. Production.....

3.2. Prix à la production .....

3.3. Résultats d'exploitation .....

3.4. Investissements .....

3.5. Importations-Exportations.....

4 - EVOLUTION DE LA PRODUCTION DES SECTEURS HYDROCARBURES, ENERGIE ET MINES.....

4.1. Evolution de la production.....

4.2. L'approvisionnement national en produits énergétiques .....

4.3. Les exportations d'hydrocarbures.....

5 - EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE.....

6 - ACTIVITE DU SECTEUR DU BTPH .....

7 - ACTIVITE DES TRANSPORTS.....

8 - ACTIVITE DES SECTEURS DU COMMERCE .....

8.1. Commerce intérieur .....

8.2. Protection de la production nationale.....

8.3. Commerce extérieur.....

9 - PRIX ET TENSIONS INFLATIONNISTES.....

10 - MONNAIE ET FINANCES.....

10.1. Les équilibres extérieurs .....

10.2. Les finances publiques.....

10.3. Monnaie et Crédit .....

11 - TENSIONS SOCIALES.....

- **CONCLUSION**.....

- RECOMMANDATIONS.....

- ANNEXE.....

Partie II- La Conjoncture Economique et Sociale du Second Semestre 1996

Vue d'ensemble .....

1- Les conditions de l'activité économique .....

2- Evolution de l'activité industrielle .....

3- Evolution de l'activité minière et énergétique .....

4- Evolution de la production agricole.....

5- Activité du secteur du BTPH et des transports .....

6- Evolution de l'activité commerciale.....

7- Evolution des prix.....

8- Monnaie et finances.....

9- Evolution des tensions sociales .....

Conclusion Générale.....

Recommandations.....